



UNION EUROPÉENNE



Ministère de la Formation professionnelle,
de l'Apprentissage et de l'Artisanat - MFPAA



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement

Déterminants économiques et socio-anthropologiques des migrations dans les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal : Kolda, Kédougou et Tambacounda

Rapport Final – 1^{er} passage



Étude réalisée par le Laboratoire GERM et Faits de Sociétés
Université Gaston Berger de Saint-Louis



© GERM & Faits de Sociétés
Février 2018



Le Laboratoire des études et recherches sur le Genre, l'Environnement, la Religion & les Migrations (GERM) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis est constitué d'enseignants chercheurs, d'universitaires ou de chercheurs affiliés à des institutions nationales et internationales. C'est sur ce réseau de chercheurs confirmés que s'appuie le GERM & Faits de Sociétés dans le cadre de ses activités de recherche et d'animation scientifique. A cet effet, le GERM a su, depuis sa mise en place, édifier un réseau dense de collaboration et de partenariat à travers la conduite d'un certain nombre d'études et de recherches sur : migrations - rapports sociaux de sexes - changement climatique – droits humains – protection sociale - etc.

Nous contacter

GERM & Faits de Sociétés

Université Gaston Berger de Saint-Louis

BP 5751 Saint-Louis, Sénégal – Tel. **+221 77 440 52 68** – Tweeter : **GERMSENEGAL**

Courriel : germ@germ.sn ou aly.tandian@ugb.edu.sn - Website : www.germ.sn

Avertissement : "Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Accès équitable à la Formation professionnelle – ACEFOP exécuté par l'Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (LuxDev). Son contenu relève de la seule responsabilité du Laboratoire GERM de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni de LuxDev."

Hommage à Sindou Kane¹

O vagues, ô Rome,
Vagues de malheurs,
Océan de terreur.
Vous m'aviez arraché l'âme.
Lui et moi, on se la partageait.

Depuis l'école primaire jusqu'au terrain de foot
Mon ami très sain et doux me vint
A l'esprit à chaque matinée et soirée.
Tantôt je le savais car l'ambition
En lui m'avait persuadé qu'il serait

Prêt à n'importe quoi pour épargner
Famille et parents aux illusions.
Voilà que sur ce chemin prophétique,
Ces impitoyables vagues me l'arrachent en pathétique.

Fadiga, ainsi, il me surnommait avant son clivage
Et moi, je n'ai pas eu le temps de lui dire bon voyage.
Il est parti, avec les vagues. Oui parti laissant un vide.
Dans tous les cœurs et les habitudes.
Repose en paix Diatta !

Kals. Makacoulibantang, 27 août 2017

¹ Poème rédigé par un jeune de Makacoulibantang en hommage à son ami décédé en mer Méditerranée.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
<i>Liste des sigles</i>	7
<i>Liste des cartes</i>	7
<i>Liste des figures</i>	7
<i>Liste des tableaux</i>	8
INTRODUCTION	9
I. OBJECTIF GENERAL, OBJECTIFS SPECIFIQUES ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE	11
1.1. Objectif général	11
1.2. Objectifs spécifiques.....	11
1.3. Démarche méthodologique.....	11
1.4. Revue documentaire	12
1.5. Collecte de données qualitatives.....	12
1.6. Collecte de données quantitatives	13
1.7. Technique d'échantillonnage	13
1.8. Analyse de données collectées.....	14
1.9. Subdivision du rapport	15
II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE	16
III. CAUSES SOUS-JACENTES DES PHENOMENES MIGRATOIRES	18
IV. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES PERSONNES INTERROGEEES	22
V. PRATIQUES ET FACTEURS SOCIOCULTURELS, ECONOMIQUES ET POLITIQUES CONTRIBUANT AUX PHENOMENES MIGRATOIRES	32
VI. CONTOURS DES PHENOMENES DE MIGRATION	41
VII. OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES REGIONS DU SUD ET SUD-EST	53
VIII. APPROCHES ESSAYEES DANS LA RECHERCHE DE SOLUTION	61
IX. CONCLUSION	70
BIBLIOGRAPHIE	72

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au Sénégal, la migration est un phénomène qui peut être appréhendé à la fois comme un processus économique et un processus social. Ainsi, plusieurs variables comme le sexe, l'âge, l'appartenance religieuse et/ethnique peuvent également être considérées dans l'analyse de ce phénomène qui connaît de plus en plus d'ampleur. Dans ce contexte, la migration est à analyser comme une quête de prestige, d'estime et d'une autonomie économique, une preuve de courage mais également comme un rite de passage, une orientation vers la communauté plutôt qu'une orientation vers soi.

Dans le cadre de cette recherche il s'agit de disposer d'une meilleure connaissance des déterminants et des motivations des phénomènes migratoires dans les régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou). De manière spécifique, il s'agit de mieux identifier l'ensemble des déterminants et des causes profondes de la migration auprès des groupes cibles dans ces régions.

Pour de nombreux jeunes sénégalais, l'Europe est vue comme un eldorado un lieu de réalisation de rêves et d'optimisation des opportunités de réussite. En ce sens, malgré des conditions de voyage, par voie irrégulière, de plus en plus difficiles, des jeunes de ces régions restent toujours prêts à prendre des risques. La recherche d'une situation économique plus favorable et de sources de revenus constitue l'une des premières variables influençant les décisions de mobilité et de migration, qu'elles soient prises par un individu ou par une communauté.

Les populations du Sud et du Sud-Est du Sénégal, compte tenu de leur niveau de vie et de l'image donnée aux migrants ayant réussi accordent une importance capitale à la migration même si une bonne partie d'entre elles ne se trouvent pas dans une situation de dénuement aigu. Il faut préciser que dans ces régions, la perception de la pauvreté est à relativiser. Certaines populations se déclarent être pauvres car ne disposant pas de biens personnels même si leurs familles possèdent des biens (terrains agricoles, terrains à usage habitation, voitures, maisons, équipements agricoles, équipements industriels, bétails, mototaxis (Jakarta), ordinateurs, etc.). D'autres populations ne s'estiment pas pauvres parce que tout simplement leurs familles possèdent des biens.

Cette recherche nous renseigne que des jeunes des régions étudiées échangent fréquemment avec leurs parents et/ou amis et l'une des thématiques majeures de leurs échanges porte sur les opportunités d'emploi dans les pays où ceux-ci se trouvent (Espagne, France, Italie, etc.). Ces échanges incitent certaines des personnes interrogées à rêver de se retrouver un jour dans l'un de ces pays. La facilité et les opportunités d'emploi sont donc des arguments qui galvanisent ces jeunes candidats à la migration pour échapper aux conditions de vie difficiles et au manque de travail. Il est alors mis en exergue l'urgence de migrer – même par voie irrégulière - pour soutenir la famille.

Il existe des réseaux informels de "*passseurs*" qui constituent l'autre maillon essentiel sans quoi les migrations ne pourraient avoir lieu. Des personnes interrogées affirment connaître des individus – "*coursier du voyage irrégulier*" - qui s'adonnent à cette pratique malgré l'offre de formation professionnelle dans plusieurs territoires des régions du Sud et du Sud-Est.

Au niveau des régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal, l'offre de formation professionnelle est très présente à la fois dans les capitales régionales, départementales et communales pour la qualification de la main d'œuvre locale et le développement du secteur industriel, technique, etc.

Les résultats de cette recherche nous apprennent que pour définir le profil-type du migrant potentiel diverses composantes sociales, culturelles, économiques, politiques, etc. sont à prendre en compte.

Si le paramètre de la pression sociale est important et que l'aventure entreprise dépasse une quête d'ordre purement individuelle ; il est à mentionner que l'envie de se réaliser, le besoin d'échapper à la précarité, la quête d'un emploi réconfortant et un avenir alléchant sont, entre autres, autant de raisons qui déterminent l'envie de migrer. En outre, si la rivalité entre demi-frères peut pousser des coépouses à encourager leurs enfants à migrer : il n'est pas à négliger que le statut *d'aîné est plus enclin à migrer que les autres membres de la famille* car être le premier enfant, c'est occuper une place particulière.

Le profilage du migrant potentiel nécessite également de prendre en compte d'autres composantes. La pression familiale et la quête de prestige social pour soi et pour sa famille sont souvent évoquées comme des raisons valables pour migrer selon des populations interrogées. Celles-ci soutiennent que l'impossibilité d'épargner au pays d'origine, le travail difficile et pas assez rémunéré et le manque de financement pour "*développer ses propres affaires*" sont autant de mobiles pour justifier l'envie de migrer.

En plus de définir un profil-type du migrant potentiel, cette recherche a permis de faire l'état des lieux des différentes approches essayées dans la recherche de solution pour faire face aux migrations irrégulières au niveau des régions du Sud et du Sud-Est. De nombreuses initiatives ont été engagées qu'elles soient individuelles ou de la part d'ONG et de partenaires techniques et financiers.

Liste des sigles

ANSD :	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARD :	Agence Régionale de Développement
BAC :	Baccalauréat
BFEM :	Brevet de Fin d'Études Moyennes
BT :	Brevet
CEPE :	Certificat d'Études Primaires et Élémentaires de Technicien
CFEE :	Certificat de Fin d'Études Élémentaires
CFP :	Centre de Formation Professionnelle
CRETEF :	Centre Régional d'Enseignement Technique Féminin
DEA :	Diplôme d'Études Approfondies
DPBEP :	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
DT :	Diplôme de Technicien
ENES :	Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal
GERM :	Groupe d'Études et de Recherches sur les Migrations
IPAR :	Initiative Prospective Agricole et Rurale
LUXDEV :	Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PADAER :	Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural
RGPHAE :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage
SENELEC :	Société Nationale d'Électricité du Sénégal
SPSS :	Statistical Package for Social Sciences
TIC :	Technologie de l'Information et de la Communication
UCAD :	Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Liste des cartes

Carte 1 :	Effectif et localisation géographique des sites de collecte
Carte 2 :	Circuits de bus pris par les candidats à la migration

Liste des figures

Figure 1 :	Taux d'emploi selon le milieu de résidence et le sexe
Figure 2 :	Répartition des interviewés (es) selon l'âge, l'ethnie et la religion
Figure 3 :	Situation matrimoniale, durée du mariage et régime matrimonial
Figure 4 :	Âge/Ethnie / Instruction
Figure 5 :	Type d'instruction des personnes interrogées selon leur ethnie
Figure 6 :	Taux de chômage au Sénégal suivant le diplôme obtenu
Figure 7 :	Taux de chômage dans la région de Tambacounda selon l'âge, le sexe et le milieu
Figure 8 :	Taux de chômage dans la région de Kédougou selon l'âge, le sexe et le milieu
Figure 9 :	Taux de chômage dans la région de Kolda selon l'âge, le sexe et le milieu
Figure 10 :	Type de foyer et biens possédés
Figure 11 :	Type de biens personnels possédés, influence de l'absence de possession de biens par les parents sur l'envie de migrer
Figure 12 :	Âge idéal pour le candidat à la migration les valeurs manquent sur la figure
Figure 13 :	Destinations rêvées des candidats à la migration et pays de migration des amis
Figure 14 :	Pourcentage des personnes ayant déjà migré
Figure 15 :	Pourcentage des personnes ayant le projet de migration ou pas
Figure 16 :	Types d'aides de la famille
Figure 17 :	Les migrations : effectif et zone de provenance
Figure 18 :	Rapport entre le nombre de fois à avoir quitté le pays / Activités professionnelles avant de migrer / Raisons de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration

- Figure 19 : Coût estimatif pour migrer par les réseaux informels selon qu'on connaisse ou non des gens qui peuvent faciliter le voyage à un candidat à la migration
- Figure 20 : Difficultés rencontrées durant le voyage par voie terrestre
- Figure 21 : Difficultés rencontrées pour rejoindre la destination souhaitée / Possibilité de rejoindre la destination souhaitée
- Figure 22 : Caractéristiques du bon migrant ou du migrant qui a réussi
- Figure 23 : Rapport entre les formations professionnelles offertes et besoins du marché de travail / domaine d'activité
- Figure 24 : Nom des centres de formation professionnelle / formations professionnelles offertes aux jeunes pour les besoins du marché de l'emploi
- Figure 25 : Jeunes ayant subi une formation professionnelle et ayant eu une expérience du travail /branches de travail et statut professionnel
- Figure 26 : Ce qui ferait perdre l'envie de migrer / type de formation / financement / domaine ciblé
- Figure 27 : Nombre d'entreprises suivies par APIX (2014-2016) et d'emplois créés par celles-ci
- Figure 28 : Répartition du taux d'insertion entre l'auto-emploi et l'emploi salarié selon les régions
- Figure 29 : Difficultés rencontrées par les jeunes pour la réalisation de leurs projets
- Figure 30 : Domaines dans lesquels les jeunes ont actuellement un ou des projet(s) d'investissement / Des institutions pourraient-elles vous aider à réaliser votre projet ? / Si oui quelles institutions ?

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Évolution de l'offre de travail (en volume), 2016-2020
- Tableau 2 : Répartition par région, milieu de résidence et sexe de la population potentiellement active au Sénégal en 2013
- Tableau 3 : Techniques d'enquête et groupes-cibles
- Tableau 4 : Taux d'emploi des jeunes selon le sexe, le milieu de résidence et la région
- Tableau 5 : Taux de chômage par région et par sexe au Sénégal en 2013
- Tableau 6 : Répartition des émigrants par principal motif de la migration
- Tableau 7 : Répartition des émigrants internationaux par pays de destination principale
- Tableau 8 : Répartition des ethnies selon les régions
- Tableau 9 : Répartition des enquêtés (es) selon la religion
- Tableau 10 : Âge/Situation matrimoniale / Avez-vous des enfants ?
- Tableau 11 : Zone de naissance selon l'âge des personnes interrogées
- Tableau 12 : Niveau d'instruction et dernier diplôme obtenu suivant les régions
- Tableau 13 : Pourcentage des personnes ayant déjà migré ou ayant (ou pas) un projet migratoire
- Tableau 14 : Destinations rêvées des candidats à la migration
- Tableau 15 : Périodes de la première migration
- Tableau 16 : Activités professionnelles pratiquées avant de migrer
- Tableau 17 : Raisons de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration
- Tableau 18 : Moyens de locomotion pour se rendre à l'étranger
- Tableau 19 : Centres de formations professionnelles dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou
- Tableau 20 : Formations professionnelles offertes, marché de travail et domaines d'activités
- Tableau 21: Lieu de résidence des personnes ayant suivi une formation professionnelle
- Tableau 22 : Type de formations professionnelles devant être proposées aux jeunes des villages et villes pour répondre plus efficacement aux besoins du marché de l'emploi
- Tableau 23 : Ce qui ferait perdre l'envie de migrer
- Tableau 24 : Réalisation de projets d'investissement par les candidats à la migration

INTRODUCTION

Au Sénégal, les raisons de la migration sont diverses. Elles sont d'ordre économique, éducatif, culturel, religieux ou social. La migration est alors un phénomène qui peut être appréhendé à la fois comme un processus économique mais aussi et surtout comme un processus social.

Ainsi, plusieurs variables comme le sexe, l'âge, l'appartenance religieuse et/ethnique peuvent être considérées dans l'analyse de ce phénomène qui connaît de plus en plus d'ampleur dans le monde et plus particulièrement dans les pays africains subsahariens. Dans ce contexte, la migration est analysée comme une quête de prestige, d'estime et d'une autonomie économique, une preuve de courage, un rite de passage, une orientation vers la communauté plutôt qu'une orientation vers soi. Ce faisant, la migration est à analyser en prenant en compte la structure sociale, c'est-à-dire l'ensemble des relations qui unissent les individus membres d'une même organisation sociale.

Par ailleurs, l'intensité du phénomène migratoire peut être expliquée par la situation "préoccupante" des pays d'origine caractérisés par le chômage qui touche la société dans sa globalité.

Au Sénégal, les principales causes du chômage des jeunes sont attribuées à plusieurs facteurs dont la demande globale, l'instabilité et la complexité du marché du travail, l'inadéquation entre les formations initiales et les besoins du marché de l'emploi, le volume de la main-d'œuvre jeune et l'employabilité des jeunes.

Une telle situation aiguise le désir de migrer car, en plus du chômage, de nombreuses personnes au Sénégal sont victimes de *sous-emploi*, de diverses formes de travail précaire mais surtout de *faible qualification* comme nous le signale le tableau qui suit avec des effectifs imposants.

Tableau 1 : Evolution de l'offre de travail (en volume)

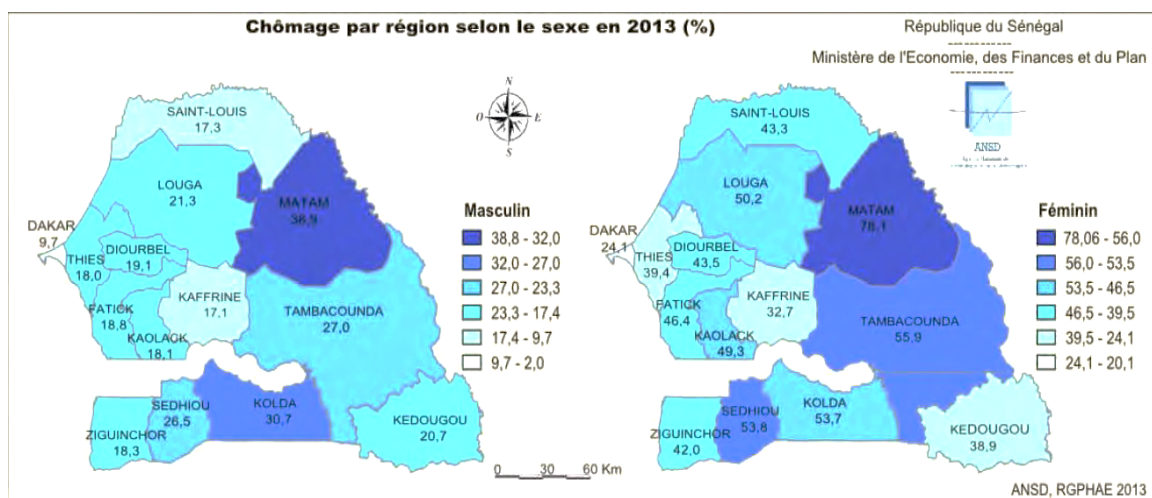
	Très qualifié		Moyennement qualifié		Peu qualifié		Non qualifié		Total	
	Population potentiellement active	actifs	Population potentiellement active	Actifs	Population potentiellement active	actifs	Population potentiellement active	actifs	Population potentiellement active	Actifs
2016	414 569	244 596	454 542	199 998	1 027 005	349 182	6 537 967	4 576 577	8 434 083	5 370 353
2017	423 850	250 071	459 594	202 221	1 031 354	350 661	6 661 951	4 729 985	8 576 749	5 532 938

Sources : Simulations et République du Sénégal, (2005, 2011b). République du Sénégal, ANSD, (2011), « Enquête ESPS2 ».

Avec des niveaux de qualification peu reluisants au cours des dernières années, l'accès difficile au marché du travail est la conséquence de problèmes structurels auxquels de nombreux jeunes sénégalais sont exposés. Une telle situation est plus manifeste en milieu rural où l'accès à une éducation de qualité reste un phénomène plus que déterminant dans le processus d'autonomisation des jeunes.

Au Sénégal, le chômage est plus accentué en milieu rural où 27,7% de la population active sont au chômage contre 18,5% en zone urbaine. Selon le sexe, le chômage affecte davantage les femmes (32,9%) que les hommes (13,2%). Plus de la moitié (56,3 %) de la population en âge de travailler ayant 15 ans ou plus a participé au marché du travail. En milieu urbain ce taux d'activité des 15 ans ou plus a été de 55,4% contre 57,4% en milieu rural.

En revanche, il a varié sensiblement selon le sexe, alors que 64,4 % des hommes âgés de 15 ans ou plus ont été sur le marché du travail, ils n'ont été que 49,6% pour les femmes en âge de travailler.²



Dans le Sud et le Sud-Est du Sénégal (Tambacounda, Kédougou et Kolda), où se sont réalisées nos enquêtes, les données présentées précédemment se sont confirmées car le chômage affecte plus les femmes que les hommes et il est plus marqué en milieu rural qu'en milieu urbain.

Tableau 2 : Répartition (%) par région, milieu de résidence et sexe de la population potentiellement active au Sénégal en 2013.

Régions	Urbain			Rural			Sénégal		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Tambacounda	2,7	3,1	2,9	9,6	9,6	9,6	6,1	6,4	6,3
Kolda	1,5	1,7	1,6	8,0	7,9	8,0	4,7	4,9	4,8
Kédougou	1,3	1,2	1,3	4,7	4,6	4,6	3,0	2,9	2,9

Source : ANSD. RGPHE, 2014.

En effet, selon l'ANSD (2014), la population de la région de Tambacounda en 2014 a un âge moyen de 21 ans avec plus de la moitié des habitants qui sont âgés de moins de 16 ans.³ C'est presque le même constat pour la région de Kolda où les 24 % de la population sont âgées entre 10 et 19 ans.⁴

Légalement, au Sénégal, l'âge d'admission au travail est fixé à 15 ans révolus. Cet âge est relevé à 18 ans pour les travaux dangereux par dérogation du Ministre chargé du Travail.⁵ Il faut signaler que cet âge est le plus souvent exposé aux flux migratoires si l'on se réfère aux résultats de l'ESAM.⁶

²ANSD. Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal (2017). Premier trimestre 2017.

³ANSD. Situation économique et sociale de la région de Tambacounda, 2014.

⁴ANSD. Situation économique et sociale de la région de Kolda, 2014.

⁵République du Sénégal. Journal Officiel, n°6134 du samedi 15 novembre 2003. Ministère de la Fonction Publique, du Travail de l'Emploi et des Organisations Professionnelles. Arrêté ministériel n°3748 MFPTEOP-DTSS en date du 6 juin 2003, relatif au travail des enfants.

⁶ ANSD. (2004), Rapport de synthèse de la deuxième Enquête sénégalaise Auprès des Ménages, "ESAM II, 2001"

I. OBJECTIF GENERAL, OBJECTIFS SPECIFIQUES ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE

1.1. Objectif général

Disposer d'une meilleure connaissance des déterminants et des motivations des phénomènes migratoires dans les régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou).

1.2. Objectifs spécifiques

Conduire une étude permettant de mieux identifier l'ensemble des déterminants et des causes profondes de la migration auprès des groupes cibles dans les régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou).

Cette étude, à la fois quantitative et qualitative, va fournir des éléments sur le contexte socio-économique des régions et des ménages. Dans une perspective opérationnelle, elle se doit de fournir des données, des informations et des analyses sur les déterminants et les causes profondes de la migration et en vue de répondre aux principales questions suivantes :

- Quelles sont les causes sous-jacentes/profondes/structurelles des phénomènes migratoires au sein des régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou) ?
- Comment se présentent ces phénomènes de migration ?
- Quel est le profil-type du migrant potentiel ?
- Quels sont les groupes spécifiques les plus enclins à devenir des migrants potentiels ?
- Quels sont les pratiques et facteurs historiques, culturels, économiques, sociaux et politiques qui contribuent aux phénomènes migratoires ?
- Quelles sont les évolutions récentes en la matière ?
- Quels sont les éléments déclencheurs du passage effectif à la migration de la part du migrant potentiel ?
- Quelles sont les approches déjà essayées dans la recherche de solution, les leçons apprises et les écarts ?

1.3. Démarche méthodologique

La migration comme secteur d'étude scientifique souffre généralement du manque d'informations précises et actualisées, en particulier en ce qui concerne la migration irrégulière à cause justement de son caractère irrégulier qui rend toute recherche et toute statistique difficile. Ce déficit mérite d'être corrigé non seulement parce que de nombreux jeunes sénégalais originaires des régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou) tentent de migrer en faisant souvent le prétexte d'un défaut de renforcement de la compétitivité des entreprises et d'employabilité des jeunes dans leurs territoire d'origine.

Par conséquent, dans le cadre de cette étude, il sera question de réaliser une revue documentaire et de collecter des données qualitatives/quantitatives pour rédiger une première étude sur le profil-type et les déterminants de la migration. Sur la base de ces données et de l'échantillon précédemment défini, un rapport de suivi à mi-parcours et une étude finale, opérationnelle, résumant l'ensemble du processus et répondant aux questions de recherche sera rédigé.

1.4. Revue documentaire

Elle a permis de recenser, de collecter et d'exploiter la documentation disponible portant sur les problématiques des migrations sénégalaises de manière générale avec une démarche soutenue par un examen critique des ouvrages, des articles, des rapports de recherches/d'études (thèses ou mémoires), des rapports d'activités ou de missions, des travaux mis en ligne, etc.

À cet effet, nous nous sommes intéressés aux documents ayant porté sur les processus de prise de décision pour migrer, la dynamique migratoire, les causes des migrations, l'analyse de l'évolution des schémas migratoires, etc. Avec ces informations, il a été possible de préciser les objectifs de l'étude, de hiérarchiser l'information et les documents collectés et d'arriver à élaborer une bibliographie finale.

Pour compléter la revue de la littérature, nous avons réalisé des enquêtes qualitatives sous forme d'études exploratoires auprès de personnes-ressources (membres d'organisations de la société civile, politiques, chercheurs, universitaires ou autorités administratives) afin d'engager un examen critique sur les questions des migrations au Sénégal et dans les régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou) de manière particulière.

Avec la grille de lecture qui a été utilisée dans le cadre de la revue de littérature, notre regard a surtout porté sur les migrations internes, les migrations régionales et les migrations internationales.

1.5. Collecte de données qualitatives

Nous avons réalisé deux types d'entretiens dans le cadre de cette étude : des entretiens non directifs et des entretiens directifs selon les acteurs. Ces différents entretiens nous ont permis de vérifier l'évolution des migrations et l'attention portée par les populations à certains éléments qui nourrissent les causes sous-jacentes/profondes/structurelles des phénomènes migratoires au sein des régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou). La collecte des données nous a permis de mesurer l'influence des pratiques et facteurs historiques, culturels, économiques, sociaux et politiques des migrations au Sénégal et surtout dans cette partie du pays. Plusieurs profils d'acteurs ont été interrogés de manière individuelle ou collective.

Tableau 3 : Techniques d'enquête et groupes-cibles

	Sont interrogés :
Entretien individuel	Parents de migrants et de candidats à la migration
	Chefs coutumiers et religieux
	Transporteurs
	Autorités administratives (gouverneur, préfet, chefs de services, etc.)
	Sécurité (police, gendarmerie)
	Enseignants, maître coranique, maître ouvriers, etc.
	Sont interrogés :
Entretien individuel et collectif (focus group)	Migrants de retour/rapatriés/refoulés
	Candidats à la migration

Ces entretiens ont porté sur différents points :

- Le regard sur la situation du chômage, du sous-emploi et de la pauvreté en essayant de voir s'il y a une inadéquation entre la formation et l'emploi.
- Le décalage entre le vécu quotidien des migrants potentiels et l'image qu'ils se forgent de l'Europe et comment est construit "l'imaginaire migratoire" qui alimente « le désir de partir » ou « l'envie d'ailleurs ».
- Les investissements réalisés par les émigrés et l'image de réussite des migrants ;
- Les transferts de fonds des émigrés – cherchant à améliorer les conditions de vie des familles au niveau du pays d'origine – qui incitent par esprit d'émulation celles qui n'ont pas d'émigrés en leur sein à organiser le voyage des jeunes actifs.
- Le rôle des technologies de l'information et de la communication (cellulaires, Internet, etc.) dans l'élaboration des projets migratoires.

1.6. Collecte de données quantitatives

Dans le cadre de cette étude, nous avons également collecté des données quantitatives à partir d'un questionnaire. Les axes de ce questionnaire concernent entre autres le chômage, le sous-emploi et la pauvreté en relation avec la migration ; les réseaux informels d'encadrement de la migration irrégulière ; la construction d'imaginaire migratoire ; l'accès aux TIC et identification des pistes migratoires irrégulières et les relations entre transferts de fonds des émigrés et envie de migrer.

Les personnes mobilisées pour la collecte des données quantitatives ont suivi une formation afin de les préparer à réussir leur mission. En clair, la formation a permis aux enquêteurs d'acquérir des connaissances et des aptitudes leur permettant de bien mener les activités de collecte de données sur le terrain. Au cours de la formation, le questionnaire a été traduit en langues locales afin de permettre aux enquêteurs, aux superviseurs et aux contrôleurs d'avoir la même compréhension de leur mission dans les différents sites de collecte.

1.7. Technique d'échantillonnage

Dans le cadre de cette étude, nous avons jugé pertinent de réaliser un échantillonnage par quotas qui répond le mieux aux réalités locales et aux orientations de l'étude qui sont les déterminants économiques et socio-anthropologiques des migrations au Sud et au Sud-Est du Sénégal et plus exactement dans les trois (3) régions administratives : Kolda, Tambacounda et Kédougou.

Au total 882 personnes ont été interrogées dans les trois régions concernées dont **334 à Tambacounda** (Tambacounda, Makacoulibantang, Sinthiou Malem), **313 à Kédougou** (Kédougou, Saraya, Salémata) et **235 à Kolda** (Kolda, Vélingara, Médina Gounass, Médina-Yoro Foulah). Trois intervalles d'âge ont été définis : [< 15 ans] ; [15- 30 ans] ; [31-45ans].

Carte 1 : Effectif et localisation géographique des sites de collecte



1.8. Analyse de données collectées

Dans le cadre de cette étude, nous avons fait deux types d'analyse de données : l'analyse de données qualitatives et celle des données quantitatives. S'agissant de l'analyse des données quantitatives, nous avons conçu avec le logiciel sphinx ensuite SPSS, un masque⁷ puis réalisé des inférences à partir des informations rassemblées et portant sur les motivations pour migrer, la situation socio-économique et financière des régions d'origine, la représentation de l'aventure, le besoin d'entretenir sa famille restée au pays, la recherche de moyens financiers pour réaliser ses propres désirs, etc.

Pour l'analyse de données qualitatives, nous avons fait tout au début la retranscription des données et le codage des données. Pour la retranscription des données, la première étape était l'analyse du contenu qui a consisté à lister les informations recueillies avant de les classer sous forme de « verbatim » qui représentent des données brutes de la collecte. Ces données une fois analysées ont servi (i) à documenter, (ii) à décrire et à évaluer en détail la situation migratoire, (iii) à comparer le phénomène migratoire suivant les régions, (iv) à mettre en relation et à en expliquer les causes.

Avec la retranscription des interviews, il a été question de noter mot à mot tout ce que les personnes interrogées ont dit, sans aucune modification, interprétation ou abréviation du texte.

De cette manière, il a été possible d'explorer ligne par ligne, étape par étape, les entretiens pour décrire, classer et transformer les données qualitatives brutes en fonction de la grille d'analyse. Sachant que ce travail a eu un procédé lourd et minutieux, nous avons réalisé un codage ouvert qui nous a permis, à l'aide des questions du guide d'entretien ou des thèmes de l'étude, de repérer les sous-ensembles « les sous-catégories » dans le texte en les soulignant.

⁷ En matière de traitement de données quantitatives, un masque est conçu pour faciliter la saisie de champs qui contiennent des données structurées formellement sans risque d'erreur.

Ces sous-catégories correspondent à des idées de base, à des aspects spécifiques de thèmes plus généraux ou à des mots ou des morceaux de phrases.

À titre d'exemple, pour une question concernant « les motivations pour migrer » nous avons eu différentes sous-catégories.



1.9. Subdivision du rapport

En plus de l'introduction générale et la présentation du contexte et justification de l'étude, ce rapport est subdivisé en sept parties : Contexte et justification de l'étude ; Causes sous-jacentes des phénomènes migratoires ; Caractéristiques socio-économiques des personnes interrogées ; Pratiques et facteurs socioculturels, économiques et politiques contribuant aux phénomènes migratoires ; Contours des phénomènes de migration ; Offre de formation professionnelle dans les régions du Sud et Sud-Est ; Approches essayées dans la recherche de solution et Actions urgentes et alternatives.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

Dans le cadre de cette étude sur les déterminants économiques et socio-anthropologiques des migrations dans les régions du Sud et Sud-Est du Sénégal (Tambacounda, Kédougou et Kolda), il est important de faire un focus sur deux éléments fondamentaux. Premièrement, l'accent sera mis sur la structure sociale (ensemble des relations qui unissent les individus membres d'une même organisation sociale) ainsi que la situation de l'emploi et du chômage au Sénégal et plus précisément dans ces trois régions. Deuxièmement, il sera question de voir les récentes tendances des migrations au Sénégal et dans ces trois régions ; ce qui est une occasion de les analyser pour saisir les causes, les formes et les figures.

Au Sénégal, selon le rapport du recensement national, la population en âge de travailler est celle composée d'individu ayant un âge légal (15 ans). Dans le rapport, l'emploi est considéré comme l'activité qui est exercée durant les 12 derniers mois précédant la collecte des informations.⁸ Les personnes actives sont celles disposant d'un emploi salarié ou d'un emploi non salarié. La population au chômage est celle qui est restée pendant 3 mois consécutifs précédant l'enquête sans travailler et qui est à la recherche d'un emploi. Les deux catégories de chômeurs trouvées sont donc : les personnes ayant déjà travaillé mais qui ont perdu leur emploi et les personnes n'ayant jamais travaillé et qui sont à la recherche d'un premier emploi (primo-demandeurs d'emploi).

La population active, celle qui est âgée d'au moins 15 ans, s'élève à 7 728 868, soit 71,2% de la population âgée de plus de 6 ans et 58,2% de la population totale. Cette population est dominée par les femmes (52%). Selon l'ANSD, environ un peu plus du tiers (37,0%) de la population de 15 ans ou plus ont eu un emploi. Le taux d'emploi⁹ varie selon le milieu de résidence. Il est plus élevé en milieu urbain où 39,1% de cette tranche de la population était en emploi contre 34,5% en milieu rural. Des variations plus importantes encore sont observées entre les hommes et les femmes. Pour les premiers, le taux d'emploi était à 48,4% alors que pour les secondes, il s'élève seulement à 27,7%.¹⁰

⁸Au Sénégal, les contrats de travail peuvent être conclus pour une durée déterminée ou indéterminée. Le contrat de travail à durée déterminée doit être constaté par écrit. À défaut d'écrit, il est présumé conclu pour une durée indéterminée. Le contrat de travail est exempt de tous les timbres et enregistrements (Source : Articles 30-32 & 44 du Code du Travail de 1997).

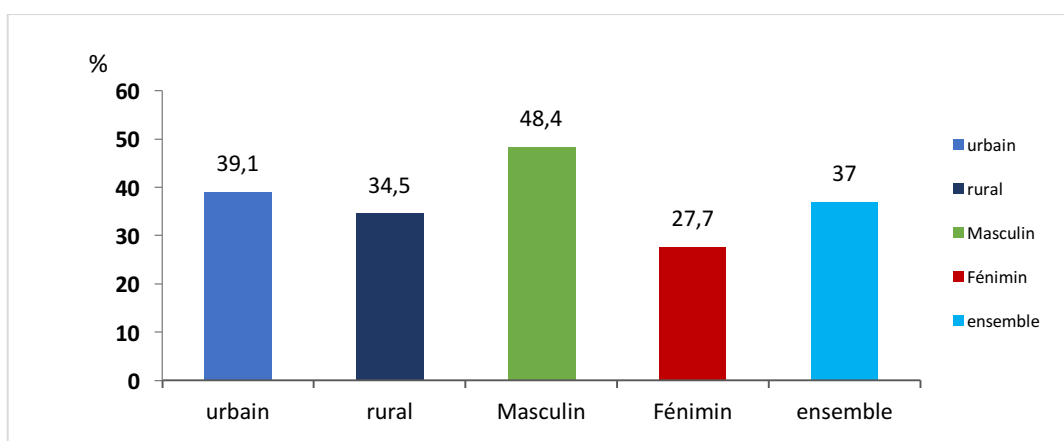
Le respect du salaire minimum est réglé par un organisme spécial : le Conseil consultatif national du travail. Sont punis d'une amende de 5000 à 18 000 FCFA, les auteurs des infractions aux dispositions : (1) des décrets prévus par les articles 107 et 109 (2) des arrêtés ministériels prévus par les articles 89- 109-134, code du travail. (Article 7 du décret n° 62-017 du 10 février 1962). Source : Articles 80-86 & 109 du Code du Travail ; Décret No. 96-154 de 1996.

La population en âge de travailler est celle composée d'individus ayant atteint un âge légal pour exercer une activité économique quelconque ou pour s'engager dans la recherche active d'un emploi. Parmi les personnes en âge de travailler, on distinguera les personnes habituellement actives de celles en situation d'inactivité. L'âge minimum légal (Article L. 145 du Code du travail du Sénégal (loi n°97-17 du 1er décembre 1997) pour occuper un emploi salarié ou pour être en apprentissage est fixé au Sénégal à 15 ans. Ainsi, tout individu âgé de 6 à 14 ans est considéré comme enfant et son occupation, jugée illégale, est qualifiée de « travail des enfants » (Source : Situation Economique et Sociale du Sénégal Ed. 2013).

⁹Le *taux d'emploi* est la proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler (15 à 64 ans).

¹⁰ ANSD. Enquête nationale sur l'Emploi au Sénégal. Troisième trimestre 2017. Note d'informations, décembre 2017.

Figure 1 : Taux d'emploi selon le milieu de résidence et le sexe



Source : ENES. 3^e trimestre, ANSD, Décembre 2017

Le document sur le diagnostic de la situation de l'emploi des jeunes publié par la République du Sénégal en mars 2014 a fait un profilage du marché de l'emploi des jeunes selon le taux d'emploi global (37%). Il a mis en exergue des disparités selon le taux d'emploi si l'on considère la variable genre avec un taux d'emploi plus élevé chez les hommes que chez les femmes (48,4% contre 27,7%). Selon la tranche d'âge, le milieu (urbain et rural) et la région, les disparités restent visibles. Ainsi, Dakar, Saint-Louis, Ziguinchor, Tambacounda et Matam ont des taux d'emploi des jeunes relativement faibles variant entre 25 et 35% au moment où Diourbel, Thiès, Louga, Fatick et Sédhiou se retrouvent avec des taux de l'ordre de 40 %, ce qui explique une forte participation des jeunes aux activités économiques. Et enfin, Kolda, Kaffrine et Kédougou enregistrent les plus grands taux de participation des jeunes aux activités économiques avec 55 à 60% selon l'« Etude diagnostique sur l'emploi des jeunes au Sénégal » une initiative conjointe, du Bureau international du Travail, de la Banque africaine de Développement, de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

Tableau 4 : Taux d'emploi des jeunes selon le sexe, le milieu de résidence et la région

	15 à 19	20 à 24	25 à 29	30 à 34	15 à 34	35 à 64	Sénégal
Sexe							
Masculin	35,6	48,1	57,2	67,8	48,8	66,0	55,2
Féminin	20,3	24,8	33,7	38,8	28,2	44,9	34,6
Résidence							
Dakar urbain	15,2	28,5	37,3	48,0	31,0	51,0	38,5
Autres centres urbains	14,7	25,6	36,1	46,5	27,8	49,1	35,3
Rural	38,2	44,0	50,9	54,7	45,2	57,8	50,2
Régions							
Dakar	15,3	28,6	37,5	48,2	31,0	51,2	38,7
Ziguinchor	12,6	20,5	33,9	46,4	24,5	52,9	34,9
Diourbel	33,8	39,7	47,0	49,3	40,9	58,7	47,6
Saint-Louis	17,3	29,5	41,9	46,1	30,3	52,6	38,5
Tambacounda	22,0	33,4	38,5	43,6	32,2	46,2	37,4
Kaolack	37,1	45,3	49,4	54,8	44,2	53,0	47,6
Thiès	29,5	36,5	44,9	53,7	39,2	56,8	46,1

	15 à 19	20 à 24	25 à 29	30 à 34	15 à 34	35 à 64	Sénégal
Louga	31,5	37,0	44,4	48,2	38,8	51,8	43,5
Fatick	27,8	41,5	51,1	55,0	40,5	54,5	45,5
Kolda	57,7	58,0	62,0	67,3	60,2	67,1	62,9
Matam	26,3	27,3	33,6	38,3	29,9	37,9	32,7
Kaffrine	54,0	56,7	63,1	67,6	58,6	63,1	60,3
Kédougou	44,2	53,1	66,8	69,0	56,4	66,0	60,3
Sédhiou	30,2	42,4	49,7	54,5	41,5	57,6	47,6

Source des données : ANSD, RGPHAE, 2014.

Pour la région de Tambacounda, le taux de chômage est évalué à 36,5% soit 27% chez les hommes contre 56% chez les femmes. De même pour la région de Kolda, ce taux reste encore élevé. En effet, on note un taux global de 38,8% soit 30,6% chez les hommes contre 53,7% chez les femmes. Dans la région de Kédougou aussi, ce sont les mêmes disparités qui sont notées. En effet, cette région enregistre un taux de chômage global de 26,3%. Il est estimé chez les hommes à 28,8% contre 39% chez les femmes.

Tableau 5 : Taux de chômage par région et par sexe au Sénégal en 2013

Régions	Masculin	Féminin	Ensemble
Dakar	9,7	24,1	14,9
Ziguinchor	18,4	42,1	26,5
Diourbel	19,1	43,6	27,2
Saint-Louis	17,4	43,3	24,9
Tambacounda	27,0	56,0	36,5
Kaolack	18,1	49,2	28,9
Thiès	18,0	39,3	24,6
Louga	21,3	50,2	30,8
Fatick	18,8	46,4	28,4
Kolda	30,6	53,7	38,8
Matam	38,9	78,1	54,2
Kaffrine	17,1	32,7	22,0
Kédougou	20,8	39,0	26,3
Sédhiou	26,6	53,9	38,5
Ensemble	18,0	40,4	25,7

Source : ANSD, RGPHAE, 2014.

Au Sénégal, excepté Dakar, le constat est que les flux migratoires affectent les régions connaissant un taux de chômage important. Une telle situation ne date pas d'aujourd'hui car les régions de Louga, Matam ou Diourbel ont longtemps été de véritables bassins migratoires.

III. CAUSES SOUS-JACENTES DES PHENOMENES MIGRATOIRES

Selon plusieurs études (Tall S.M., 2008 ; Tandian A., 2003), le Sénégalais est présenté comme « un grand voyageur ». Il part toujours à la conquête de nouveaux horizons, de nouveaux territoires et de nouveaux sites d'implantation. Ainsi, le rapport du recensement national de 2013 montre qu'au cours de ces 5 dernières années, environ 164 901 Sénégalais ont émigré, soit 1,2% de la population résidente.

L'Europe est vue comme un eldorado pour de nombreux jeunes sénégalais, un lieu de réalisation de rêves et d'optimisation des opportunités de réussite. En ce sens, malgré des conditions de voyage, par voie irrégulière, de plus en plus difficiles, de nombreux jeunes restent toujours prêts à prendre des risques pour rejoindre l'Europe comme l'attestent des recherches précédentes (Tandian A. et Tall S.M., 2010 ; Tandian A., 2007).

La recherche d'une situation économique plus favorable et de sources de revenus constitue l'une des premières variables influençant les décisions de mobilités et de migration, qu'elles soient prises par un individu ou par une communauté.¹¹ Par conséquent, on peut considérer la quête de la hausse du revenu comme une des causes fondamentales des migrations (Seydi Ababacar Dieng, 2008).

La recherche d'opportunités nouvelles, d'ascension sociale et de promotion individuelle sont à la base des départs des populations vers certaines villes comme Dakar, Saint-Louis, Thiès, etc. Nos recherches précédentes nous confirment que les populations en déplacement « cherchent dans leurs villes de destination à gagner de l'argent », ce qui leur confère le statut de quelqu'un qui a « réussi » aux yeux des proches et de la société de façon générale. La motivation première est donc la recherche de ressources financières. De manière claire, avec ces formes de migrations, les échanges interrégionaux se sont intensifiés et un dynamisme s'est enregistré dans certaines régions qui enregistrent un solde migratoire positif (Tandian A., 2013). A titre d'exemples, des populations ont quitté les régions de Thiès ou de Kaolack pour s'installer dans la région de Diourbel ; d'autres de la Vallée du fleuve Sénégal (Podor et Matam) pour la région de Thiès ; etc.

Les résultats des enquêtes réalisées par l'ANSD (RGPHAE, 2014) classifient respectivement les principaux motifs de la migration régulière comme irrégulière : travail, étude/apprentissage, raisons familiales, mariage, raisons de santé, etc. Du point de vue de l'analyse microsociologique, une telle démarche présente bien des limites car elle ne prête pas attention aux nuances pouvant exister à certains niveaux.

Tableau 6 : Répartition des émigrants par principal motif de la migration

Principal motif	Effectifs	Pourcentage
Travail	121 089	73,3
Etude/apprentissage	20 056	12,2
Mariage	5 490	3,3
Raisons de santé	976	0,6
Raisons familiales	11 326	6,9
Ne sait pas	2 816	1,7
Non déterminé	3 149	1,9
Total	164 901	100

Source : ANSD. RGPHAE, 2014

Ces résultats sont à relativiser car des recherches laissent penser que le mythe de la migration internationale est aussi à considérer parmi les raisons des mouvements migratoires au Sénégal.

¹¹ IPAR, Emploi des jeunes et migration en Afrique de l'Ouest, 2015.

Selon le rapport de la *Cartographie des zones à risque ou de départ de la migration irrégulière au Sénégal*, ce mythe est alimenté par trois facteurs : les réalisations de la diaspora sénégalaise ; les privilèges accordés aux sénégalais de l'extérieur par le Gouvernement et l'estime dont jouissent les Sénégalais de l'extérieur dans certaines régions (David Lelu & Mamadou Dieng, 2017).

Ces propos confirmés par les données collectées dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou sous-tendent que la migration n'est pas seulement un moyen d'accéder à des ressources matérielles (argent et biens) car elle permet à de nombreuses populations d'obtenir un capital immatériel leur permettant de gagner l'estime des autres.

En effet, dans la région de Tambacounda, des personnes interrogées soutiennent que « *la migration peut aussi être prise comme un phénomène donnant à la fois un capital économique et un immense prestige social. Les migrants y sont considérés comme des acteurs économiques et ils ont dépassé les fonctionnaires de l'État sur ce plan. Cette importance tant sur le plan économique que social a beaucoup aiguisé le désir de partir de nombreux jeunes* ».

Cette situation n'est pas très différente de celle de Kolda où le slogan pour de nombreux jeunes est qu'« *il faut migrer pour être riche* ».

Pour toutes ces raisons, la migration rythme le quotidien de nombreuses populations qui lui donnent toute son importance du fait des changements qu'elle entraîne chez le migrant et dans son environnement. Avec la migration, le migrant gagne l'estime, la considération et le respect de ses pairs comme nous le confirme une des personnes interrogées :

« La société sénégalaise accorde le plus souvent un certain statut de prestige au migrant. Ce qui fait que toutes les portes lui seront ouvertes. La migration est source d'estime et de respect. Elle donne une valeur sociale à la personne (...) L'argent et les richesses que l'on acquiert avec la migration donnent un certain statut social (...) Cela va des relations sociales aux regards des autres. (...) Le migrant gagne des privilèges. Il est écouté quand il parle et le plus souvent, sa voix compte au moment de la prise de décision » (Dabo. 42 ans. Tambacounda).

En quelque sorte grâce à la migration, la personne arrive à acquérir un prestige social qui a une valeur centrale et qui peut être défini comme le caractère de ce qui suscite de l'attrait, qui est admirable ou impose le respect. D'une manière générale, il s'entend comme une qualité que l'on attribue à quelqu'un ou quelque chose et qui le distingue. Il est à ce titre une forme sociale impliquant à la fois relation et différenciation : il faut qu'il soit reconnu pour exister et quand il est reconnu, il opère une distinction orientée.

Une telle situation permet également de considérer la pression familiale dans l'étude de la migration d'autant plus que, faut-il le rappeler, au Sénégal, la migration peut être perçue comme un projet familial. La famille participe le plus souvent au financement du projet migratoire de leurs enfants. En effet, dans les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda, l'émigré est un modèle de réussite, une référence dans la localité. Ce qui fait que la famille s'honore toujours d'un de ses fils qui a migré. Cela installe alors une vraie compétition entre les familles. Alors, par mimétisme, la famille ne cesse de mettre la pression sur ses progénitures pour tenter l'aventure (Dieng S. A., 2008 ; Tall S. M. et Tandian A., 2010a).

Par ailleurs, à partir des années 1980, les formes et les figures migratoires ont changé. En effet, selon Tandian A. et al. (2017), au lendemain de nouvelles politiques de sécurisation des frontières en Afrique, les migrants sénégalais changent de destination de migration. Il s'agit de plus en plus de pays n'ayant pas forcément un lien historique ou géographique avec le Sénégal. Ce sont donc de nouvelles destinations vers l'Amérique du Nord, l'Asie et le continent africain.

En outre, des pays comme l'Argentine et le Brésil, ayant retrouvé une situation économique plus confortable, et des pays africains comme la Guinée Équatoriale et l'Angola¹² avec leur manne pétrolière semblent être de nouvelles destinations rêvées par les Sénégalais d'aujourd'hui. Ces derniers reçoivent des ouvriers sénégalais qualifiés comme des maçons, des menuisiers, etc. (Régis Minvielle, 2015).

Mais, il est important de signaler que les principales destinations des Sénégalais, malgré la crise en Europe et les dures conditions d'accès, restent encore l'Italie, l'Espagne et la France même si des pays comme les USA, l'Argentine, le Brésil et le Canada sont notés parmi les pays préférés des Sénégalais.

Au Sénégal, il faut aussi noter à partir des années 1990, une féminisation des flux migratoires réguliers. L'entrée des femmes dans le mouvement migratoire a démarré par de courts séjours à l'étranger pour certaines femmes ou un désir de regroupement familial pour d'autres ou encore la poursuite des études universitaires. Dans ces différents cas, une fois arrivées en Europe, la plupart de ces femmes exercent dans des secteurs comme la restauration, la coiffure, le commerce, etc. Cependant, certaines femmes sénégalaises émigrantes en France étaient vues comme des prostituées. Ce qui dissimulait l'image des femmes travaillant dans des secteurs licites comme les affaires (Coulibaly-Tandian, 2008). Aussi au Sénégal, on note un nombre de femmes participant aux voyages irréguliers pour rejoindre l'Espagne. Ainsi, ce risque pris par les femmes pour voyager dans ces conditions confirme en quelque sorte le fort désir des femmes de se réaliser de manière autonome (Tall et Tandian, 2010).

L'Espagne et l'Italie étaient considérées comme les eldorados des femmes sénégalaises émigrantes. Mais cela ne doit pas occulter les nouvelles destinations comme les États-Unis où les femmes intègrent facilement les secteurs de la coiffure, de la restauration, etc. À côté de cette féminisation du phénomène de la migration, on peut noter l'âge précoce des candidats à la migration surtout dans les régions de Tambacounda, de Kolda et de Kédougou, le départ des personnes hautement qualifiées, la reconfiguration des réseaux migratoires, le transnationalisme politique et religieux.

Tableau 7 : Répartition des migrants internationaux par pays de destination principale

Zones et pays	Migrants	Part (%)
OCDE	69.503	66
Canada	1.980	0,01
France	29.000	3,90
Espagne	15.746	1,10
Italie	22.777	26,20

¹² Nous ne disposons pas de données précises sur la présence de migrants sénégalais en Angola et en Guinée Bissau. Un article publié par Seneweb.com | Le 22 décembre 2014 fait état de la présence de sénégalais en Angola sans donner des statistiques. S'agissant de la Guinée Équatoriale, Senxibar.com du vendredi 27 février 2015 parle de près de 3 000 sénégalais vivant à Malabo, la capitale économique de la Guinée Equatoriale.

Zones et pays	Migrants	Part (%)
AFRIQUE	62.640	33,3
Cameroun	1.596	4,40
Congo	6.467	0,00
Cote d'ivoire	7.890	0,10
Gabon	7.835	0,60
Gambie	9.105	1,50
Guinée Conakry	2.622	0,20
Mali	4.833	0,00
Maroc	5.928	3,50
Mauritanie	16.364	10,20
Autres	32.758	1,20
Total	164.901	100

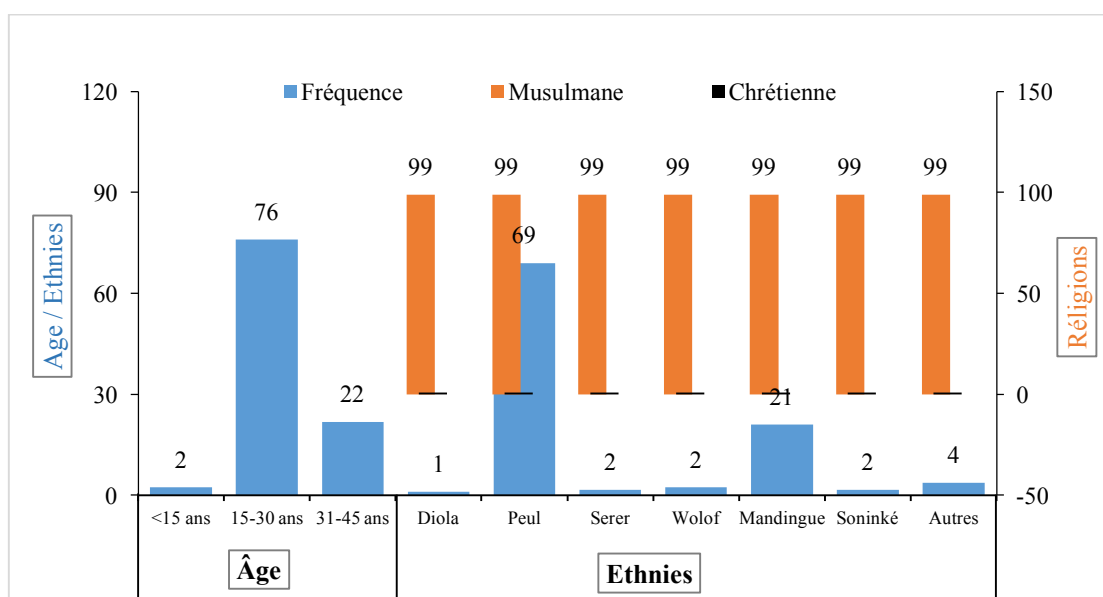
Source : ANSD, RGPHAE, 2014

IV. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES PERSONNES INTERROGÉES

Au total 882 personnes ont été interrogées dans les trois régions concernées dont 334 à Tambacounda (Tambacounda, Makacoulibantang, Sinthiou Malem), 313 à Kédougou (Kédougou, Saraya, Salémata) et 235 à Kolda (Kolda, Vélingara, Médina Gounass, Médina-Yoro Foulah). Trois intervalles d'âge ont été définis : [< 15 ans] ; [15- 30 ans] ; [31-45ans].

Respectivement 75% des personnes interrogées étaient âgées de 15-30 ans, 22% de 31-45 ans et 2% seulement avaient moins de 15 ans. Par ailleurs, l'échantillon indique que nous avons dans ces régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal une population à forte dominante peuls avec une présence importante de mandingues.

Figure 2 : Répartition des interviewés (es) selon l'âge, l'ethnie et la religion



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Au cours de nos enquêtes, nous nous sommes rendus compte qu'il existe des migrants très jeunes, ce qui laisse penser toute la difficulté pour définir l'âge perçu par les populations locales comme idéal pour migrer. À titre d'exemple, à Tambacounda, une personne interrogée, enseignant de fonction, nous signale avec désolation :

« À Tambacounda, il y a des enfants de 14, 13 et même 12 ans qui partent en migration. J'ai un ami, son fils a voyagé quand il faisait la classe de sixième. Il est parti en Espagne en 2006. Finalement, il a été récupéré par des garde-côtes espagnols qui l'ont mis dans un centre. Aujourd'hui, il est bien intégré en Espagne où il travaille. Il est parti quand il avait 12 ans. Avoir un garçon constitue une source d'espoir dans ce milieu parce que les gens se disent demain, l'enfant pourra voyager et être la source de revenus pour la famille. En quelque sorte avoir un garçon, c'est avoir une source de revenus même si les gens ne veulent pas l'avouer » (Enseignant. Tambacounda).

En plus de la précocité des candidats à la migration, nos enquêtes nous renseignent que tous les groupes ethniques sont concernés par les flux migratoires au niveau des régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou même si certains d'entre eux sont plus représentés que d'autres. Cela se justifie sans doute par la composition sociale des populations de ces régions.

Tableau 8 : Répartition des personnes interrogées selon les ethnies et régions

Région Ethnies	Tambacounda	Kédougou	Kolda
Diola	1	0	3
Peul	50	79	82
Serer	1	0	5
Wolof	2	2	4
Mandingue	39	16	3
Soninké	3	1	0
Autres	5	3	3

Source : Enquêtes de terrain, 2017.

Deux ethnies représentent à elles seules 90% de la population totale avec 69% de peuls et 21% de mandingues. Les Diolas, Sérères, Wolofs, Soninkés, etc. composent le reste (10%). L'analyse suivant les régions confirme ces statistiques même si le pourcentage demeure variable. Ainsi, parmi les personnes interrogées à Tambacounda, à Kédougou et à Kolda, les peuls représentent respectivement 50%, 79% et 82%, et les mandingues 39%, 16% et 3%.

Il s'agit ici d'une population essentiellement musulmane (99%) avec seulement 1% de chrétiens.

Tableau 9 : Répartition des personnes interrogées selon la religion

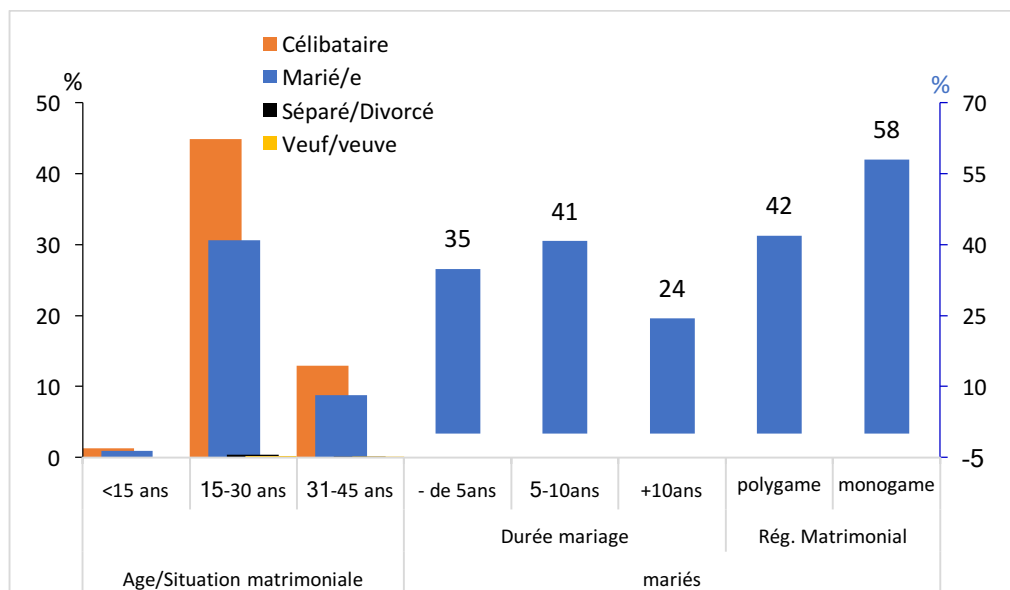
	Confréries	Pourcentage (%)
Musulmans	Mouride	6
	Tidiane	82
	Khadre	9
	Autres	3
Chrétiens	Catholique	100

Source : Enquêtes de terrain, 2017

Sur le plan confrérique, l'écrasante majorité des personnes interrogées est constituée de Tidianes avec globalement plus de 8 personnes sur 10 (72% à Tambacounda, 88% à Kédougou et 86% à Kolda). Les Khadres représentent 9% de la population totale, alors que les Mourides constituent 6% des interrogés. Si les musulmans sont de confréries différentes, la totalité des chrétiens eux restent catholiques.

Du point de vue de la situation matrimoniale, plus de 99% des interrogés sont soit célibataires (59,1%) soit mariés (40, 2%). Le croisement âge/situation matrimoniale atteste clairement ces statistiques.

Figure 3 : Situation matrimoniale, durée du mariage et régime matrimonial



Source : Enquêtes de terrain, 2017.

De même, parmi les 22% âgés de 31 à 45 ans, 12,9% et 8,8% sont respectivement célibataires et mariés. Alors qu'un peu plus d'un tiers des mariés ne le sont que récemment (moins de 5 ans), plus de 40% des mariés le sont depuis 5-10 ans et environ un marié sur quatre (24%) a connu plus d'une décennie de vie conjugale. La majorité des mariés dans les régions Sud et du Sud-Est du Sénégal est monogame avec près de 60% contre environ 40% de polygames.

Tableau 10 : Âge, situation matrimoniale et possession d'enfants

		Célibataire	Marié	Séparé/ Divorcé	Veuf/ veuve	Oui (%)	Non (%)
Âge	<15 ans	1,3	0,9	0	0		
	15-30 ans	44,9	30,6	0,4	0,2		
	31-45 ans	12,9	8,8	0,1	0,1		
Avez-vous des enfants ?	Célibataire					12	47
	Marié/e					32	8,2
	Séparé/ Divorcé					0,4	0,1
	Veuf/veuve					0,2	0

Source : Enquêtes de terrain, 2017

De façon globale, 45% des personnes interrogées affirment avoir au moins un enfant. Cependant si nous retirons les célibataires et considérons uniquement celles qui sont mariées et celles ayant été mariées (séparées et veuves), les résultats montrent que 80% sont des parents.

En effet, 71% de ces populations du Sud et du Sud-Est du Sénégal sont nées en zone rurale, contre seulement 29% en zone urbaine. Le croisement âge/zone de naissance permet de confirmer ce constat.

Tableau 11 : Zone de naissance selon l'âge des personnes interrogées

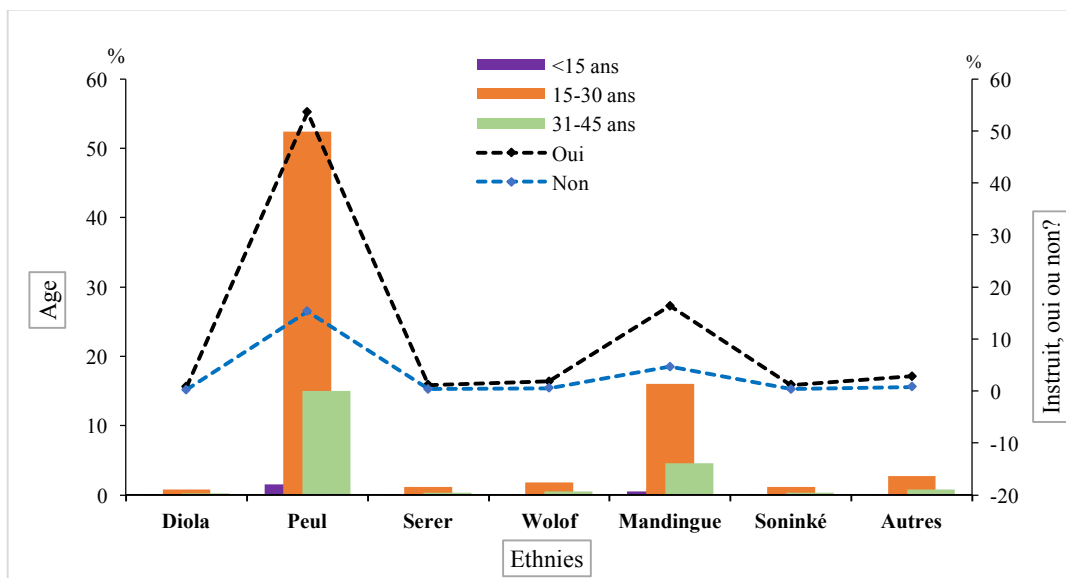
Âge	Zone de naissance	
	Zone Rurale	Zone Urbaine
<15 ans	1,6%	0,7%
15-30 ans	53,9%	22,1%
31-45 ans	15,4%	6,3%

Source : Enquêtes de terrain, 2017

En guise d'exemple, sur les 76% âgés de 15 à 30 ans, 53,9% sont nés en zone rurale contre 22,1% en zone urbaine ; il en est de même pour les autres tranches d'âges. N'est-il pas important de signaler que de façon spécifique, à Kédougou, plus de 85% seraient nés en zone rurale contre moins de 15% seulement en zone urbaine.

Du point de vue du niveau de scolarisation, il s'agit d'une population assez instruite. De façon globale, à la question « Êtes-vous instruit ? », 78% des interrogés ont répondu par l'affirmative contre 22%. À Tambacounda, ils sont 80% à être instruits, 65% à Kédougou et plus de 90% à Kolda.

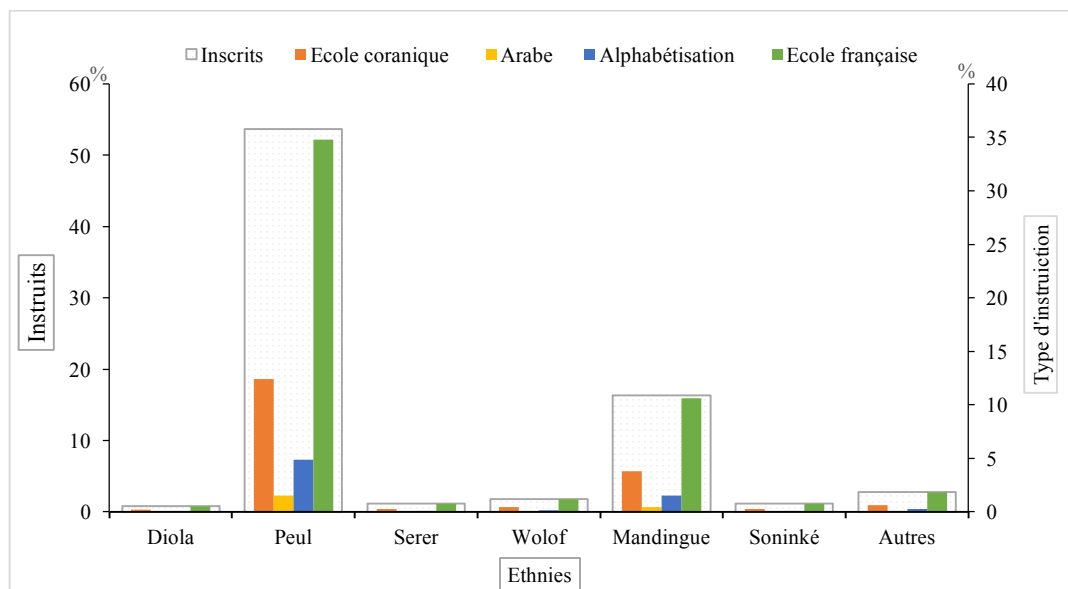
Figure 4 : Âge / Ethnie / instruction



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Il apparaît que quels que soit leur âge et leur ethnie, la majorité des personnes interviewées sont instruites et le type d'instruction varie fortement entre école coranique, arabe, alphabétisation et école française.

Figure 5 : Type d'instruction des personnes interrogées selon leur ethnie



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Cette figure montre que quelle que soit l'appartenance ethnique, la majeure partie des personnes interrogées a fréquenté l'école laïque de langue française (65%) contre 23% pour l'école confessionnelle de type coranique. En outre, 3% des personnes interrogées ont fréquenté des écoles d'arabe et 9% ont suivi des cours d'alphabétisation.

De manière détaillée, nous avons :

- Tambacounda : instruits à l'école laïque de langue française (66%), école coranique (12%), en alphabétisation (17%) et en arabe (4%) ;
- Kédougou : instruits à l'école laïque de langue française représentent (60%), école coranique (35%), alphabétisation (5%) et en arabe (1%) ;
- Kolda : instruits à l'école laïque de langue française (69%), école coranique (23%), alphabétisation (4%) et en arabe (4%).

Ces informations nous montrent que les personnes interrogées ont sensiblement le même rapport avec les structures d'apprentissage qu'elles soient celles de l'école laïque de langue française, de l'école coranique, de l'alphabétisation ou de l'arabe. Le gap d'une structure à une autre et d'une région à une autre est très faible, sauf à trois niveaux : l'alphabétisation est plus importante à Tambacounda ; c'est le cas de l'apprentissage du Coran à Kédougou et de l'école laïque de langue française à Kolda.

S'agissant du dernier diplôme obtenu par les personnes interrogées, nos enquêtes nous apprennent que c'est au niveau de la région de Kédougou que nous avons interrogé le plus grand nombre de personnes disposant d'une Maîtrise, d'un Master ou d'un DEA (5%) ou d'une licence (11%) même si c'est à Tambacounda que l'on retrouve le plus de personnes interrogées et ayant le baccalauréat.

De manière générale, les informations sur le niveau d'instruction et le dernier diplôme obtenu par les personnes interrogées sont très mitigées car chacune des trois régions dispose de points forts et des faiblesses, même si la région de Kolda semble être la plus constante à tous les niveaux.

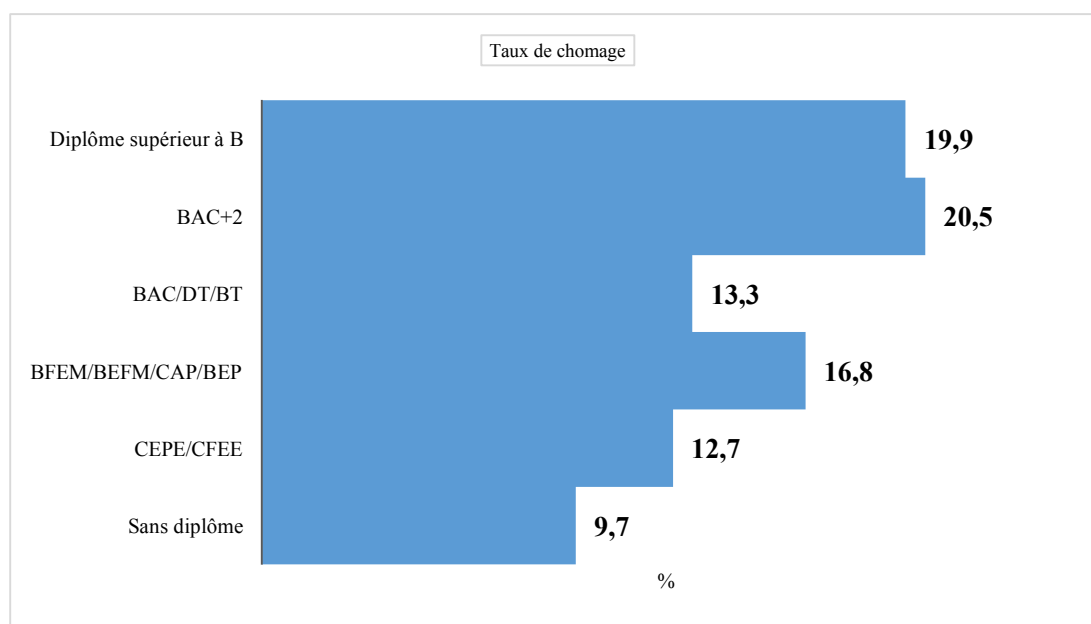
Tableau 12 : Niveau d’instruction et dernier diplôme obtenu suivant les régions

Diplômes	Tambacounda (%)	Kédougou (%)	Kolda (%)
BFEM	16	30	29
Baccalauréat	44	21	31
Licence	7	11	4
Maîtrise - Master - DEA	4	5	5
Autres	1	3	3

Source : Enquêtes de terrain, 2017

Le taux de chômage des personnes âgées de 15 ans et plus est évalué à 10,8% selon les résultats de l’Enquête nationale sur l’Emploi au Sénégal (ENES) au troisième trimestre 2017. Selon le sexe, le chômage affecte davantage les femmes (16,5%) que les hommes (5,9%). Une telle situation s’explique par le fait que dans la société sénégalaise de manière générale, et en se référant à la construction sociale du genre, il revient à la femme d’occuper la sphère privée (le foyer) alors que l’homme est appelé à investir l’espace public pour y trouver les ressources nécessaires pour la famille.

Figure 6 : Taux de chômage au Sénégal suivant le diplôme obtenu



Source : Enquêtes de terrain, 2017

L’analyse selon le milieu de résidence révèle que le sous-emploi est plus important en milieu rural (30,2%) comparativement aux autres centres urbains (25,6%) et au milieu urbain de Dakar (23,9%). Il faut aussi analyser les difficultés liées à l’emploi des jeunes au Sénégal qui tournent autour de l’informalité du marché, l’inadéquation de la formation, le manque d’expérience professionnelle. La plupart des structures œuvrant dans ce domaine ne travaillent pas en synergie. Ce qui ne permet pas de faire une différence fondamentale entre le problème du chômage et celui du sous-emploi des jeunes qui devient de plus en plus problématique au Sénégal.

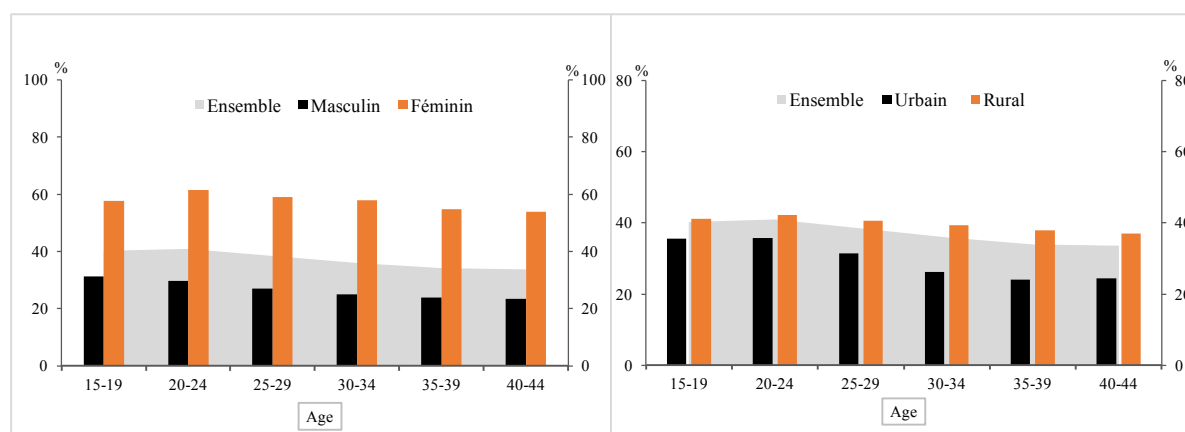
Par ailleurs, concernant les diplômés, la situation demeure aussi alarmante. En effet, selon le Programme Conjoint du Gouvernement du Sénégal et du Système des Nations Unies (2012-2016) intitulé *Promotion de l'emploi des jeunes intégrant la variable migratoire*, « chaque année, près de 100.000 nouveaux diplômés sénégalais intègrent le marché du travail tandis que les unités de statistiques enregistrent moins de 30.000 nouveaux contrats d'emploi directs dans le secteur privé, dont 20.000 dans la région de Dakar seulement ».

En ce qui concerne la nature de l'emploi selon le milieu de résidence, ledit document montre que les jeunes du milieu rural se sont concentrés, en majorité, dans le secteur primaire (95%). En milieu urbain, les jeunes travaillent dans le sous-secteur des services avec 63% des emplois.

- **Région de Tambacounda**

Dans l'ensemble, 36,5% des enquêtés ont déclaré être au chômage au moment du Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE)¹³, contre 25,7% au niveau national. Mais, si nous considérons uniquement l'échelle d'âge définie dans le cadre de cette étude (15-45 ans), le taux de chômage serait de 37,2% tous départements considérés.

Figure 7 : Taux de chômage dans la région de Tambacounda selon l'âge, le sexe et le milieu



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Cette proportion est plus élevée en milieu rural avec 38,8% (39,7% si nous considérons uniquement la tranche d'âge définie dans cette étude, 15-45 ans) qu'en milieu urbain avec 28,9% (29,6% si nous considérons la même tranche d'âge). Le taux de chômage est plus élevé dans le département de Goudiry - situé entre Tambacounda et Kidira - où près d'une personne sur deux serait à la recherche d'un emploi (47,1%).

Le taux de chômage varie considérablement selon le sexe. En effet, le taux de chômage des femmes 56% (57,5% si nous considérons uniquement l'échelle d'âge définie dans cette étude (15-45 ans) est deux fois plus élevé que celui des hommes 27% (26,7% si nous considérons uniquement l'échelle d'âge définie dans cette étude (15-45 ans) dans la région de Tambacounda.

Quel que soit le département de résidence, le taux de chômage des femmes reste supérieur à celui des hommes. On peut également noter que le taux de chômage en zones urbaines est inférieur à celui des zones rurales.

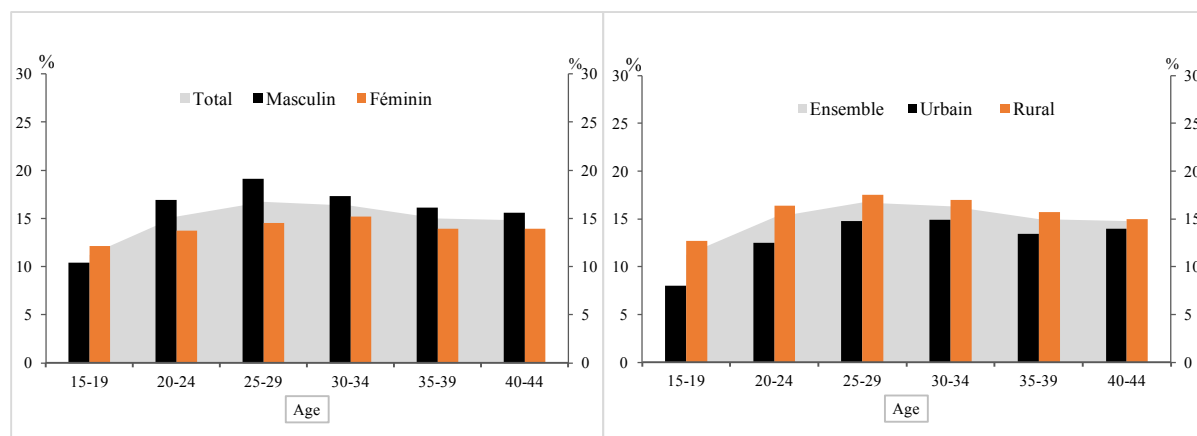
¹³Rapport régional définitif, avril 2017.

Une telle situation montre que dans la région de Tambacounda, les zones urbaines offrent plus d'opportunités d'emploi qu'en zones rurales. Comme nous allons le mentionner plus loin, dans la capitale régionale, Tambacounda et au niveau des capitales départementales, Bakel, Goudiry et Koumpentoum – les populations locales bénéficient plus que les zones rurales d'offres d'emplois.

- **Région de Kédougou**

Le taux de chômage est de 26,3% selon le RGPHAE (RGPHAE, 2014). Mais, dans le cadre de nos enquêtes, si nous considérons uniquement la tranche d'âge définie dans cette étude (15-45 ans), le taux de chômage serait de 15% tous départements considérés. Il apparaît dans les résultats que le taux de chômage le plus élevé est localisé dans le département de Salémata avec 22,3%. Le département de Saraya présente un taux de chômage de 17,5% tandis que le département de Kédougou affiche un taux de chômage de 9,8%.¹⁴

Figure 8 : Taux de chômage dans la région de Kédougou selon l'âge, le sexe et le milieu



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Par ailleurs, au niveau régional, le taux de chômage est plus important en milieu rural avec 14,4% (15,7% si nous considérons uniquement l'échelle d'âge définie dans cette étude (15-45 ans) qu'en milieu urbain avec 12,6% (12,9% si nous considérons uniquement l'échelle d'âge définie dans cette étude (15-45 ans). Cependant il y a déséquilibre entre les départements et selon le milieu. Ainsi, le département de Saraya a un taux de chômage urbain de 33,4% là où il n'est que de 16,4% à Salémata et 10,5% à Kédougou. Quant au taux de chômage pour le milieu rural, on constate qu'à Salémata il est de 24%, à Saraya 16,4% et à Kédougou 9,4%.

La situation du chômage par sexe au niveau régional montre que le taux est à 15,3% (16% si nous considérons uniquement l'échelle d'âge définie dans cette étude (15-45 ans) pour le masculin et 12,5% (14% si nous considérons uniquement l'échelle d'âge définie dans cette étude (15-45 ans) pour le féminin. Cependant il existe une forte disparité entre les départements. Ainsi, le département de Salémata a un taux de chômage masculin de 26,8% là où il n'est que de 22,8% à Saraya et 8,7% à Kédougou. Quant au taux de chômage pour le sexe féminin, on constate qu'à Salémata il est de 18,2%, à Saraya 12,2% et à Kédougou 11,1%.

¹⁴ Il faut signaler qu'il peut bien exister un *décalage* entre les données fournies par le RGPHAE et celles de nos enquêtes et cela s'explique surtout par la taille des populations interrogées et des lieux où les enquêtes se sont réalisées. Par exemple, dans le cadre de cette étude nous avons effectué nos enquêtes au niveau de certaines communes uniquement : Tambacounda, MakacouliBantang, Sinthiou Malem (région de Tambacounda), Kédougou, Saraya, Salémata (région de Kédougou), Kolda, Vélingara, Médina Gounass et Médina-Yoro Foulah (région de Kolda).

Contrairement à la région de Tambacounda où le taux de chômage est de 36,5%, la région de Kédougou connaît certes un taux de chômage non négligeable mais certaines de ses populations locales sont moins exposées au chômage grâce aux ressources extractives.

La forte présence de main-d'œuvre masculine dans les zones d'orpillage peut être l'un des facteurs explicatifs de ce déséquilibre. La répartition de la population active selon le département montre que 53,5% des effectifs sont localisés dans Kédougou, 30,1% à Saraya et 16,4% à Salémata. La répartition de cette population active par sexe et par département révèle aussi que les hommes sont plus nombreux que les femmes. Ainsi, on note qu'à Saraya 74% des actifs sont de sexe masculin, 70% à Kédougou et 61% à Salémata.¹⁵

Les ressources extractives permettent à de nombreuses populations de s'activer et d'être moins intéressées aux migrations. Cette situation fait de la région de Kédougou un carrefour économique. En plus de ces ressources minières, la situation agricole est plus favorable qu'ailleurs même si l'hivernage de 2014 est caractérisé par l'irrégularité des pluies dans le temps et dans l'espace. Cela a entraîné une situation de déficit de production agricole dans plusieurs localités, notamment dans le département de Salémata, l'arrondissement de Fongolimbi et la Commune de Médina Baffé. Le déficit de production causé par l'irrégularité des pluies est considérable, atteignant même -50% dans certaines localités. Une attention particulière doit être portée sur la situation de déficit de production engendré par l'irrégularité des pluies. En effet, cela a affecté une bonne part des cultures qui n'ont pas atteint la maturité physiologique causant ainsi des déficits de production accentués au niveau de certaines localités.

Il s'y ajoute que les problèmes de sous-équipement agricole et de divagation du bétail plombent encore le développement de l'agriculture dans la région Kédougou. En effet, les superficies moyennes emblavées par ménage agricole sont très faibles à cause du manque de matériel agricole et de l'insécurité liée au bétail divagant qui broute les champs pendant la nuit ou en cas d'absence de surveillance.¹⁶

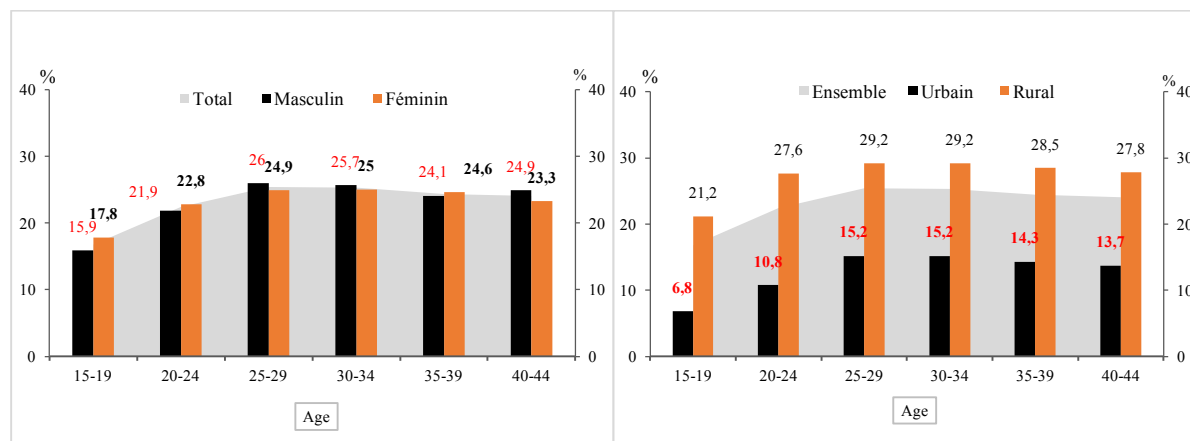
- **Région de Kolda**

Suivant les données collectées par l'ANSD, Kolda présente le deuxième taux de chômage déclaré le plus élevé du Sénégal (38,8%) après celui de Matam qui est de 54,2%, loin du taux national qui est de 25,7%. Selon le sexe, il concerne 30,6% des hommes et 38,8% des femmes (RGPHAE, 2014).

¹⁵ ANSD. Situation Economique et Sociale de la Région de Kédougou, édition 2014.

¹⁶ Idem.

Figure 9 : Taux de chômage dans la région de Kolda selon l'âge, le sexe et le milieu



Source des données : Enquêtes de terrain, 2017

Selon les données de nos enquêtes, le taux de chômage dans le département de Kolda se situe à 17,8% et il est plus élevé en milieu rural avec 15,4% contre 10,8 en milieu urbain. Dans le département de Vélingara, il se situe à 19,3%. Cette proportion est plus élevée en milieu rural avec 22,6% contre 10,1% en milieu urbain.

À l'image de ces deux départements, le taux de chômage à Médina-Yoro Foula se situe à 28,0% (avec 28,7% en milieu rural contre 13,7% en milieu urbain. Le taux est plus faible aux premières années de la vie active c'est-à-dire parmi les personnes âgées de 15 à 29 ans. Le taux de chômage régional est de 21,7%. Il est inégalement réparti entre les départements. Le taux le plus élevé est observé à Médina-Yoro Foula avec 21,7%, suivi de Kolda 21% et de Vélingara 19,3%. Dans le département de Médina-Yoro Foula, il se situe à 28% au moment du recensement. Cette proportion est plus élevée en milieu rural avec 28,7% contre 13,7% en milieu urbain. Ce taux est plus faible aux premières années de la vie active c'est-à-dire parmi les personnes âgées de 15 à 29 ans.

D'une manière générale, le chômage est une préoccupation fondamentale pour les populations des régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou. À cet effet, différents acteurs interrogés ont tenté de nous donner les causes et conséquences tout en évoquant la question de la migration.

« À Tambacounda le taux de chômage est très élevé. Ceci est lié au manque d'emploi et surtout de formation [...]. C'est le premier facteur qui bloque la jeunesse de cette région [...] pour cette raison, certains d'entre eux ne pensent qu'au voyage ». (Enseignant. Tambacounda).

« Ici à Kédougou nous avons un taux de chômage des jeunes assez élevé. C'est ce qui explique l'orientation de ceux-ci vers l'orpaillage ou la migration » (Chef d'antenne PADAER Kédougou).

« À Kolda, le taux de chômage des jeunes est vraiment élevé étant donné que nous n'avons pas beaucoup d'entreprises qui recrutent des jeunes. Également, il y a ce que l'on appelle le manque de qualification du côté de la jeunesse, un élément qui constitue d'ailleurs l'une des principales difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes pour trouver de l'emploi » (Chef d'antenne de l'ONG La Lumière de Kolda).

« Les jeunes chômeurs sont très nombreux dans cette région. Les principales activités des jeunes c'est le football, les « Jakarta »¹⁷ ou le thé. Tout cela est dû au manque d'emploi » (Potentiel candidat à la migration à Kolda).

Le manque d'infrastructures pour garantir des emplois suffisants est souvent évoqué par les populations des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda. De cette situation résulte une forte demande d'emplois qui contribue à son tour à rendre plus difficile le recrutement à chaque fois qu'une offre d'emploi se propose.

« Les difficultés rencontrées par les jeunes pour trouver du travail c'est qu'il y a une forte demande. Et il faut le dire, la demande est largement supérieure à l'offre d'emplois. Il n'y a pas beaucoup de pourvoyeurs d'emplois dans la région » (Directeur de l'ARD de Kolda).



Moto-taxis "Jakarta" à Tambacounda

En plus du manque d'infrastructures pour garantir des emplois, la faible qualification des jeunes est parfois reconnue comme étant une difficulté majeure à laquelle ces derniers restent confrontés. Seulement, le problème de qualification professionnelle ne saurait expliquer à elle seule la situation du chômage de nombreux jeunes et le grand intérêt que ceux-ci portent au voyage.

V. PRATIQUES ET FACTEURS SOCIOCULTURELS, ECONOMIQUES ET POLITIQUES CONTRIBUANT AUX PHENOMENES MIGRATOIRES

Dans le Sud et Sud-Est, le pourcentage des personnes ayant déjà migré et celles ayant le projet de migrer reste très important. En effet, sur les 882 personnes interrogées toutes régions confondues, 66 personnes soit 7% ont déjà migré. En outre, si 489 personnes interrogées, soit 55% du total toutes régions confondues ne pensent pas à la migration, 45% par contre, soit 393 des personnes interrogées en ont le projet.

Tableau 13 : Pourcentage des personnes ayant déjà migré ou ayant (ou pas) un projet migratoire

Régions	Tambacounda	Kédougou	Kolda	Total
Nombre de personnes interrogées	334	313	235	882
Ayant déjà migré (%)	12	4	6	7
Ayant le projet de migrer (%)	52	37	44	45
N'ayant pas le projet de migrer (%)	48	63	56	55

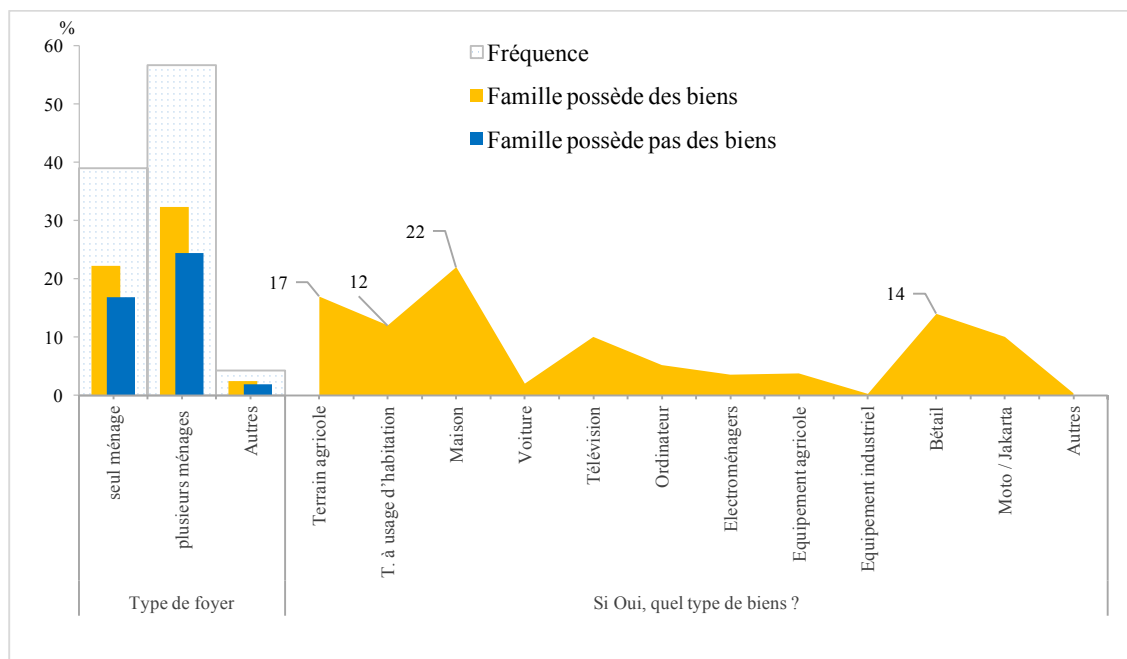
Source : Enquêtes de terrain, 2017

¹⁷ "Moto Jakarta" est un monocylindre pouvant atteindre une vitesse de 120km/h, du nom de la capitale indonésienne d'où provient la principale marque de moto distribuée au Sénégal.

Les populations du Sud et du Sud-Est du Sénégal, compte tenu de leur niveau de vie et de l'image donnée aux migrants ayant réussi accordent une importance capitale à la migration même si une bonne partie d'entre elles ne se trouvent pas dans une situation de dénuement aigu.

À Tambacounda, à Kédougou ou à Kolda, seuls 57% des personnes interrogées soutiennent que leurs familles possèdent des biens immobiliers, des biens de consommation (voiture, équipement agricole, etc.). Parallèlement, plus de 40% des personnes interrogées soit plus de 2 familles sur 5 soutiennent ne pas disposer de terrain agricole, de terrain à usage d'habitation, de voiture, de maison, d'équipements agricoles ni de bétail.

Figure 10 : Type de foyer et de biens possédés



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Plus précisément, 66% des personnes issues de familles possédant des biens affirment qu'elles ne disposent pas du tout de biens personnels.

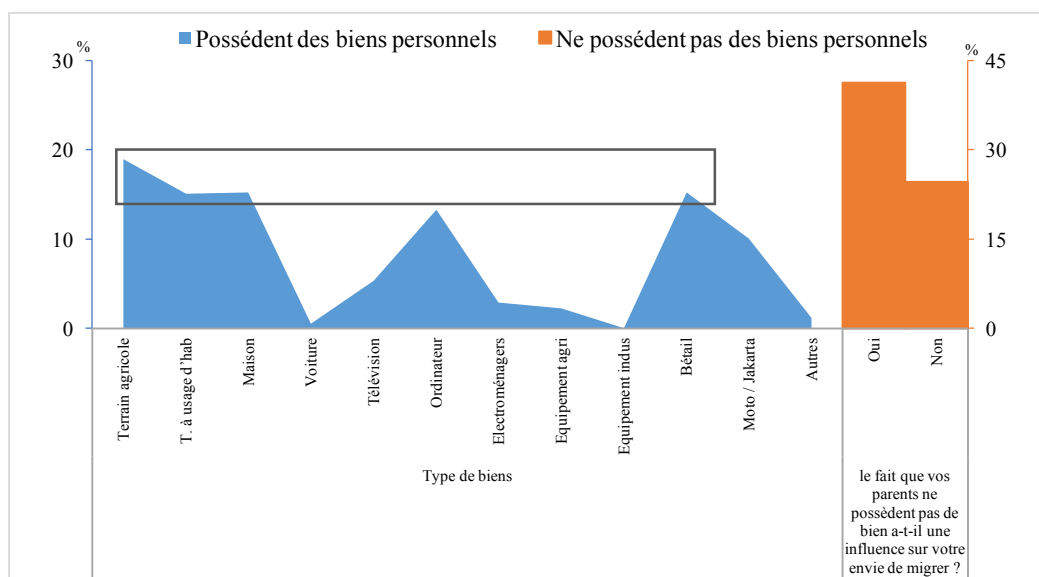
Le fait de ne pas avoir de biens personnels explique que la migration est perçue comme étant un moyen ou une voie à entreprendre pour en avoir. Une telle situation explique la forte envie de migrer pour certaines personnes. Pour confirmer cela 41% des 66% de personnes issues de familles possédant de biens et ayant affirmé qu'elles ne disposent pas du tout de biens personnels ont envie de migrer ; soit 233 sur 376 personnes.

Il faut préciser que ces informations nous renseignent sur la perception de la pauvreté. Certaines populations se déclarent être pauvres car ne disposant pas de biens personnels même si leurs familles possèdent des biens (terrains agricoles, terrains à usage habitation, voitures, maisons, équipements agricoles, équipements industriels, bétails, mototaxis (Jakarta), ordinateurs, etc.). D'autres populations ne s'estiment pas être pauvres parce que tout simplement leurs familles possèdent des biens.

Toutefois, il demeure qu'au Sénégal, de manière générale, les ménages non pauvres sont concentrés dans la zone urbaine de Dakar alors que les ménages moyennement riches résident le plus souvent aussi bien à Dakar que dans les autres zones urbaines.

A contrario, le milieu rural reste la zone de concentration de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. Ce qui confirme la ruralité du phénomène de la pauvreté.¹⁸

Figure 11 : Type de biens personnels possédés, influence de l'absence de possession de biens par les parents sur l'envie de migrer

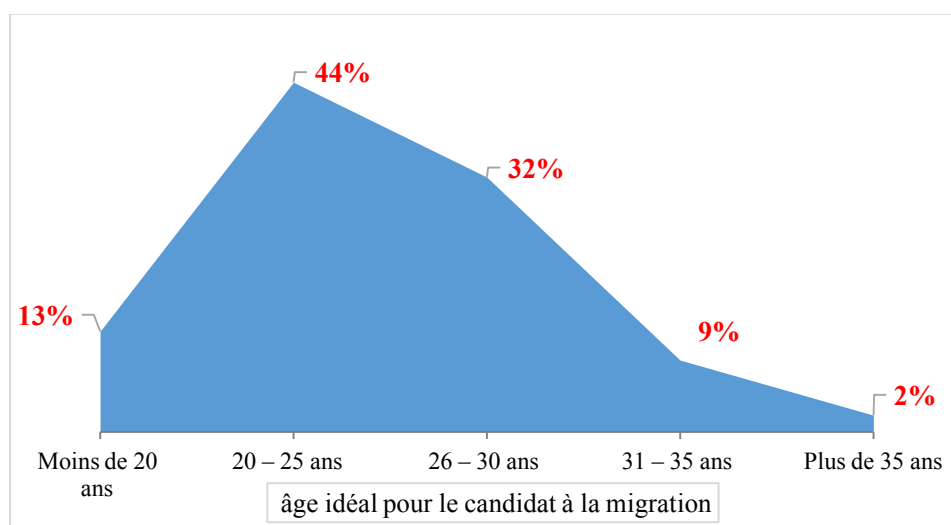


Source : Enquêtes de terrain, 2017

Pour toutes ces raisons, on comprend l'importance particulière accordée à la migration par les populations. Selon ces dernières, elle est la voie à suivre pour faire face aux contraintes socio-économiques et gagner l'estime de ses pairs à travers le prestige.

Seulement, les populations interrogées estiment que « *tout individu ne peut être un migrant* ». Celles-ci ont une idée sur l'âge idéal que devrait avoir un candidat à la migration. Nos enquêtes nous renseignent que 76% des personnes interrogées trouvent que cet âge devait être compris entre 20 et 30 ans ; 13% pensent qu'on peut migrer en étant âgé de moins de 20 ans et 9% trouvent que l'âge idéal pour migrer peut aller jusqu'ici 35 ans et seuls 2% estiment que l'on peut migrer au-delà de 35 ans.

Figure 12 : Âge idéal pour le candidat à la migration



Source : Enquêtes de terrain, 2017

¹⁸ ANSD. Pauvreté et condition de vie des ménages, 2015.

La France, l'Espagne et l'Italie constituent les principales destinations rêvées pour les candidats à la migration. Si nous considérons les candidats de la région de Tambacounda, ces trois pays constituent à eux seuls les destinations préférées d'environ 2 personnes sur 3 : soit 37% pour la France, 12% pour l'Italie et 14% pour l'Espagne.

La situation est quasi identique chez les jeunes candidats à la migration dans la région de Kédougou avec 72% de ces derniers qui ont porté leur choix soit sur la France avec 29%, soit sur l'Italie 24% ou sur l'Espagne 19%. Il en est de même à Kolda où 78% des jeunes candidats à la migration rêvent de rejoindre la France (22%), l'Italie (30%), ou l'Espagne (26%).

Tableau 14 : Destinations rêvées des candidats à la migration

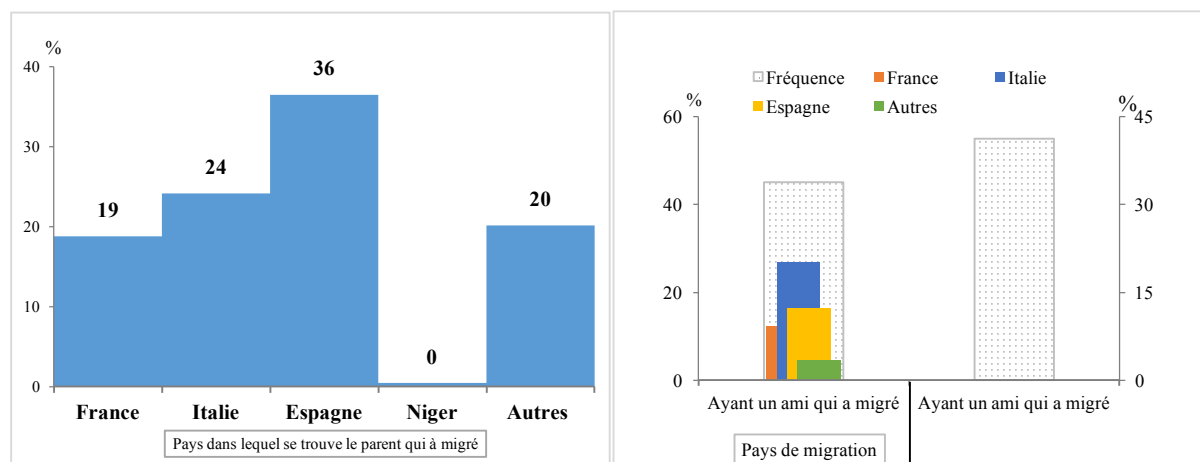
		Tambacounda	Kédougou	Kolda
Destinations rêvées des candidats à la migration	France	36%	29%	22%
	Italie	12%	24%	30%
	Espagne	14%	19%	26%
	Autres	38%	28%	22%

Source : Enquêtes de terrain, 2017

L'une des raisons principales du choix porté sur ces pays se justifie par le fait que la plupart des parents et/ou amis de ces candidats à la migration et qui ont migré se trouvent dans l'un de ces pays (79% des parents qui ont migré toutes régions confondues dont 19% en France, 24% en Italie et 36% en Espagne et 92% des amis qui ont migré toutes régions confondues dont 20% en France, 45% en Italie et 27% en Espagne).

Les jeunes échangent fréquemment avec leurs parents et/ou amis et l'une des thématiques majeures de leurs échanges porte sur les opportunités d'emploi dans les pays où ceux-ci se trouvent (Espagne, France, Italie, etc.). Ces échanges incitent certaines des personnes interrogées à rêver de se retrouver un jour dans l'un de ces pays.

Figure 13 : Destinations rêvées des candidats à la migration et pays de migration des amis



Source : Enquêtes de terrain, 2017

La facilité et les opportunités d'emploi sont donc des arguments qui galvanisent ces jeunes candidats à la migration pour échapper aux conditions de vie difficiles et au manque de travail. Il est alors mis en exergue l'urgence de migrer pour soutenir la famille.

Cette influence est d'autant plus manifeste qu'à la question « Pourquoi avez-vous choisi le pays de destination ? », ils répondent sans aucune expérience migratoire qu'à l'étranger "On peut y trouver de meilleures opportunités d'emploi", "On peut y trouver de meilleures conditions de travail" ; "Les conditions de vie à l'étranger sont meilleures qu'ici", "On peut trouver à l'étranger de bons salaires", etc.

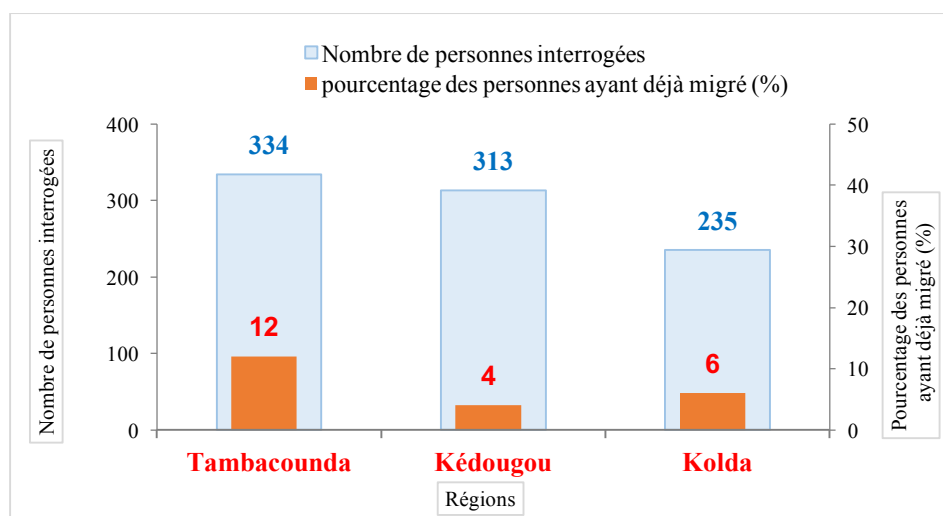
À Tambacounda, à Kédougou et à Kolda, environ 60% des réponses soutiennent ces raisons. Ces candidats à la migration pensent pouvoir gagner (avoir) ces opportunités. Compte tenu de leurs difficultés économiques et surtout sociales, ces jeunes trouvent en la migration, le seul moyen sinon la seule alternative qui s'impose à eux pour disent-ils « subvenir aux besoins de leurs familles », « scolariser les enfants », « construire ou acquérir un logement », « investir dans un projet économique », « acheter des terrains et biens agricoles ».

Au vu des réalités qu'ils vivent au quotidien, ces candidats pensent que sans la migration, ils perdraient toute possibilité de se réaliser et de soutenir leur famille. En ce sens, le souci de soutenir la famille (évoqué par 51% des enquêtés) est une raison principale pour les candidats à la migration. Mais, on peut également migrer pour se réaliser (38% des enquêtés) ou pour le plaisir de rejoindre des amis (10% des enquêtés).

Il existe des réseaux informels de "passeurs" qui constituent l'autre maillon essentiel sans quoi les migrations ne pourraient avoir lieu. N'est-il pas important de souligner que la majorité des personnes interrogées soutiennent ne pas connaître des gens qui s'exercent dans des réseaux informels pour faciliter le voyage à un candidat à la migration ? Néanmoins, environ 7% des personnes interrogées affirment connaître des individus – "coursier du voyage irrégulier" - qui s'adonnent à cette pratique.

Cette dernière serait connue à Tambacounda où environ 1 personne sur 10 affirme connaître des "courseurs du voyage irrégulier". Les informations révèlent que 94% de ces "courseurs du voyage irrégulier" seraient des hommes et 6% de femmes. Ces "courseurs du voyage irrégulier" à 80% sont âgés de 26 ans à plus de 35 ans.

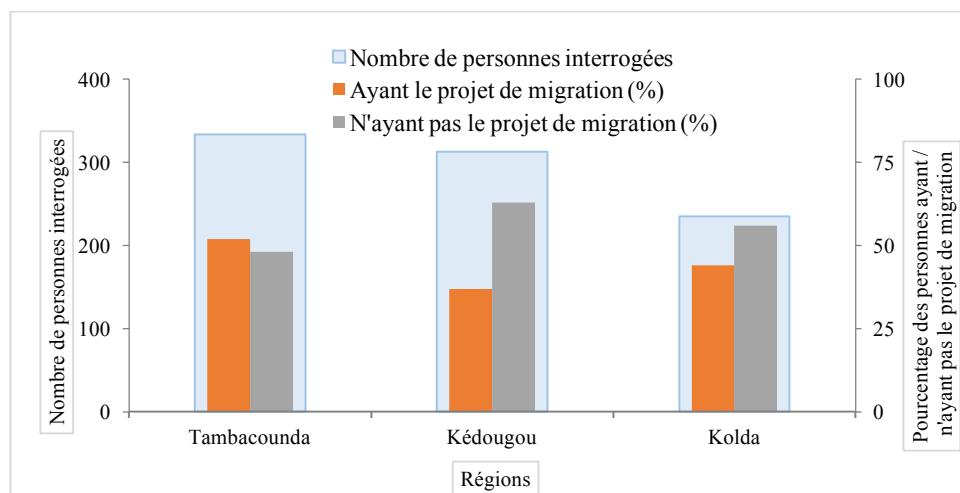
Figure 14 : Pourcentage des personnes ayant déjà migré



Source : Enquêtes de terrain, 2017

D'un côté comme de l'autre, le pourcentage des personnes ayant déjà migré et celles ayant le projet de migration est plus manifeste dans la région de Tambacounda où 40 personnes sur les 334 interrogées, soit 12% ont déjà quitté au moins une fois leur région d'origine pour se rendre à l'étranger à la recherche de meilleurs revenus au moment où 174 parmi les personnes interrogées, soit 52% ont quant à eux défini un projet de migration.

Figure 15 : Pourcentage des personnes ayant le projet de migration ou pas



Source : Enquêtes de terrain, 2017

À Kédougou et à Kolda, respectivement 12 personnes sur 313 et 14 personnes sur 235 des interrogées, soit respectivement 4% et 6% ont déjà migré ne serait-ce qu'une fois. Pour ce qui concerne le pourcentage des personnes ayant actuellement un projet de migration, il est de 37% dans la région de Kédougou soit 116 personnes sur les 313 interrogées et de 44% dans la région de Kolda, soit un total de 103 personnes sur les 235 interrogées.

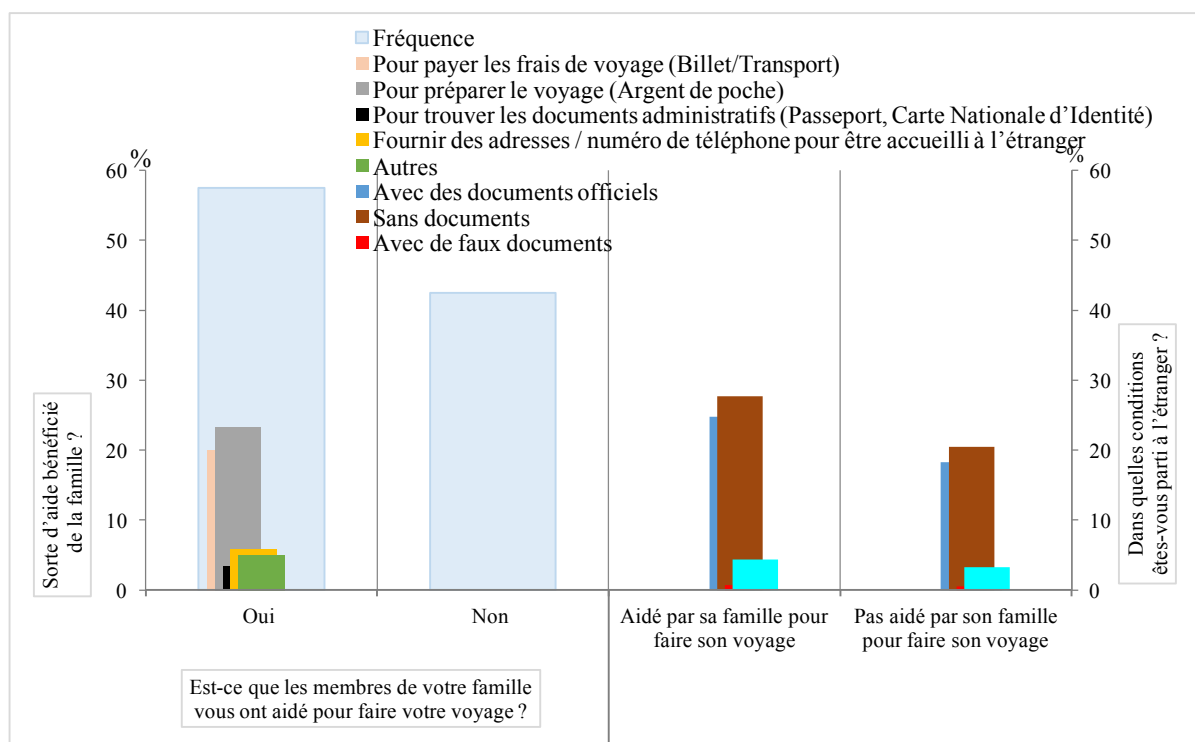
Ces informations nous renseignent sur l'envie non négligeable des personnes interrogées de migrer et de réaliser le voyage. Une telle situation nous permet de comprendre que ne migre que celui qui peut et non celui qui veut. En d'autres termes, la migration nécessite non seulement une volonté mais surtout des moyens conséquents que ne peuvent mobiliser facilement tous les candidats à la migration.

Toutes régions confondues, plus de 75% des personnes interrogées et ayant déjà migré sont âgées de 31 à 45 ans contre moins de 25% de 25 à 30 ans alors qu'environ 29% de celles ayant affirmé avoir actuellement un projet de migration sont instruits et ont, au moins le niveau secondaire. Plus précisément, à Tambacounda, parmi les 52% des personnes interrogées et affirmant avoir un projet de migration, plus de 16% ont soit le BFEM, soit le Baccalauréat ou la licence. À Kédougou, elles sont 11% parmi les 37% des personnes interrogées et ayant soutenu avoir actuellement un projet de migration. À Kolda, parmi les 44% des interrogées et ayant actuellement un projet de migration, 12% sont instruites et ont au moins le BFEM comme dernier diplôme obtenu.

Si certains candidats à la migration réalisent ou tentent de réaliser leur projet sur la base de plusieurs années d'épargne, une bonne part des voyages de ces jeunes est également financée par les parents du candidat.

Ce fait est d'autant plus réel que des personnes interrogées soutiennent que « *les jeunes candidats à la migration n'ont pas fait seul le choix de migrer mais que ce sont les parents (père, mère, frère, sœur, etc.) qui sont derrière ce choix, que ces parents soient au pays ou à l'étranger* » pour reprendre les propos de candidats à la migration interrogés. Ceci étant, les parents financeraient même ces projets de voyages sur la base des tontines, de prêts bancaires, de vente d'objets de valeurs dont les bijoux, des terrains ou du cheptel, etc. Mais, le soutien de la famille pour la réalisation du projet de migration est très divers.

Figure 16 : Types d'aides de la famille



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Par ailleurs, dans les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda, l'appartenance ethnique n'est pas toujours perçue comme ayant une influence sur l'envie de migrer. « *Quelle soit peule, diola ou autre n'a pas d'importance, l'ethnie n'a rien à voir avec l'envie de migrer* » nous révèle un candidat à la migration. Cependant, force est de constater que même si la migration est la chose est la mieux partagée, chez certaines ethnies, « *migrer est un devoir* » qu'on ne cesse de rappeler aux jeunes à chaque fois que l'occasion se présente.

À titre d'exemple, chez les Peuls, à l'occasion des festivités culturelles ou des grands événements comme les cérémonies de mariages ou encore lors du retour d'un émigré qui a réussi, les *Awloubé* "Griots" chantent les louanges de ce dernier et en présence de ses amis qui n'ont jamais migré. Les propos souvent mis en exergue sont "*So bobo yonti yo yillo* (qui se traduit littéralement par "*À un certain âge, il faut aller chercher ailleurs*") ou encore "*Mo dannaki nénénum adoyta mandat*" (traduction littérale de "*Quiconque n'a pas migré, sa chère maman ne se pointera jamais à un bureau de poste pour retirer un mandat (de l'argent)*"). De tels propos sont devenus des dictons qui peuvent véritablement motiver une personne à migrer. Avec un tel constat il est difficile de ne pas soutenir que la migration occupe une place non négligeable dans la société peule.

Cela n'est pas une spécificité peule car à la question "l'appartenance ethnique a-t-elle une influence sur l'envie de migrer / le désir de voyager ?", un jeune rétorque en ces termes :

"Oui, l'appartenance ethnique a une influence sur l'envie de migrer. Chez nous par exemple, chez les Manjack, je peux dire que c'est une culture".

Sur un autre registre, le fait d'être aîné de sa famille est également un déterminant de la migration. La majorité des personnes interviewées soutiennent que « *quand l'aîné voit que rien ne marche chez lui, il est obligé d'aller chercher et revenir dans l'espoir de changer les conditions de vie de ses parents* ». Ceci apparaît clairement dans les réponses de certains candidats à la migration :

"Si on est l'aîné de la famille, on a beaucoup plus envie de partir. L'aîné de la famille avec les charges et pressions familiales ne voit rien d'autre que le chemin de la migration. C'est mon cas, moi, qui vous parle et je suis aîné" ;

"Être l'aîné dans sa famille peut constituer une raison pour migrer. Prenez mon cas par exemple. Je suis l'aîné de ma famille et tout le monde compte sur moi" ;

"En tant qu'aîné, si on se lève le matin et qu'on ne voit rien à manger que ce soit pour toi ou pour tes frères, tu ne seras pas tranquille psychologiquement. Moi par exemple j'ai fait deux ans au département d'Anglais à l'UCAD. Mais je ne pouvais plus continuer à rester là-bas et à recevoir à tout moment des appels de mes parents me disant qu'il n'y avait plus telle ou telle chose dans la maison [...]. Ce n'était vraiment pas facile pour moi. Avec tous ces problèmes, j'étais obligé de chercher autre chose. Je ne pouvais plus concevoir le fait qu'ils continuent de m'appeler alors que je n'avais aucune solution à leur problème".

Si certains trouvent que le fait d'être aîné de sa famille a une influence sur l'envie de migrer, d'autres pensent que ce fait n'est point une règle et ne saurait être reconnu comme une certitude générale. Il arrive que ce soit un autre fils de la famille qui soit mis à l'épreuve comme nous le prouvent les propos qui suivent.

"Je suis le cadet de ma famille et pourtant je suis le seul à m'aventurer" ;

"Le fait d'être aîné de sa famille n'a rien à voir avec l'envie de migrer. Parfois dans des familles, c'est le cadet qui part à la place de l'aîné. Ce dernier reste en général pour s'occuper de la famille".

Si les avis restent partagés sur l'influence qu'aurait le fait d'être aîné sur l'"envie de migrer" ou le "devoir de migrer", un fait reste tout de même bien soutenu par la quasi-totalité des personnes interrogées. Comme partout ailleurs, au Sud et au Sud-Est du Sénégal, le phénomène de « *Doomu Baay* » (Demi-frère en langue wolof) est perçu comme un véritable facteur qui pousse souvent les aînés à la migration. Ce qui introduit alors la question de l'influence de l'appartenance à une famille polygame sur la motivation à migrer.

Une telle situation est bien une réalité à Tambacounda, à Kédougou et à Kolda car dans la plupart des cas "dans une famille polygame par exemple où le fils de la première épouse a réussi, la deuxième fera tout pour pousser son fils à aller et à réussir comme son demi-frère", nous confie un jeune candidat à la migration à Kolda.

Ce constat est étayé par un autre qui soutient ces propos :

« J'ai vu des familles où quand l'enfant de la première femme est parti en Europe après ses études, il fallait aussi que la deuxième épouse fasse partir à son tour son fils. Et c'était par voie illégale que ce dernier est parti à l'étranger ».

Une telle situation nous apprend le rôle majeur des mères de famille dans l'organisation des départs de leur progéniture. Dans le cadre d'une recherche précédente, nous avons signalé que la réussite des enfants est jugée à l'aune des sacrifices consentis par leur mère dans le domicile conjugal. Dans la conscience collective, la réussite de l'homme est fortement liée à la conduite de sa mère, au travail, c'est-à-dire aux sacrifices consentis par elle. Dès lors l'échec relève aussi de la responsabilité de la mère. Au Sénégal, mères et enfants, pour se protéger mutuellement, sont parfois les figures de proue dans l'animation des réseaux migratoires surtout dans le contexte de ménages polygamiques où la compétition entre segments utérins est très tenace. Le père voit ses responsabilités occultées, il joue souvent le rôle d'arbitre et se range du côté de ceux qui ont réussi. Cette situation met en présence les membres de la famille et souvent en cas d'échec scolaire, la seule issue reste la migration pour résister à la concurrence familiale et améliorer le rang social (Tandian A. et Tall S.M., 2010).

Ces différentes informations nous permettent de comprendre que l'envie de migrer ne peut être réduite à une simple volonté personnelle. La famille joue pour beaucoup et, surtout, certaines composantes familiales telles que la famille d'orientation (les parents) a une responsabilité importante dans le voyage des enfants.

En outre, la position au niveau de la fratrie influe pour beaucoup sur le choix de migrer. Ainsi, le fils ou la fille aîné(e) est condamné(e) à migrer avant ses frères et sœurs car il est de sa responsabilité de trouver des ressources pour entretenir la famille en cas de besoin.

VI. CONTOURS DES PHENOMENES DE MIGRATION

Nos enquêtes nous révèlent que les migrants de retour et qui avaient auparavant effectué des voyages irréguliers sont au nombre de 66 toutes régions confondues (40 à Tambacounda, 12 à Kédougou et 14 à Kolda). La majorité d'entre eux a quitté, pour la première fois, leur pays d'origine entre 2000 et 2015.

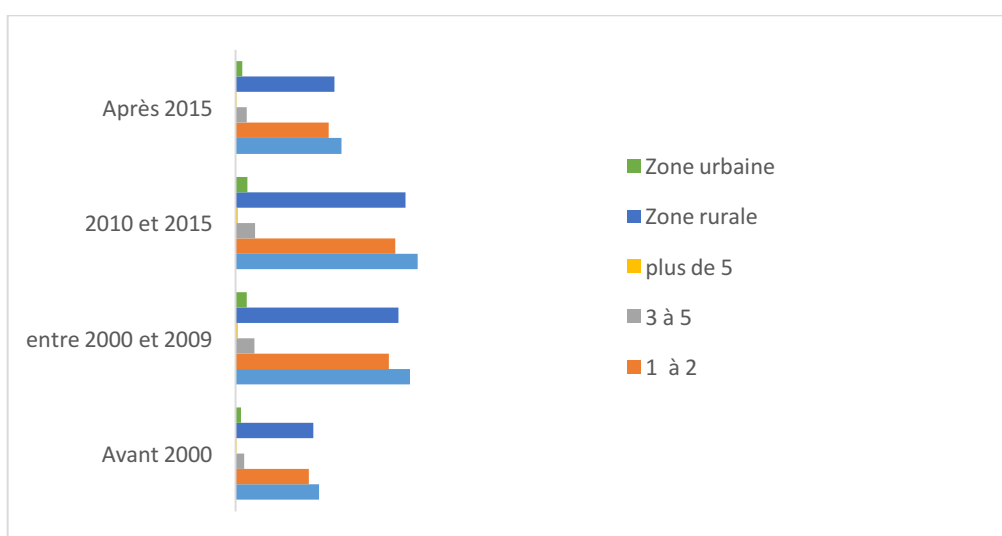
Tableau 15 : Périodes de la première migration

Quand avez-vous quitté votre pays pour la première fois ?	Pourcentage %
Avant 2000	15
Entre 2000 et 2009	32
Entre 2010 et 2015	33
Après 2015	19

Source : Enquêtes de terrain, 2017

En effet, 89% des migrants de retour n'ont quitté qu'une à deux fois leur région d'origine pour aller à l'étranger. Cependant, il nous paraît important de souligner que plus de 11% des migrants de retour, toutes régions confondues, ont quitté 3 à 5 fois leurs régions pour se rendre à l'étranger.

Figure 17 : Les migrations : effectifs et zones de provenance



Source : Enquêtes de terrain, 2017

En nous référant aux données collectées, nous constatons que certaines personnes interviewées ont effectué leurs premières migrations durant les décennies passées. Ces migrations ont été faites pour la plupart par des personnes originaires de zones rurales. Le nombre de migrations effectuées varie entre 1 et 5. Toutefois, les migrations sur la période 2000-2015 sont les plus importantes en termes de nombre (entre 3 à 5).

Par ailleurs, cette statistique est de loin plus élevée dans la région de Kolda où un (1) migrant de retour sur trois (3) a quitté 3, 4 voire 5 fois sa région d'origine pour se rendre à l'étranger.

Deux faits justifient cette situation : soit ils possèdent des papiers qui leur permettent de revenir et de repartir quand ils le souhaitent, soit ils retiennent toujours l’aventure malgré les échecs répétés.

Avant de se rendre à l’étranger, ils vivaient en majorité en zones rurales. En moyenne, toutes régions confondues, 93% venaient des zones rurales contre 7% issus de zones urbaines. Le croisement des questions “*Quand avez-vous quitté votre pays, pour la première fois ?*” et “*De quelle zone veniez-vous avant d’aller à l’étranger la première fois ?*” nous montre que sur les 32% des migrants de retour qui ont quitté pour la première fois leur pays entre 2000 et 2009, 30% venaient de zones rurales contre 2% de zones urbaines.

Les statistiques révèlent la même chose pour les 33% des personnes interrogées qui ont quitté leurs régions d’origine pour se rendre à l’étranger entre 2010 et 2015. Le résultat indique que 31% des 33% venaient des zones rurales contre 2% venant des zones urbaines. Si nous considérons les valeurs de chaque région, nous constatons que le pourcentage des migrants venant des zones rurales est très élevé au niveau de la région de Tambacounda avec 98% des migrants de retour. Il en va de même, avec une légère différence, pour les régions de Kédougou et de Kolda où la part des migrants de retour venant de zones rurales est respectivement de 85% et 93% contre respectivement 15% et 7% venant de zone urbaine.

En termes d’activités professionnelles, la quasi-totalité de ces migrants de retour nous confirment qu’ils travaillaient dans divers domaines avant de se rendre à l’étranger. En moyenne, toutes régions confondues, 50% des migrants – *avant leur voyage* - exerçaient dans l’agriculture, 25% dans l’élevage, 7% pratiquaient le commerce, 2% dans l’hôtellerie et la restauration et 5% dans le domaine du transport. Il faut préciser que 22% de ces migrants de retour sont instruits dont environ 7% avec le niveau de baccalauréat ou plus.

Tableau 16 : Activités professionnelles pratiquées avant de migrer

Activités professionnelles avant de migrer ?	Migrants de retour à Tambacounda (%)	Migrants de retour à Kédougou (%)	Migrants de retour à Kolda (%)
Agriculture	53	32	61
Elevage	28	23	17
Commerce	2	23	6
Hôtellerie	0	0	6
Restauration	0	0	6
Transports	8	0	0
Autres	8	23	6

Source : Enquêtes de terrain, 2017

Cependant, les statistiques montrent une certaine disparité régionale. On remarque que le pourcentage des migrants de retour qui pratiquaient l’agriculture est plus élevé à Kolda avec plus de 6 migrants de retour sur 10 et à Tambacounda avec plus de la moitié de ceux-ci, comparé à la région de Kédougou avec seulement environ 3 migrants de retour sur 10.

Aussi, est-il nécessaire de rappeler le pourcentage important de migrants de retour et qui exerçaient dans le domaine du commerce dans la région de Kédougou. Ici, environ 1 migrant de retour sur 4 travaillait dans ce secteur avant de quitter la région et le pays pour se rendre à l’étranger.

Plusieurs raisons expliquent alors pourquoi ces migrants de retour qui exerçaient dans un domaine d'activité, à savoir, l'agriculture, l'élevage, le commerce, le transport, pour ne citer que ces secteurs, ont décidé d'abandonner leurs activités professionnelles d'alors au profit de la migration. Toutes régions confondues, la majeure partie des migrants de retour évoque soit des contraintes liées au manque de financement (28%), soit l'impossibilité de pouvoir faire une épargne (24 %), ou encore des conditions de travail difficiles (18 %).

Tableau 17 : Raisons de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration

Pourquoi avoir abandonné vos activités professionnelles au profit de la migration ?	Tambacounda (%)	Kédougou (%)	Kolda (%)
Travail difficile	19	16	19
Pas possibilité de faire une épargne	29	10	13
Manque de financement	28	26	31
Bénéfices gagnés ne m'appartenaient pas	16	16	0
Vétusté du matériel de travail	6	10	6
Pression de la famille	3	16	6
Autres	0	6	25

Source : Enquêtes de terrain, 2017

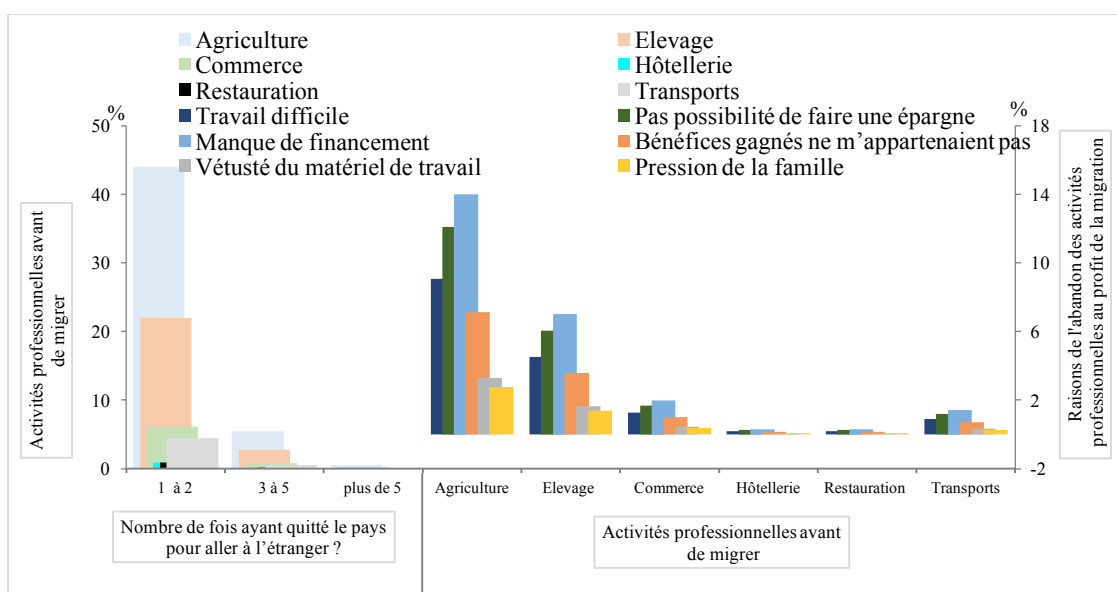
Le manque de financement, l'impossibilité de faire une épargne et le travail difficile constituent les raisons principales de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration à Tambacounda (75%), à Kédougou (52%) et à Kolda (63%).

Il reste néanmoins important de souligner que, spécifiquement à Tambacounda et à Kédougou, 16% des migrants de retour dans chacune de ces régions soutiennent avoir abandonné leurs précédentes activités pour migrer du fait que les bénéfices réalisés ne leur appartenaient pas.

À Kédougou, particulièrement, il mérite d'être souligné que la pression faite par la famille sur leur progéniture occupe une place centrale pour évoquer les raisons de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration. Les informations collectées nous renseignent que 16% de migrants de retour affirment avoir subi la pression de la famille.

Une telle situation pousse de nombreuses populations à abandonner les activités qu'ils pratiquaient pour voyager. Ces activités peuvent être l'agriculture, l'élevage, le commerce, le transport, etc.

Figure 18 : Rapport entre le nombre de fois à avoir quitté le pays / Activités professionnelles avant de migrer / Raisons de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Plus spécifiquement, sur les 50% des migrants de retour dont l'agriculture était l'activité principale avant de se rendre à l'étranger, 14% d'entre eux affirment que l'abandon de cette activité est causé par le manque de financement, 12% parlent de l'impossibilité de faire une épargne, 9% de travail difficile et 7% soutiennent que cet abandon est dû au fait que les bénéfices réalisés ne leur appartenaient pas.

Les statistiques sont identiques chez les migrants de retour dont l'activité professionnelle était l'élevage pour lesquels le manque de financement (7/25%), l'impossibilité de faire une épargne (6/25%), le travail difficile (4/25%) ont été les raisons de l'abandon des acteurs ayant quitté leurs régions et leur pays au profit de la migration.

Les migrants de retour qui s'activaient dans le domaine du commerce et qui ont abandonné leur activité pour se rendre à l'étranger soutiennent que leur choix est motivé par le manque de financement (28%), l'impossibilité de faire une épargne (24%) et le travail difficile (18%).

Il faut signaler que les arguments mobilisés par les candidats à la migration et les migrants de retour pour justifier leur (projet) voyage sont quasi identiques. Une telle situation montre, d'une part, que le voyage n'a pas réellement changé leurs perceptions et, d'autre part, qu'il y a une absence de dynamisme dans les territoires de départ. Les personnes interrogées sont toujours confrontées à des difficultés pour mobiliser des financements, devenir des propriétaires de leurs activités et non d'éternels employés, de vivre dans un environnement avec moins de pressions familiales, etc.

S'agissant des voies empruntées pour se rendre à l'étranger, 75% des migrants de retour affirment avoir emprunté la voie terrestre en quittant leur pays d'origine. La voie terrestre se pratique soit par bus (transport en commun) pour 90% des migrants, soit par train emprunté par 10% des migrants. Seuls 43% de ces migrants par voie terrestre partent avec des documents officiels, 48% tentent de voyager sans documents, 1% essaie de voyager avec des faux documents. Il faut préciser que 8% des personnes interrogées ont préféré ne pas préciser les voies empruntées pour se rendre à l'étranger.

Tableau 18 : Moyens de locomotion pour se rendre à l'étranger

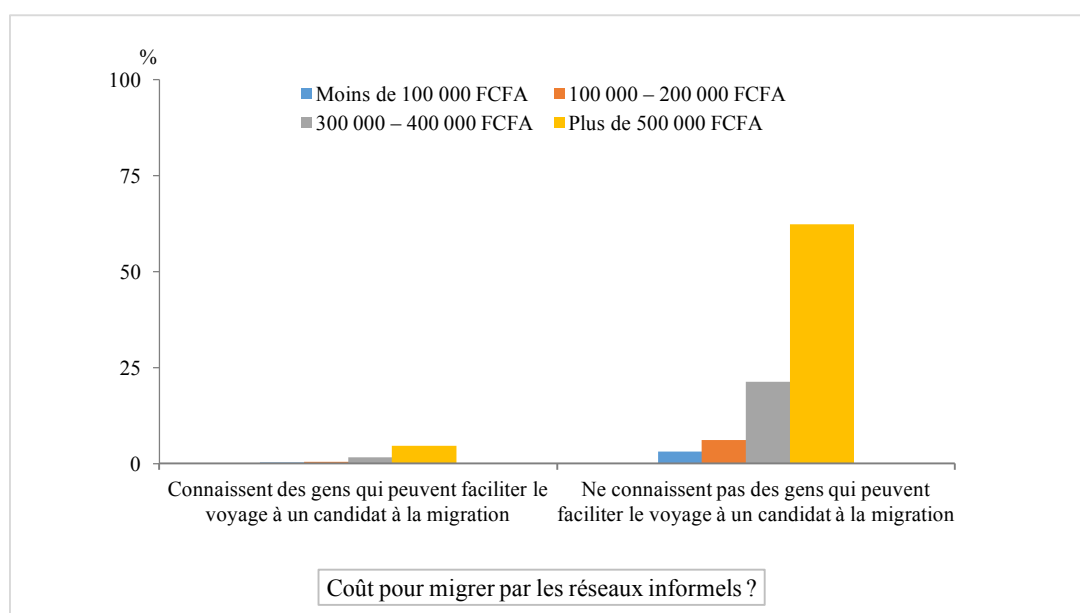
Avec quel moyen êtes-vous arrivé à l'étranger ?	%
Avion	6
Bateau	1
Pirogue	11
Canoé	1
Train	8
Bus (Transport en commun)	67
Autres	6

Source : Enquêtes de terrain, 2017

Évalués à 43%, les migrants de retour ayant financé seul leur voyage sans aide de leurs familles soutiennent que seuls 18% d'entre eux disposaient de documents officiels lors de leur voyage à l'étranger par voie terrestre. S'agissant des migrants de retour ayant voyagé par voie terrestre et disposant de documents officiels, ils sont 43% à Tambacounda, 38% à Kédougou et 47% à Kolda.

Concernant les ressources mobilisées pour le voyage, les personnes interrogées soutiennent que le billet du voyage par voie terrestre varie entre 300 000 FCFA et plus de 500 000 FCFA. Vingt-trois pour cent (23%) des migrants de retour ayant emprunté la voie terrestre affirment avoir payé entre 300 000 et 400 000 FCFA alors que 67% d'entre eux disent que leur voyage par voie terrestre leur a coûté plus de 500 000 FCFA.

Figure 19 : Coût estimatif pour migrer par les réseaux informels selon qu'on connaisse ou non des gens qui peuvent faciliter le voyage à un candidat à la migration



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Cette figure nous donne des informations sur le coût financier pour voyager par voie terrestre. Elle nous informe également si les personnes interrogées ont connu des personnes qui leur ont facilité le voyage ou pas.

À cet effet, nous constatons que pour se rendre au Niger par voie terrestre, la majorité des migrants de retour affirment avoir payé plus de 500 000 FCFA tandis que d'autres ont mobilisé entre 300 000 FCFA et 400 000 FCFA.

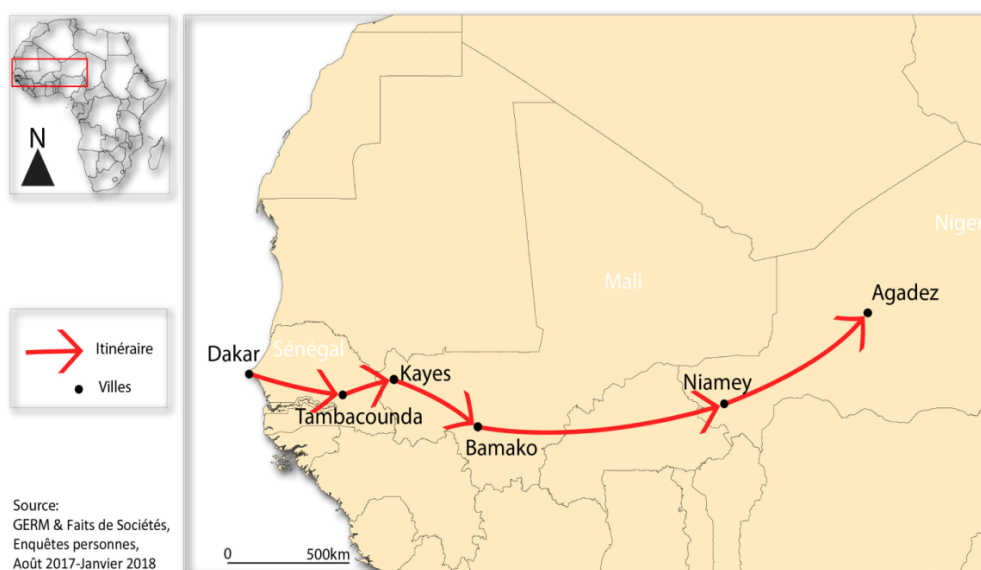
Si l'on s'en tient à la situation selon les régions, on constate qu'à Tambacounda, 46% des migrants de retour affirment avoir payé plus de 500 000 FCFA et 36% entre 300 000 FCFA et 400 000 FCFA lors de leur voyage par voie terrestre pour se rendre à l'étranger. Tandis qu'à Kédougou, 85% des migrants de retour soutiennent avoir payé plus de 500 000 FCFA pour le voyage. S'agissant de Kolda, 70% des migrants de retour affirment avoir payé cette même somme.

La somme mobilisée par les candidats au voyage pour se rendre jusqu'au Niger pour certains et en Libye pour d'autres tourne autour de 300 000 FCFA et 500 000 FCFA. Mais compte tenu de l'argent payé aux agents de sécurité au niveau des postes de contrôle, la totalité du prix de voyage peut atteindre jusqu'à 800 000 FCFA. Par contre, les candidats au voyage qui ont réussi à se rendre jusqu'en Europe ont mobilisé beaucoup plus que cette somme car des tarifs exorbitants sont fixés pour traverser la mer méditerranéenne. Ceux-ci varient selon les risques à prendre (moyen de locomotion), la zone de départ, etc. et se situent entre 2 et 3 millions de FCFA.

Le transport par voie terrestre suit tout un circuit. Le point de départ pour les candidats de Tambacounda, Kédougou et Kolda se trouve être Tambacounda ville. Le circuit est ainsi dessiné par un migrant de retour ayant fait le trajet par voie terrestre : Tambacounda-Bamako, Bamako-Niamey, Niamey-Agades, Agades-Saba, Saba-Tripoli. Mais en réalité, les bus qui assurent le transport à partir de Tambacounda viendraient de la Gare des Beaux Maraîchers (Dakar) et prendraient des passagers dans chaque région traversée jusqu'à Tambacounda où une escale de quelques heures est observée le temps de permettre aux passagers de se reposer, de se nourrir et à ceux de Tambacounda d'embarquer.

Le fait inattendu est qu'avec ce système de transport, il est bien possible de payer en espèces mais également par monnaie électronique. Avec cette dernière possibilité de paiement, des compagnies de transports n'hésitent pas à afficher au-devant du portail de leur siège les logos des opérateurs téléphoniques qui offrent la possibilité de paiement via le téléphone mobile.

Carte 2 : Circuits de bus des candidats à la migration



Par ailleurs, au-delà de l'argent dont doit s'acquitter tout voyageur au niveau de chaque poste de contrôle, des migrants de retour interrogés nous apprennent avoir été durant leurs voyages « *confrontés à de sérieux problèmes* ».

Selon eux, « *la migration par voie terrestre est source d'énormes difficultés même si le voyageur dispose de tous documents officiels : passeport ou carte nationale d'identité* ».

Encadré 1 : Voyage de candidats à la migration

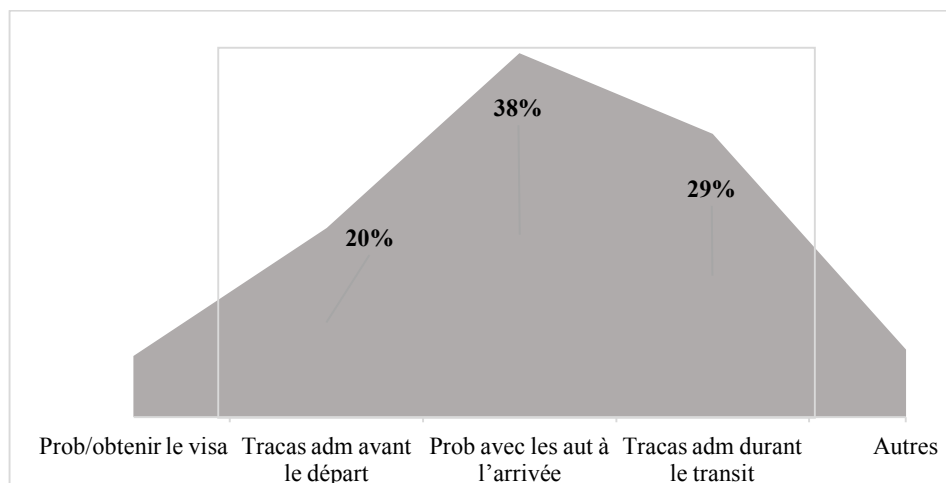
Nos bus font le tour de la sous-région. Bamako, Kayes, Niamey, Cotonou, Lomé, Accra, Abidjan, Agadez. Ils prennent tous le départ ici à Tambacounda. Nous travaillons avec ceux de Dakar. En réalité, nos bus de transport quittent Dakar et dans chaque région traversée, ils prennent des passagers. Arrivés ici, ils font escale de quelques heures, le temps de permettre aux passagers de se reposer et à ceux de Tambacounda d'embarquer. Il y a beaucoup d'agences de voyage dans la commune qui font le même travail que nous avec tous leurs papiers. Pour les horaires de voyage, il y en a qui partent à 14 heures et d'autres à 21 heures.

Le bus qui quitte Dakar, amène les passagers jusqu'à Bamako et à partir de là-bas, un autre récupère ceux qui doivent continuer vers d'autres pays et ainsi de suite. Les agences ne gèrent que le transport. Pour le reste, ce sont les passagers eux-mêmes qui s'en chargent. Le voyage est très pénible surtout pour les jeunes sans papiers qui continuent sur Agadez. Parmi nos passagers, nous comptons beaucoup de candidats à la migration. Mais, nous ne pouvons pas les arrêter encore moins fermer nos agences à cause de ceux-là. Parce qu'il faut savoir que nous ne faisons que notre travail et que nous avons une autorisation. Nos agences sont reconnues par les autorités. Il faut aussi souligner que nous avons commencé ce travail bien avant l'avènement du phénomène migratoire. Le billet se paie sur place dans les agences et le prix varie selon les destinations.

Avec les flux migratoires que nous voyons à chaque fois, on déduit que rien ne va dans ce pays. Les jeunes ne disent jamais leurs destinations exactes. Un jeune peut acheter un billet de Bamako alors qu'il doit continuer sur Agadez. La plupart des candidats à la migration ont des connaissances à l'extérieur, lesquelles les aident à effectuer le voyage notamment avec les transferts d'argent. Dans nos agences nous voyons toute tranche d'âge. Des jeunes de 18 ans et parfois même moins que cela ainsi que des adultes. Nous voyons même des vieux de 50 ans et plus. Le phénomène migratoire n'est pas une chose récente. Il a duré des années avant notre naissance. C'est juste pour dire qu'il est vraiment impossible de l'arrêter. Quelles que soient les actions ou activités que l'on réalisera. Les jeunes n'ont que cela en tête. Ils ne pensent qu'à la migration. Moi je pense que tout vient de leurs familles. Si un jeune se lève le matin chez lui et n'arrive pas à se payer du café par manque d'argent, la première chose qui lui viendra à l'esprit sera de quitter le pays et d'aller chercher ailleurs. Pour les parents, je crois que ce sont eux qui poussent leurs enfants à l'émigration. Un jour j'ai reçu un jeune garçon d'environ 16 ans qui cherchait un billet pour Agadez. Il m'a dit que c'est son père qui le lui avait recommandé. Et quand je lui ai demandé le numéro de son père il me l'a remis automatiquement. Alors, j'ai appelé le papa et il me l'a confirmé. À mon tour, j'ai tout simplement exécuté. Je lui ai remis le billet et il est parti. Au bout de quelques mois, le papa est venu me dire que son fils avait réussi et qu'il était arrivé en Italie. Généralement, ce sont ceux qui habitent les villages environnants qui sont les plus intéressés par ces voyages. Et cela s'explique. Mais nous recevons aussi des étrangers. Des gens venus de la Guinée, de la Gambie, etc. »

Entretien avec un chef d'agence de voyage de transport. Tambacounda.

Figure 20 : Difficultés rencontrées durant le voyage par voie terrestre

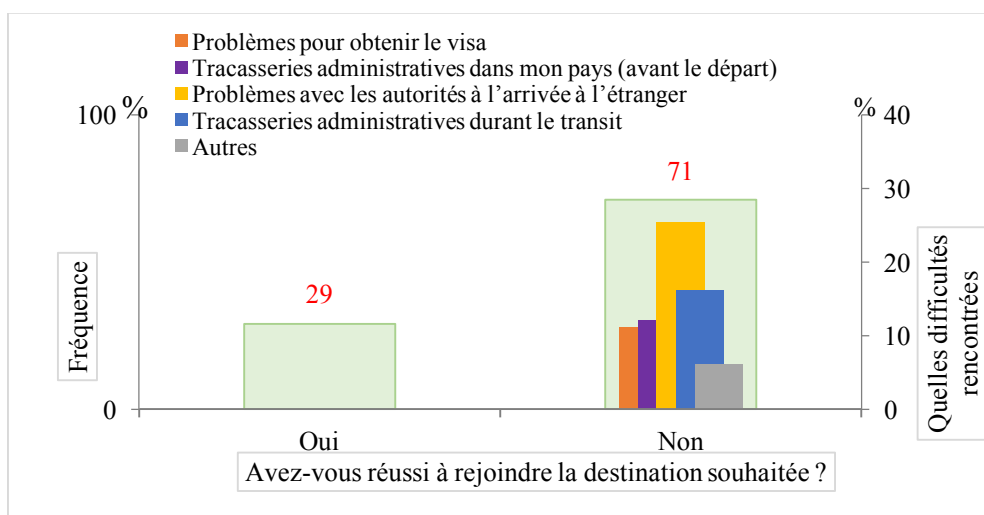


Source : Enquêtes de terrain, 2017

De façon globale, 20% des migrants de retour ayant emprunté la voie terrestre lors de leur voyage à l'étranger soulignent avoir connu des tracasseries administratives dans le pays avant même de se rendre à l'étranger. Plus de 2 migrants sur 3 soulignent être confrontés à des tracasseries administratives durant le voyage ou à l'arrivée à Agadez.

Les personnes interrogées parlent ici de tracasseries administratives en faisant allusion aux récurrents contrôles de « papiers » et aux sommes d'argent payées soit au Mali soit au Niger pour entrer dans ces pays alors que la liberté de mouvement est garantie par le protocole de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Figure 21 : Difficultés rencontrées par les candidats à la migration pour rejoindre la destination souhaitée



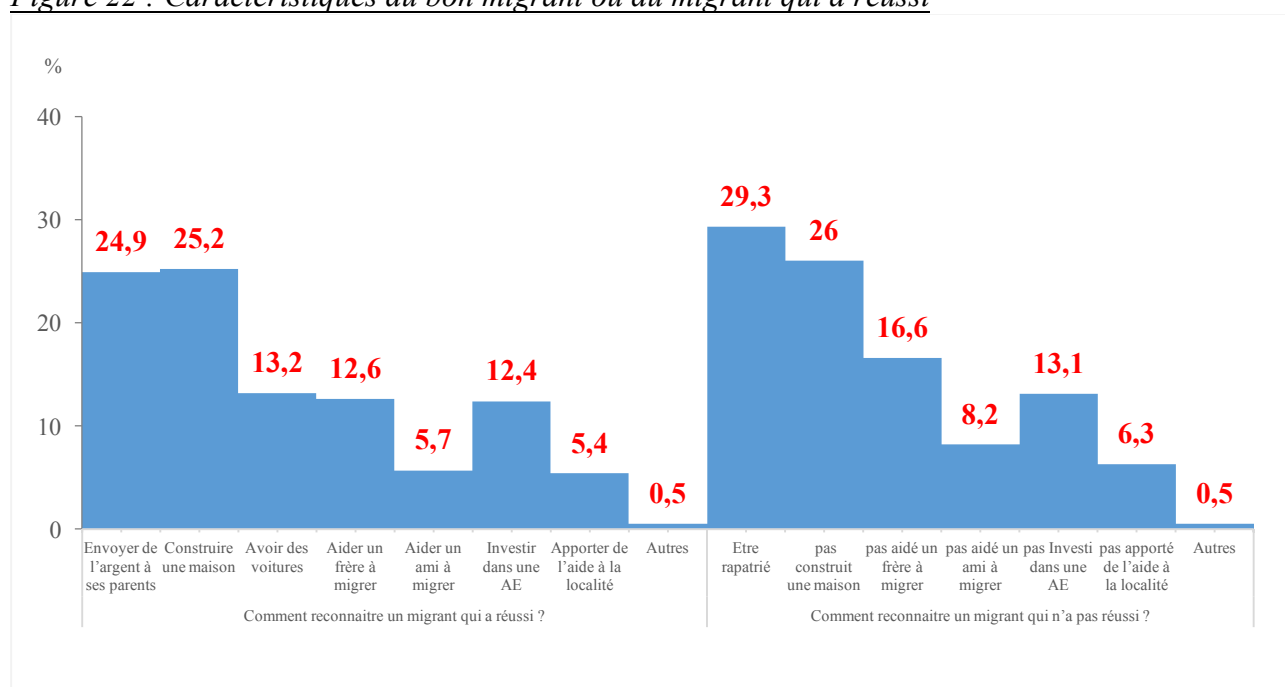
Source : Enquêtes de terrain, 2017

Selon des migrants de retour interrogés, des difficultés sont également connues et elles sont liées à l'obtention du visa, aux tracasseries administratives au sein du pays d'origine, aux problèmes avec des autorités au niveau des pays d'arrivée ou de transit, etc. Pour toutes ces raisons, 71% des migrants de retour n'ont pas pu arriver à leur destination souhaitée.

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les migrations structurent amplement les relations sociales qui sont souvent définies par la réussite ou l'échec du voyage. À cet effet, les migrants ayant réussi le voyage "dégagent une bonne image" auprès des populations de Tambacounda, de Kédougou et de Kolda, ceci du fait que le voyage a une place privilégiée dans le rêve de ces dernières. À travers certaines caractéristiques, ces populations ont même une appréciation de la réussite ou non des émigrés.

À cet effet, des enquêtes effectuées ont révélé que les principales caractéristiques du profil du bon migrant, du migrant ayant réussi ou du migrant modèle sont : « l'habillement », « l'argent envoyé à ses parents », « une maison construite », « des voitures conduites », « un frère aidé à migrer », « un investissement dans une activité économique », etc. À Tambacounda, à Kédougou et à Kolda, ces éléments représentent à eux seuls près de 90% des réponses apportées à la question "Selon vous comment reconnaît-on un migrant qui a réussi ?".

Figure 22 : Caractéristiques du bon migrant ou du migrant qui a réussi



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Ces éléments caractérisent le migrant qui a réussi à tel point qu'ils constituent, selon 85% des potentiels candidats à la migration, des éléments qui incitent souvent les jeunes à tenter la migration. Sur les 24% qui reconnaissent l'habillement comme étant une chose importante chez le migrant qui a réussi, 21% soutiennent que cet élément est incitatif pour tenter la migration.

26% des personnes interrogées, soit 229 personnes, affirment que l'argent offert aux parents est la première caractéristique pour reconnaître le migrant qui a réussi. En outre, 22% de ces 26%, soit 194 parmi 229 personnes, soutiennent que des jeunes sont tentés par la migration parce qu'ils souhaitent être en mesure d'offrir de l'argent à leurs parents au même titre que les migrants.

Ces statistiques sont sensiblement identiques chez les jeunes qui estiment que "construire une maison ou avoir une voiture" constituent également des indicateurs de réussite pour un migrant.

En effet, 32% des interviewées, soit 282 personnes, soutiennent qu'avoir une maison construite est une caractéristique fondamentale chez le migrant qui a réussi et parmi ces 282 personnes, 247 affirment que "*le fait de construire une maison*" peut inciter de nombreux jeunes à être tenté par la migration.

Toujours sous ce même angle, 16% des personnes interviewées, soit 141 personnes, soutiennent qu'"*avoir une voiture*" est un indicateur de réussite pour un migrant et mieux parmi ces 141 personnes, 114 d'entre elles soutiennent que cela peut inciter des jeunes à tenter la migration.

En discutant avec les populations locales, nous nous rendons bien compte que la réussite à travers la migration ne se résume pas uniquement à la construction de maison et à l'habillement. La réussite du migrant est une sorte de carte à exhiber lorsque le besoin se fait sentir pour se différencier des autres. À travers un focus group réalisé avec des jeunes filles à Tambacounda, il nous a été répondu diversement à la question "Comment peut-on reconnaître un migrant qui a réussi ?" tout en mentionnant à chaque fois qu'avec le migrant il y a un incessant besoin de manifester sa différence en vue de mettre en avant le capital économique et l'expérience du voyage.

Réponses des jeunes filles à la question "Comment reconnaît-on un migrant qui a réussi ?"

Khadija : *On reconnaît le migrant qui a réussi par sa manière de s'habiller, de parler, de marcher. Les gens vont le prendre comme étant au-dessus de tous les autres.*

Yacine : *L'émigré qui a réussi cherche tous les moyens pour que les gens sachent qu'il a parfaitement réussi. Il fait toujours des faits et gestes qui sont différents de ceux des autres. Par exemple, pour offrir de l'argent à quelqu'un il le fait en se faisant remarquer. Il cherche toujours l'attention des autres pour poser ses actes. Et tout cela pour montrer qu'il est devenu différent des autres.*

Aïssatou : *Je suis du même avis que mes amies. Le migrant qui a réussi c'est en fait celui qui veut se faire remarquer pour gagner l'estime des autres.*

Marième : *Son quotidien est de porter des beaux habits, de conduire de belles voitures, de parler différemment, etc. C'est quelqu'un qui aime offrir de l'argent une fois qu'on le salue sans attendre qu'on lui en demande. Tout cela pour montrer aux gens qu'il vient d'un endroit différent de celui des autres. Parfois même, quand il s'exprime en wolof, il utilise de mots en français ou anglais mais tout dépend du pays où il résidait. Il le fait exprès. En quelque sorte, il fait semblant d'oublier son wolof.*

Khadija : *C'est du "Diaay Taar", du "Diaay prek" (...)*

Aïssatou : *C'est du "Titarou", du "Wané sa Bop", du "Diaay mana".¹⁹*

Yacine : *Ses parents le voient comme un enfant qui a su travailler dur pour réussir. En quelque sorte il est, aux yeux de ses parents, différents des autres membres de sa famille parce que tout simplement c'est lui qui assure les dépenses quotidiennes.*

Marième : *Effectivement. Et s'il a des sœurs et des frères, il devient leur "chouchou", leur préféré aux dépens des autres. Et malheur au frère émigré qui n'a pas réussi et qui vit à côté !*

(Eclats de rires)

Khadija : *Autant quitter la maison que d'y rester car il va être la risée de tout le monde !*

Marième : *Voilà ce qui pousse de nombreux jeunes à vouloir migrer !*

¹⁹ "Diaay Taar", "Diaay prek", "Titarou", "Wané sa Bop", "Diaay mana" : expressions wolof qui signifient "Se vanter".

Il faut mentionner qu'au-delà du bien-être matériel (argent, maison, voiture, etc.) qui peut être acquis grâce au voyage, le migrant ainsi que sa famille gagnent un certain prestige dans leur milieu de résidence grâce à la réussite du voyage. Une telle situation permet à la famille du « migrant réussi » de bénéficier d'une certaine considération et de l'estime au sein de sa communauté. Selon les propos d'un enseignant à Tambacounda :

« On reconnaît l'émigré qui a réussi à travers sa tenue vestimentaire, son habitat, etc. Réussir en migration, c'est d'abord construire de belles maisons. Réussir c'est également avoir sa voiture et une autre à la disposition de ses parents. Réussir en migration, c'est également changer le niveau de vie. Il faut faire en sorte que ses visiteurs, ses invités, les membres de sa communauté de manière générale se sentent très bien à l'aise au plan alimentaire quand ils viennent rendre visite à l'émigré. C'est avoir une maison remplie de beaucoup de parents sans se plaindre parce qu'on a les moyens de les nourrir en abondance. Quand on est chez le migrant qui a réussi on ne se plaint pas parce qu'on peut y manger à volonté et de bonne qualité. Chaque jour, ce sont des visites à n'en plus finir de gauche à droite. À chaque fin du mois, ce sont des tonnes de riz qui sont achetées. Il arrive dès fois que l'émigré qui a réussi se retrouve avec plusieurs femmes. Il devient un polygame sans le vouloir forcément car son oncle ou sa tante est prêt à lui donner sa fille en mariage. À la mosquée, son père est bien considéré et sa parole compte parce que son fils a réussi. Et les gens ne vont pas hésiter de rappeler que son fils a contribué pour l'achat de nattes ou pour la réfection du toit. Les gens diront que c'est son fils qui a donné un million ou deux millions. Et ça, tout le monde le dit à haute voix » (Enseignant à Tambacounda).

Autant ces éléments caractérisent le migrant qui a réussi aux yeux des populations, autant ne pas construire une maison, ne pas aider un frère à migrer, ne pas investir dans une activité économique, entre autres, sont des éléments qui caractérisent le migrant qui n'a pas réussi.

Cependant, le premier élément qui traduit la non-réussite d'un migrant est le rapatriement. En effet, à la question du "Comment reconnaît-on un migrant qui n'a pas réussi ?", environ 30% des interrogés ont répondu, en premier, par le fait d'être rapatrié. Cette vision est d'autant plus une réalité qu'elle est même défendue par des migrants de retour n'ayant pas réussi leur aventure dont certains sont même des rapatriés.

Le rapatriement ne fait pas partie des éléments qui traduisent la réussite d'un migrant aux yeux des populations de Tambacounda, de Kédougou et de Kolda. Le rapatriement est une preuve de l'échec du projet migratoire et donc peut ternir l'image aussi bien du rapatrié que de sa famille.

Entre l'émigré qui a réussi et celui rapatrié/refoulé, deux mondes les opposent à tout point de vue. Le premier a quasiment toutes les portes ouvertes pour parler des privilèges et de la facilité à "accéder à ses besoins". En effet, pour lui, "l'argent fait le pouvoir". Toutefois, le rapatriement de l'émigré est perçu comme un échec au regard des populations que cela entraîne même une situation de honte pour la famille du concerné (Tandian A, 2007). Cela met ce dernier dans une situation où il y a plus de questions que de réponses de par son rapport avec son milieu. Cette situation fait que pour la plupart des cas, le malheureux candidat à la migration se nourrit encore de l'ambition de repartir à nouveau.

Par conséquent, avec ces nombreux refoulements connus dans les régions de Tambacounda, de Kolda et de Kédougou, il y a autant de potentiels candidats à la réémigration « *faute de trouver d'autres alternatives pour une heureuse réintégration professionnelle* » pour reprendre les propos de quelques personnes interrogées.²⁰

Avec ces rapatriements, il y a une sorte de désenchantement pour les familles et les candidats à la migration. Pour certaines des familles, "le rapatriement d'un migrant est un investissement à perte", "un échec cuisant". De tels propos sont repris par des populations à Tambacounda au cours d'un focus group.

Yacine : *Rentrer d'un voyage sans réussir, d'habitude, c'est la honte ! C'est très difficile pour ce migrant.*

Khadija : *Une vraie honte ! Revenir sans argent, les familles auront du mal à accepter cela.*

Marième : *Ah oui, pour les parents, ce malheureux migrant est raté ! C'est quelqu'un qui a échoué sa vie. Quelqu'un qui n'aura plus rien du tout. On le voit méchamment. Les gens ne vont pas hésiter à le traiter de vaurien. Tout cela on l'a vu ici. Au niveau de certaines familles, les gens diront même "On a mobilisé toutes nos épargnes et il rentre les mains vides. On a vendu nos animaux pour qu'il migre et le voilà sans rien du tout !"*

Aïssatou : *Certes, ce n'est pas de sa faute. C'est la volonté de Dieu. Mais bon, les gens vont plus penser à l'argent mobilisé, aux sacrifices faits pour payer le voyage.*

Yacine : *Le plus dur dans tout cela c'est que les gens se moquent de lui. Et pour cette raison, ici, les migrants qui ne reviennent sans de l'argent sont obligés de raser les murs. Ils ne sortent presque pas de chez eux.*

Marième : *Ils ne sortent pas du tout de chez eux. Et c'est pour cette raison que certains migrants préfèrent de ne plus revenir au pays car ils sont conscients de ce qui les attend s'ils ne ramènent pas de l'argent.*

Ne pas réussir à la suite d'un voyage, c'est ne pas donner l'opportunité à sa famille de réaliser ses rêves. En quelque sorte, c'est maintenir sa famille dans la précarité comme nous le confirme une femme interrogée à Missirah au cours d'une discussion :

« L'émigration est une bonne chose dans la mesure où des jeunes qui sont partis à l'étranger arrivent à aider leurs familles restées au village. Ils sont nombreux à penser à leur famille une fois qu'ils sont à l'étranger. À Missirah, nombreuses sont les familles qui ont bénéficié de l'aide de leurs enfants migrants et d'ailleurs toutes les familles souhaitent en avoir car ils nous éloignent de la pauvreté seulement lorsqu'ils ont réussi le voyage. Tu sais sans un migrant réussi à la maison c'est presque même une honte ! Par exemple, lorsque tu en n'as pas à la maison et que malheureusement tu as un décès ; personne ne te regarde. Même les gens qui viendront pour les funérailles ne seront pas nombreux contrairement à une famille où il y a un migrant revenu avec de l'argent. Même devant la mort, les familles avec ou sans migrant sont différentes ! » (Bana, 42 ans. Missirah).

²⁰ D'après Moussa Kébé, Président de l'Association des Sénégalais rapatriés de la Libye à Goudiry, 300 jeunes sont membres de cette association. Rapatrié de la Libye en 2013, il essaye depuis lors de les convaincre de rester parce que des financements leur sont promis par les autorités. Seulement, il informe que certains, las d'attendre ce financement depuis trois ans, menacent de se remettre sur le chemin du désert. « Je ne peux pas retenir les gens ici, il n'y a pas de financement, depuis 2013 on nous promet des financements, mais il n'y a rien. Je ne peux pas continuer à retenir les gens. D'ici fin 2016, je vais dire à ceux qui veulent partir et qui en ont les moyens de le faire », a-t-il argué.

Une telle situation confirme qu'on ne voyage pas que pour soi, mais plutôt pour sa communauté. Celle-ci se mobilise et peu importe le sacrifice à faire.

« On voyage pour sa communauté parce que la migration c'est une affaire de famille ! Parce que dans les familles ce sont les migrants qui sont les mieux considérées. Si tu n'as pas d'enfants qui ont voyagé, la remarque se fera rapidement lors des cérémonies religieuses ou culturelles. Ce sont les gens qui ont des enfants émigrés dont les griots vont chanter les louanges et les autres sont laissés en rade ou sous-estimés. Cela a fait révolter beaucoup de pères de famille ou de mères de famille qui sont obligés d'encourager leurs enfants à voyager. Voilà pourquoi parfois, des parents sont prêts à vendre tous les biens de la famille pour que l'aîné ou celui qui veut partir puisse voyager et que demain qu'il puisse devenir une source de revenus pour la famille. Il y a une sorte de compétition qui est là mais qui ne dit pas son nom. Et tout le monde en est conscient. Le fils peut mourir en mer ou rester dans le désert mais cela ne va pas décourager sa famille car si elle a l'occasion d'envoyer un autre, elle va le faire » (MD. 40 ans. Sans emploi. Tambacounda).

VII. OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES REGIONS DU SUD ET SUD-EST

Au niveau des régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal, l'offre de formation professionnelle est très présente à la fois dans les capitales régionales, départementales et communales pour la qualification de la main d'œuvre locale et le développement du secteur industriel, technique, etc.

Tableau 19 : Centres de formations professionnelles dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou

Région de Tambacounda (6 établissements)	Région de Kolda (8 établissements)	Région de Kédougou (3 établissements)
<ul style="list-style-type: none"> • Lycée technique de Tamba • CFP Tamba ex CRETF • FORAMECA Tamba • CFP Bakel 2 • CFP Bakel 1 (ex CETF) • CFP Kidira 	<ul style="list-style-type: none"> • CFP Kolda • CRFP Kolda • Lycée technique de Kolda • CFP Dabo • CFP Saré Yoba • CFP Kounkane • CFP Médina-Yoro Foulah • CFP Vélingara 	<ul style="list-style-type: none"> • CFP kédougou • Lycée technique et minier de Kédougou • CFP Salémata

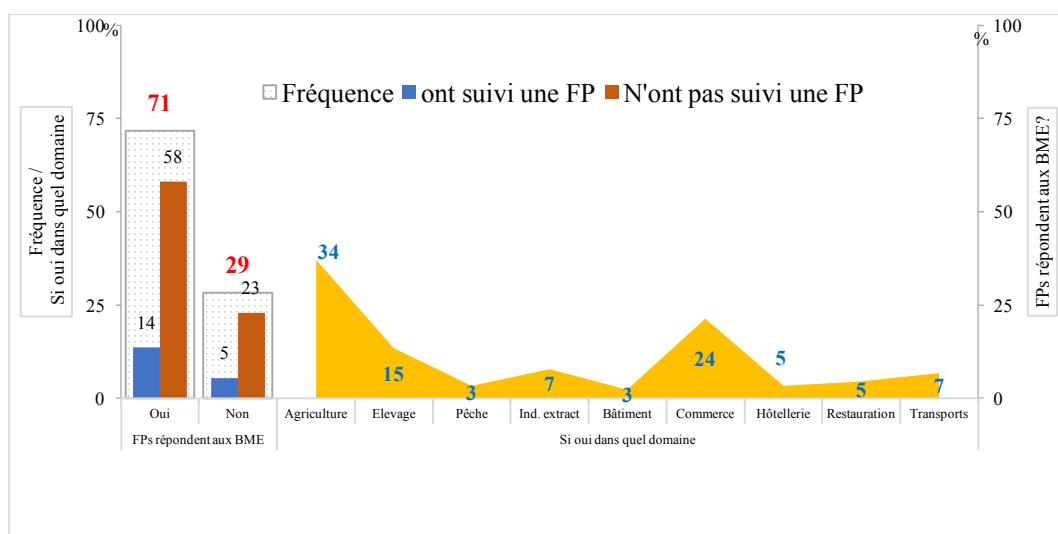
Source : Enquêtes de terrain, 2017

Au Sénégal, l'offre de formation professionnelle est très tôt intégrée dans les stratégies de développement car étant une nécessité de maîtriser les besoins qualitatifs et quantitatifs de formation. Ces besoins ont été confirmés par diverses études menées par des départements ministériels et des organismes de développement et par le rapport du Conseil économique et social de juin 1980. Ainsi, dans plusieurs régions du Sénégal, la formation professionnelle a permis de former un grand nombre de cadres et la main-d'œuvre qualifiée dont avaient besoin ces territoires.

Nos enquêtes confirment cette idée selon laquelle les populations ont une formation professionnelle appropriée, car 71% des personnes interrogées dans les régions du Sud et du Sud-Est trouvent que les formations professionnelles offertes répondent aux besoins du marché de l'emploi contre 29%. Seulement, il faut signaler que parmi ces 71%, il y a 58% qui soutiennent n'avoir pas suivi une formation professionnelle.

En outre, parmi les 29% qui soutiennent que la formation professionnelle ne répond pas aux besoins du marché de l'emploi, seuls 5% ont suivi une formation professionnelle. Par conséquent, les personnes interrogées en très grande majorité (81%) ont donné un avis positif (58%) ou négatif (23%) sans avoir suivi une formation professionnelle.

Figure 23 : Rapport entre les formations professionnelles offertes et besoins du marché de travail / domaine d'activité



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Tableau 20 : Formations professionnelles offertes, marché de travail et domaines d'activités

	%	Tambacounda	Kédougou	Kolda	Ensemble
Pensez-vous que les formations professionnelles offertes au pays d'origine répondent aux besoins du marché de l'emploi ?	Oui	85	63	64	71
	Non	15	37	36	29
Avez-vous suivi une formation professionnelle ?	Oui	20	17	22	20
	Non	80	83	78	80
Si vous avez suivi une formation professionnelle, dans quel domaine ?	Agriculture	56	29	16	34
	Élevage	3	21	21	15
	Pêche	8	0	0	3
	Industries extractives	8	12	0	7
	Bâtiment	0	3	5	3
	Commerce	19	15	37	24
	Hôtellerie	0	3	11	5
	Restauration	0	9	5	5
	Transports	6	9	5	7

Source : Enquêtes de terrain, 2017

Parmi les personnes interrogées, seules un peu moins de 20%, toutes régions confondues, affirment avoir suivi une formation professionnelle (20% à Tambacounda, 17% à Kédougou et 22% à Kolda).

Aussi bien à Tambacounda, à Kédougou qu'à Kolda, c'est au niveau de cinq (5) domaines d'activités que les personnes interrogées reconnaissent avoir en majorité suivi une formation professionnelle : agriculture, commerce, élevage, pêche et industries extractives.

Trois tendances se dessinent à partir des informations collectées relativement à la formation professionnelle selon les régions étudiées :

- Faible intérêt : les populations de Kédougou et de Tambacounda s'intéressent peu à la formation en hôtellerie et en restauration ;
- Manque d'intérêt : les populations de Kolda et de Kédougou portent peu d'importance à la formation professionnelle en pêche et en bâtiment ;
- Aucun intérêt : les populations de Kédougou ne s'intéressent pas aux offres de formations professionnelles relatives aux domaines de l'hôtellerie, de la restauration, de la pêche et du bâtiment.

Le faible taux de personnes ayant suivi une formation professionnelle sont originaires de Salémata (2%) ou de Madina Gounass (2%) respectivement dans les régions de Kédougou et de Kolda. Madina Gounass est une cité religieuse de la confrérie soufie tidjane sans un seul centre de formation professionnelle. Salémata est certes un chef-lieu départemental mais demeure une commune sous-peuplée malgré l'existence d'un centre de formation professionnelle.

Tableau 21 : Lieu de résidence des personnes ayant suivi une formation professionnelle

	Oui	Non
Tambacounda	26	74
Makacoulibantang	28	72
Sinthiou Malem	40	60
Kédougou	37	63
Saraya	40	60
Salémata	2	98
Kolda	51	49
Vélingara	65	35
Médina Gounass	2	98
Médina-Yoro Foulah	55	45

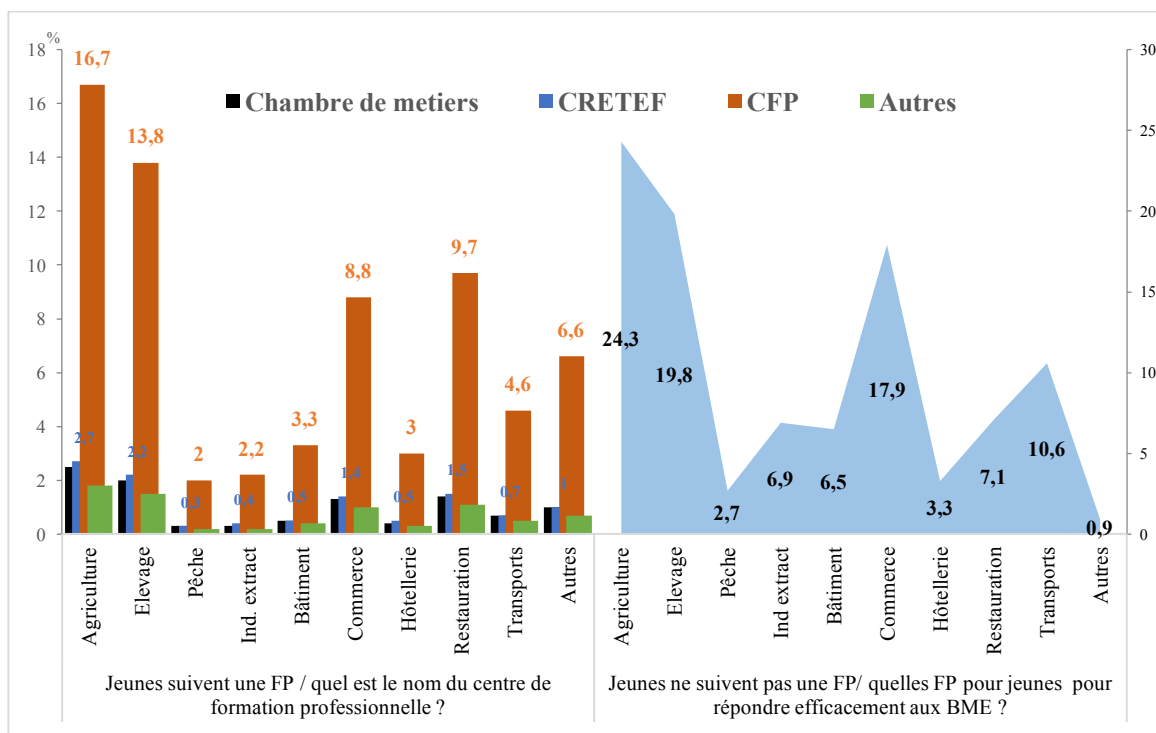
Source : Enquêtes de terrain, 2017

Cette situation peut être expliquée par le fait que Salémata se trouve dans une région de collines incluse en quasi-totalité dans le territoire du Parc national du Niokolo-Koba avec des villages qui ne sont accessibles qu'à pied ou en deux-roues. Cet isolement explique en partie le fort maintien des traditions au sein de la population bassari et le faible intérêt porté à la formation professionnelle.

Que ce soit à Tambacounda, à Kédougou ou à Kolda, des opportunités d'emplois semblent exister pour les personnes ayant suivi une formation professionnelle. Des structures publiques et des établissements privés pourraient accueillir de nombreuses populations locales bien formées.

En outre, des ressources naturelles locales pourraient permettre à de nombreuses populations de ces régions de développer l'auto-emploi notamment dans le domaine de l'agriculture à Tambacounda, dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage à Kolda ou dans les domaines de l'agriculture et du secteur minier à Kédougou.

Figure 24 : Nom des centres de formation professionnelle / formations professionnelles offertes aux jeunes pour les besoins du marché de l'emploi



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Plus de 24% des personnes interrogées, toutes régions confondues, pensent qu'en termes de formation professionnelle, la priorité devrait être accordée à l'agriculture, 20% pensent à l'élevage, 18% soutiennent le commerce tandis que 10% souhaiteraient que les jeunes soient formés dans le domaine du transport. Ces formations professionnelles, selon les personnes interrogées, doivent être dispensées au sein de Centres de formations professionnelles (CFP), en très grande majorité, ou dans des Centres Régional d'Enseignement Technique Féminin (CRETEF). À défaut de ceux-ci, les personnes interrogées soutiennent que les formations peuvent être faites dans des Chambres des métiers.

Tableau 22 : Type de formations professionnelles devant être proposées aux jeunes des villages et villes pour répondre plus efficacement aux besoins du marché de l'emploi

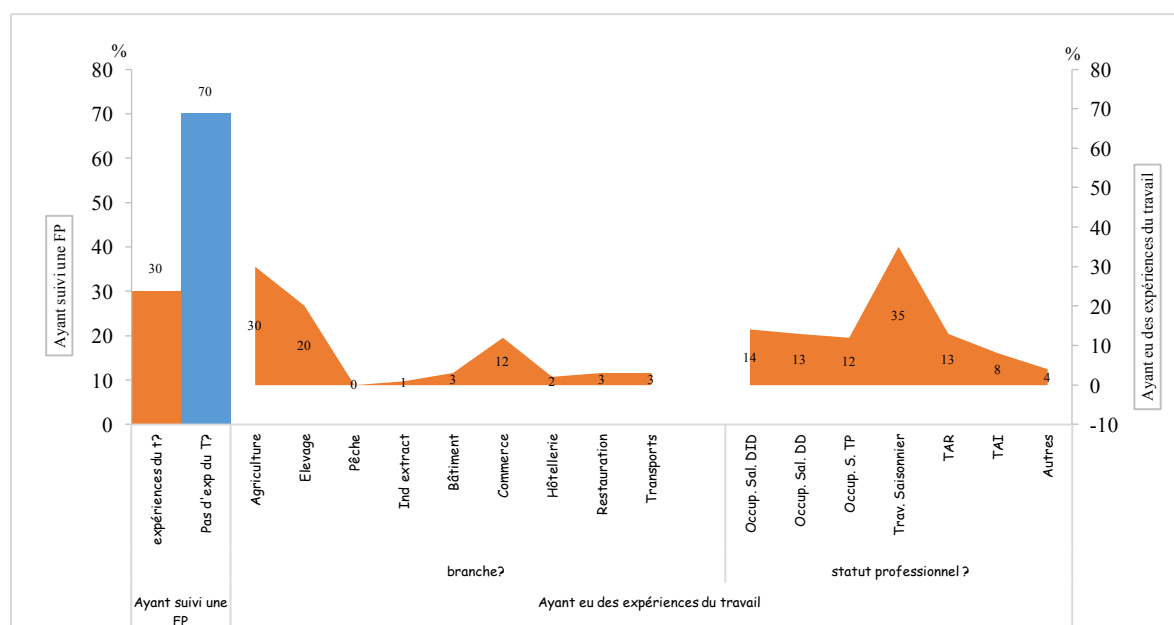
	Agriculture %	Élevage %	Pêche %	Industries extractives %	Bâtiment %	Commerce %	Hôtellerie %	Restauration %	Transports %
Tambacounda	26	20	2	2	6	18	7	4	11
Makacoulbantang	31	19	0	0	0	25	6	13	6
Sinthiou Malem	89	11	0	0	0	0	0	0	0
Kédougou	23	18	1	10	6	15	2	9	14
Saraya	29	9	0	29	3	9	0	6	15
Salémata	18	18	1	11	9	17	0	11	14
Kolda	23	22	1	6	5	23	5	4	11

	Agriculture %	Élevage %	Pêche %	Industries extractives %	Bâtiment %	Commerce %	Hôtellerie %	Restauration %	Transports %
Vélingara	20	19	8	6	10	17	4	10	5
Madina Gounass	33	26	9	5	1	26	0	0	0
Médina-Yoro Foulah	27	24	2	3	5	15	3	10	9

Source : Enquêtes de terrain, 2017

Quand on estime les formations professionnelles à offrir suivant les communes, on constate que les propositions faites par les populations interrogées varient selon les domaines. Ainsi, l'agriculture, l'élevage, le commerce ou le transport sont les domaines les plus identifiés en fonction des réalités locales. Par exemple, on note une demande assez importante pour une formation en industrie extractive à Kédougou, à Saraya et à Salémata. Il en est de même pour une formation en restauration, à Makacoulintang, à Salémata, à Vélingara et à Médina-Yoro Foulah.

Figure 25 : Jeunes ayant suivi une formation professionnelle et ayant eu une expérience du travail / branches de travail et statut professionnel



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Nos enquêtes nous apprennent que parmi les personnes ayant suivi une formation professionnelle, 30% ont déjà travaillé dans le secteur de l'agriculture, 20% dans le domaine de l'élevage, 12% dans le commerce, 3% dans le secteur du bâtiment, 3% dans la restauration, 3% dans le transport, 2% dans l'hôtellerie et 1% dans l'industrie extractive. La majorité de ces jeunes soit plus d'un tiers (35%) avait un statut de travailleur saisonnier au moment de l'enquête, 14% une occupation salariale à durée indéterminée, 13% une occupation salariale à durée déterminée, 12% une occupation salariale à temps partiel, 13% un travail autonome régulier et 8% un travail autonome irrégulier.

Deux constats sont à mentionner. Premièrement, l'agriculture, l'élevage et le commerce sont les trois domaines constamment identifiés au niveau des trois régions aussi bien pour les formations professionnelles sollicitées que pour les activités déjà exercées par les personnes interrogées.

Deuxièmement, les jeunes des trois régions accordent une réelle importance à la formation professionnelle au point qu'ils estiment, qu'outre les financements de projets, la formation professionnelle peut faire perdre aux jeunes l'envie de migrer.

Tableau 23 : Ce qui ferait perdre l'envie de migrer

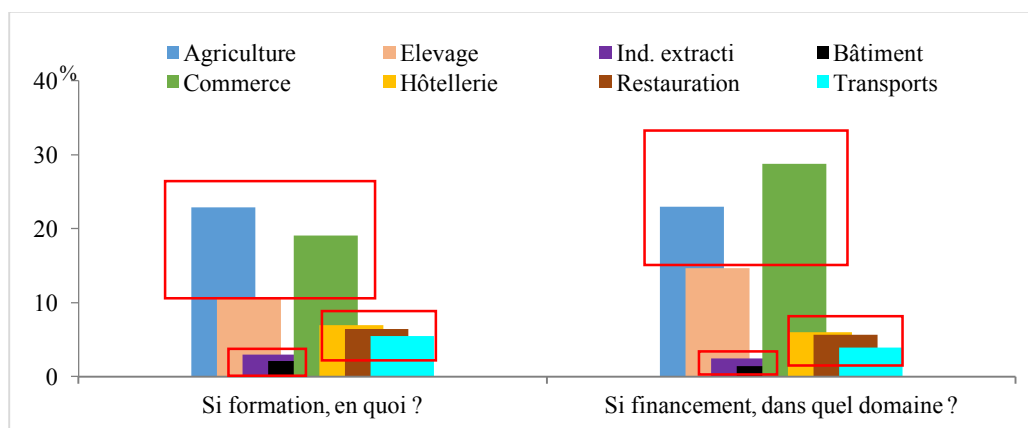
Qu'est-ce qui vous ferait perdre l'envie de migrer ?	Une formation Professionnelle %	Un financement %	Autres %
Tambacounda	51	48	2
Makacoulibantang	54	46	0
Sinthiou Malem	46	50	4
Kédougou	52	46	2
Saraya	58	16	26
Salémata	47	52	1
Kolda	41	52	6
Vélingara	49	50	1
Médina Gounass	31	69	0
Médina-Yoro Foulah	36	62	3

Source : Enquêtes de terrain, 2017

Ils sont plus de la moitié des jeunes à Tambacounda, à Makacoulibantang, à Kédougou et à Saraya avec respectivement 51%, 54%, 52% et 58% qui perdraient l'envie de migrer s'ils bénéficiaient d'une formation professionnelle. À Sinthiou Malem, Salémata, Kolda, Vélingara, Médina Gounass et Médina-Yoro Foulah, ils sont respectivement 46 %, 47%, 41%, 49%, 31% et 36% des jeunes candidats à la migration qui pourraient laisser tomber l'idée de migrer s'ils parvenaient à suivre une formation professionnelle.

Dans le cadre de cette étude, sur l'échantillon global de 882 personnes, 19% ont suivi une formation professionnelle et, particulièrement, parmi les 45% des jeunes (393) déclarant avoir un projet de migration, environ 9% ont suivi une formation professionnelle.

Figure 26 : Ce qui ferait perdre l'envie de migrer / type de formation / financement / domaine ciblé



Source des données : Enquêtes de terrain, 2017

Des réponses collectées au niveau des trois régions, nous constatons que plus de la moitié des personnes interrogées (52,7%) pensent que les candidats à la migration peuvent perdre l'envie de migrer s'ils bénéficiaient d'une formation professionnelle en agriculture (22,9%), en élevage (10,7%) et en commerce (19,1%).

D'autres besoins en formation professionnelle sont également mentionnés. Il s'agit de l'hôtellerie (7%), de la restauration (6,4%), du transport (5,5%), des industries extractives (3%) et du bâtiment (2,1%). Le reste (23,3%) se prononce en faveur de divers autres domaines dont la pêche, la santé, la mécanique, l'électricité, l'informatique, la menuiserie, la maçonnerie, plomberie, la peinture, la couture, le jardinage, etc.

La formation professionnelle est perçue par les personnes interrogées comme étant plus efficace que l'enseignement général pour faire perdre l'envie de migrer à une personne originaire du Sud et Sud-Est du Sénégal. En effet, l'enseignement général est vu par la quasi-totalité des personnes interrogées comme n'étant pas très efficace pour faciliter aux apprenants de trouver du travail. Par conséquent, il est source de sous-qualification professionnelle pour de nombreux jeunes et de forte exclusion du monde du travail comme en témoignent un jeune candidat à la migration et un enseignant, tous deux enquêtés à Kolda.

« L'enseignement général contribue énormément au chômage des jeunes dans la mesure où les apprenants passent la moitié de leurs années à étudier ; du coup quand ils voudront travailler, ils seront obligés de retourner dans les centres ou écoles de formation afin de devenir opérationnels. Et tout cela constitue un long processus » (KD. 22 ans. Candidat à la migration. Kolda).

« L'enseignement général, c'est juste pour donner aux apprenants quelques notions de base. En tant qu'enseignant, j'ose dire que l'enseignement général contribue au chômage des jeunes » (Enseignant. Kolda).

En donnant la parole aux jeunes, nous constatons l'urgence de redéfinir le système d'enseignement national en privilégiant surtout la formation professionnelle plutôt que l'enseignement général. Deux focus groups réalisés à Tambacounda auprès de jeunes élèves nous renseignent, d'une part, sur le désavantage de leur région contrairement au reste du pays en termes d'offres de formation professionnelle et, d'autre part, sur leur souci face à la migration irrégulière. Ils nous livrent leurs propos dans une ambiance détendue.

Yacine : *Je trouve qu'il faut encore plus d'offres de formation professionnelle à Tambacounda. Pour le moment, il nous en faut un peu plus afin d'avoir plus d'opportunités dans le marché du travail. À ma connaissance, il y a une offre de formation en santé et nous avons eu récemment un projet sur l'imagination Africa qui consistait à apprendre les jeunes à mieux comprendre les réseaux sociaux. Je pense qu'avec les cours de multimédia que nous suivons, il est bien possible d'avoir plus de centres de formation professionnelle à Tambacounda.*

Marième : *Je suis du même avis qu'elle. Il n'y a pas assez d'offres de formation professionnelle à Tambacounda qui permettraient aux jeunes de s'insérer rapidement dans le marché de l'emploi. Malheureusement au Sénégal, les offres de formation professionnelle se trouvent à Dakar. Elles sont toutes à la capitale ! C'est comme si Tambacounda n'existe pas ! Les jeunes de Tambacounda sont obligés de se rendre à Dakar pour suivre une formation professionnelle de qualité. Il faut donner la chance à tous les jeunes du Sénégal.*

Les offres de formation professionnelle ne doivent pas seulement exister à Dakar. Certes, c'est la capitale mais il faut penser aux autres coins du Sénégal. Il y a Tambacounda, Kédougou et bien d'autres villes qui ont besoin de ces offres de formation professionnelle.

Khadija : *À vrai dire, à Tambacounda, nous n'avons que le centre de formation de santé. Notre région a besoin d'offres de formation professionnelle surtout pour les élèves de la Terminale qui, après le baccalauréat, veulent suivre une formation ici même à Tambacounda. Cela éviterait le chômage de nombreux bacheliers.*

Yacine : *Je lance un appel à l'État du Sénégal pour qu'il prenne en charge l'éducation de tous les enfants du Sénégal sans distinction.*

Marième : *Je pense qu'il est même possible d'offrir une offre de formation professionnelle aux jeunes sans attendre qu'ils ne soient en classe de Terminale. Il y a de nombreux jeunes qui quittent l'école après la classe de 3^{ème} et souvent avec le BFEM en poche. Ils abandonnent parce qu'ils n'ont pas les moyens de poursuivre les études ou bien encore parce qu'il leur faut travailler pour soutenir leurs parents. Ces jeunes, le plus souvent, sont des "Jakartamen".²¹*

Yacine : *Même après le BFEM, on peut bien suivre une formation professionnelle en santé, en agriculture, en économie, en élevage, etc. Je pense que pour toutes ces disciplines, il est bien possible de créer à Tambacounda de nombreux centres de formation professionnelle.*

Marième : *Pas que pour ces disciplines uniquement ! J'aimerais voir un peu de tout : de l'architecture, de la couture, etc.*

Khadija : *Moi, je préfère voir une formation professionnelle en santé.*

Marième : *Oui, une formation en santé mais également des formations professionnelles pour ceux qui veulent travailler dans des bureaux. Il y a beaucoup de gens qui veulent faire de l'ingénierie, de l'architecture, de l'hôtellerie, de l'informatique, etc.*

Khadija : *Il y a des jeunes qui souhaitent suivre une formation professionnelle en couture, en coiffure, en cuisine. Il y a tellement de choses à offrir aux jeunes de Tambacounda.*

Marième : *Et pour les "Jakartamen", il est bien possible de leur offrir une formation professionnelle en mécanique car ils font beaucoup d'accidents.*

À l'image de ces jeunes collégiennes, d'autres personnes consultées soutiennent que les musiciens "rappeurs" de Tambacounda devraient, eux également, bénéficier d'une formation professionnelle car "*l'art ne nourrit plus son homme*". Au cours de nos discussions, elles mentionnent aussi que l'enseignement technique peut être une opportunité qui pourrait permettre aux jeunes de trouver plus facilement du travail.

Mohamed : *Tambacounda est une zone avec une très grande superficie. On pourrait y créer de nombreux centres de formation professionnelle agricole car les sols sont fertiles et il pleut beaucoup. Malheureusement c'est une zone où tous les jeunes veulent devenir des musiciens rappeurs. Le rap ne paye pas tout le temps. Ces rappeurs devraient bénéficier d'une formation professionnelle.*

Damel : *C'est vrai, l'art ne nourrit pas son homme à Tambacounda !*

Mohamed : *Je pense qu'il faut également équiper les écoles. À Tambacounda comme partout ailleurs au Sénégal, les enseignements sont très théoriques. Par exemple, pour nos cours en physique et chimie, on nous parle de benzène alors que je n'ai jamais vu le benzène, de microscopes électroniques, etc. On devrait avoir des enseignements pratiques avec des laboratoires bien équipés.*

²¹ Conducteur de moto jakarta.

Damel : *On voit des élèves qui ont 17 ou 18 de moyenne en physique ou en mathématiques mais quand tu l'amènes dans un laboratoire, ils ne pourront même pas identifier ce qui est devant eux.*

Mohamed : *Peut-être en équipant les écoles et en créant des entreprises qui vont travailler en partenariat avec les écoles, les choses vont changer un jour. Il faut arriver un jour à perfectionner les laboratoires des écoles et permettre aux élèves de découvrir la pratique. Par exemple, on pourrait permettre aux élèves de se rendre à la SONATEL pour y voir comment se font les installations.*

Ces différents propos nous renseignent sur l'urgence de trouver aux jeunes une formation pratique durant leur scolarité. Ils nous apprennent également la nécessité - à Tambacounda et au Sénégal de manière générale - d'offrir aux apprenants des stages sous le statut de formation continue au niveau des entreprises locales.

De telles options donneraient la possibilité aux apprenants d'acquérir des compétences pratiques qui vont renforcer les enseignements théoriques qui leur sont transmis au niveau des collèges et lycées. Par conséquent, les jeunes vont arriver à s'insérer plus facilement dans le marché de l'emploi local qui évolue régulièrement pour s'adapter aux besoins et aux changements d'une société devenue, de plus en plus, exigeante en matière de formation professionnelle grâce à la loi d'orientation de la formation professionnelle.²²

VIII. APPROCHES ESSAYEES DANS LA RECHERCHE DE SOLUTION

La situation des migrations irrégulières nécessite des mesures urgentes afin d'offrir des alternatives continues aux populations des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda qui constituent, au cours des dernières années, une part importante des flux migratoires sénégalais. Afin d'identifier ces actions urgentes, nous avons interrogé des candidats à la migration, des migrants rapatriés, des migrants réguliers revenus pour des vacances, des parents, des enseignants, des institutionnels (ARD, Conseil de la jeunesse, ONG, etc.), etc. des régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal.

Certaines populations interrogées pensent qu'il existe bien des stratégies pouvant maintenir les candidats à la migration irrégulière dans leurs territoires d'origine. À cet effet, des candidats à la migration rapatriés (soit 11% des migrants de retour) soutiennent que la seule action efficace pour lutter contre la migration irrégulière est la création d'emplois.

« Pour trouver une solution à la migration irrégulière, il faut créer des emplois ! Tant que les jeunes ne font pas quelque chose qui puisse leur apporter de l'argent, ils vont toujours penser à partir quel que soit le prix à payer » (Homme. 17 ans. Candidat à la réémigration. Kolda).

Cette situation de "manque d'emploi" et par conséquent de "manque de revenus" revient dans les propos de certaines personnes interrogées. D'autres jeunes plus nuancés soutiennent qu'ils ne sont actifs que durant la saison des pluies (4 à 5 mois) et restent sans travail durant une longue période de l'année, la saison sèche (7 à 8 mois).

²² Au Sénégal, l'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 26 décembre 2014 la loi d'orientation de la Formation professionnelle et technique (loi n°2015-01).

Comme en témoigne ce jeune homme de 21 ans migrant rapatrié et résidant à Saraya :

« Ici nous ne travaillons que durant la saison des pluies. Seulement trois ou quatre mois au maximum. Durant la saison sèche, nous vendons nos cultures et restons sans rien faire jusqu'à la prochaine saison des pluies ».

Les activités des populations rurales sont tributaires de la saison des pluies et le reste de l'année, elles sont moins occupées. Une telle situation a entraîné, chez de nombreuses populations, un sentiment de frustration car elles estiment "être abandonnées" et "oubliées" par l'État du Sénégal. Par conséquent, il est récurrent d'entendre dire par ces populations : « *Nous ne sommes pas considérées par les autorités du pays !* ».

L'absence d'offres d'emplois est perçue par certaines populations interrogées comme une angoisse d'abandon. Une telle situation a créé un sentiment de frustration et, par conséquent, pour ces populations la migration est une issue qui leur est ouverte pour échapper à l'inoccupation comme nous le fait comprendre un jeune de Makacoulibantang : « *la migration est notre seul espoir ici dans le village* » (Homme. 19 ans rapatrié et candidat à l'émigration. Makacoulibantang).

Cependant, ils (jeunes rapatriés et/ou candidats à la migration) restent convaincus que la création de l'emploi dans les villages et villes de ces régions du Sud et Sud-Est du Sénégal pourrait assurer aux jeunes des revenus suffisants et par conséquent ôter toute envie de migrer chez les jeunes.

« Nous partons à la recherche de conditions meilleures. Donc si ce que nous recherchons dans les pays étrangers se trouvait ici, aucun jeune ne penserait à quitter le village ; les parents aimeraient bien voir leurs enfants à côté d'eux avec des projets qui les permettraient de vivre décemment. Aucun parent ne souhaite voir ses enfants partir dans des conditions hasardeuses (...) ils ne veulent pas que leurs enfants partent en aventure mais que faire face à ces conditions de vie difficiles » (Homme. 19 ans rapatrié et candidat à la l'émigration. Makacoulibantang).

À partir de ces propos, nous constatons que l'offre de formation professionnelle est considérée comme une incontestable alternative pour atténuer la migration irrégulière. Cette idée revient sans cesse dans la définition des alternatives pour maintenir les jeunes dans leur pays à défaut de leurs régions d'origine.

« À Kolda, comment mettre fin à la migration irrégulière ? Sans des offres de formation professionnelle (...) c'est presque impossible de ne pas migrer ».

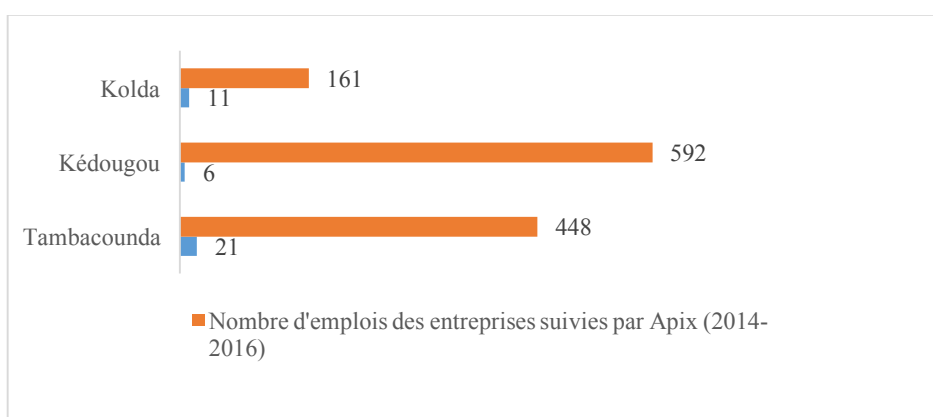
Le manque de formation professionnelle entraîne un sous-emploi malgré les énormes potentialités et opportunités de développement dont disposent les régions du Sud et Sud-Est du Sénégal mais surtout aux efforts mobilisés au Sénégal en termes de création d'emploi à travers des entreprises.

L'étude de « *faisabilité du Projet pour la Mise à niveau d'entreprises locales dans des régions défavorisées du Sénégal* » réalisée par le Cabinet AGIR pour le compte de l'Agence Française de Développement (juin 2016) a permis d'appréhender le tissu des entreprises au Sénégal.

Au total, 1 790 entreprises ont été recensées au Sénégal et 645 dans les régions du Sud et du Sud-Est (272 à Tambacounda, 218 à Kédougou et 155 à Kolda).²³

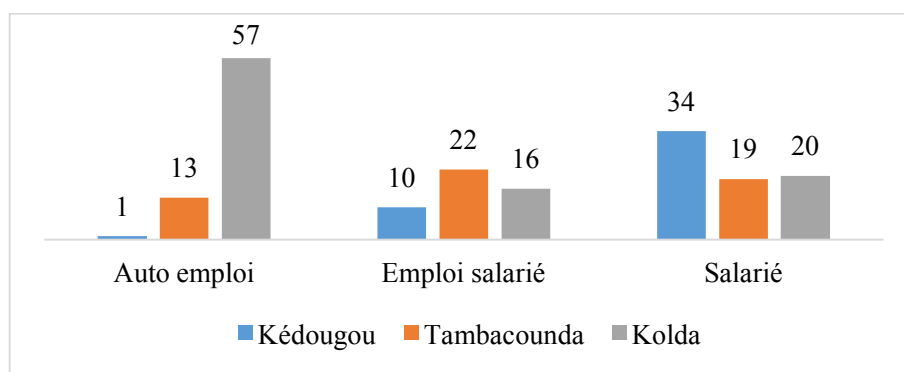
En plus des entreprises créées dans les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal, il faut signaler que l'Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX) s'est mobilisée pour le succès de ces structures. C'est ainsi que l'APIX, à travers ses bureaux, accompagne des entreprises en assurant un suivi constant des entreprises privées, éligibles aux régimes économiques du code des investissements et du statut d'entreprise franche d'exportation.

Figure 27 : Nombre d'entreprises suivies par APIX (2014-2016) et d'emplois créés par celles-ci



Source : APIX, 2016

Figure 28 : Répartition du taux d'insertion entre l'auto emploi et l'emploi salarié selon les régions



Source : CEP/MFPAA

En continuité avec ce qui a été dit précédemment, des populations des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda estiment que les agents de l'État et les ONG ont un rôle à jouer dans la recherche d'actions urgentes pour mettre fin à la migration irrégulière. Selon elles, les agents de l'État et les ONG sont attendus pour financer des projets des jeunes et offrir des formations professionnelles qui répondent aux besoins du marché d'emploi pour que les jeunes puissent être compétitifs et ainsi accéder aux emplois.

²³ Cabinet AGIR, Étude de faisabilité PMN des entreprises locales, juin 2016

Le fait de désigner des ONG en termes de création d'emploi sans nommer le secteur privé laisse penser toute l'ignorance des personnes interrogées aux missions de ces deux entités. En plus, comme le souligne Gérard Perroulaz (2004), les ONG bénéficient d'un grand prestige auprès de la population, mais on connaît finalement assez peu leur travail et le terme même d'ONG est très vague. Se peut-il qu'elles soient si appréciées parce qu'on les connaît finalement si peu ?

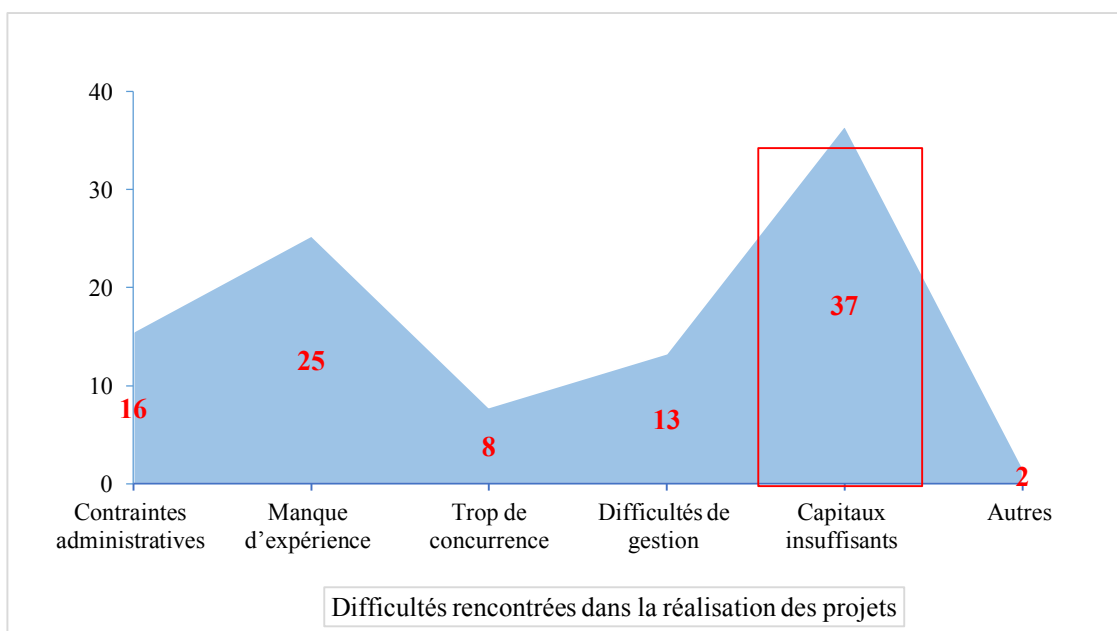
Tableau 24 : Réalisation de projets d'investissement par les candidats à la migration

		Tambacounda %	Kédougou %	Kolda %
Souhaitez-vous réaliser des projets d'investissement ?	Oui	94	84	88
	Non	6	16	13
Actuellement, avez-vous un ou des projet (s) d'investissement ?	Oui	14	32	36
	Non	86	68	64

Source des données : Enquêtes de terrain, 2017

Des candidats à la migration interrogés, seuls 12% d'entre eux ont réussi à réaliser leur projet d'investissement dans leur région ; près de 77% qui disent avoir une fois essayé, soutiennent avoir échoué à cause d'énormes difficultés rencontrées pour la réalisation de leur (s) projet (s).

Figure 29 : Difficultés rencontrées par les jeunes pour la réalisation de leurs projets



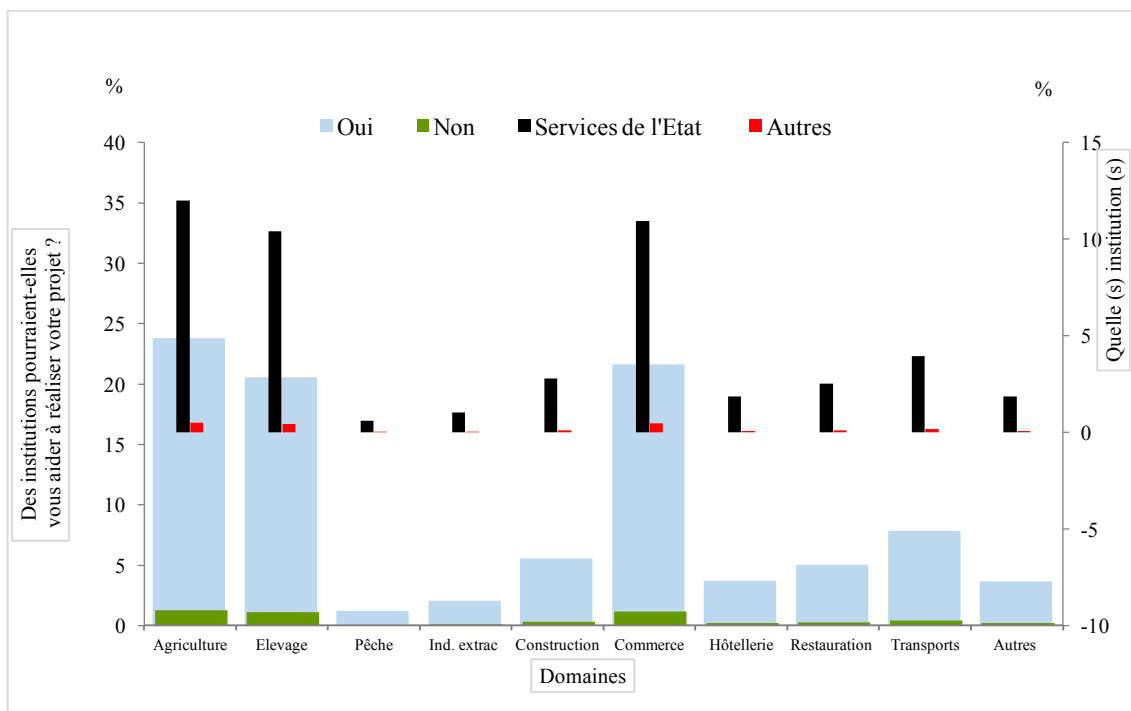
Source : Enquêtes de terrain, 2017

Les personnes ayant connu des difficultés pour le succès de leurs projets soutiennent être confrontées à des obstacles liés, notamment, au manque d'expérience, à la concurrence, au problème de gestion, etc. À côté de ceux-ci d'autres personnes, près de 40%, affirment n'avoir pas réussi leurs projets à cause de ressources financières insuffisantes.

Pour toutes ces raisons, 95% des candidats à la migration et porteurs de projets au niveau des trois régions (Tambacounda, Kolda et Kédougou) considèrent que « *les services de l'État et les ONG devraient les aider à réaliser leurs projets ou à trouver du travail afin de ne plus continuer à penser à la migration irrégulière* ».

Subséquentement, 48% des candidats à la migration et porteurs de projets soutiennent attendre le soutien des services de l'État et 50% celui des ONG pour développer leurs projets. Le fait d'attendre les services de ces institutions pour développer leurs "propres affaires" nous montrent le manque d'initiatives entrepreneuriales de ces candidats à la migration mais surtout leur exigence d'être "assistés" malgré toutes les potentialités économiques offertes par leurs territoires d'origine. Cette mentalité d'assistance pousse à attendre une solution venant de l'État.

Figure 30 : Domaine dans lesquelles les jeunes ont actuellement un ou des projet(s) d'investissement / Des institutions pourraient-elles vous aider à réaliser votre projet ? / Si oui quelles institutions ?



Source : Enquêtes de terrain, 2017

Nos enquêtes nous renseignent que, 25% des candidats à la migration et porteurs de projets souhaitent s'investir dans le domaine de l'agriculture ; 23% dans le commerce ; 22% dans le domaine de l'élevage ; 8% dans le secteur du transport ; 6% dans le bâtiment ; 5% dans la restauration ; 4% dans l'hôtellerie et 2% dans l'industrie extractive.

La place importante qu'occupent l'agriculture et l'élevage dans le choix des projets des candidats à la migration s'explique par la situation géographique des régions étudiées. Celles-ci connaissent une relative bonne pluviométrie et une diversité écologique même si aux cours des dernières années des difficultés liées à l'irrégularité des pluies ont été signalées par des populations locales. Elles sont également des régions avec de grandes potentialités agropastorales et de cultures céréalières.

La situation géomorphologique des régions étudiées explique également l'intérêt que les candidats à la migration et porteurs de projets accordent à l'industrie extractive. Pour les populations interrogées, les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal regorgent d'importantes potentialités minières pouvant offrir aux candidats à la migration et porteurs de projets de nombreuses opportunités d'emploi.

La position géographique des régions étudiées explique la place donnée au commerce et au transport dans le cadre des projets à développer par les candidats à la migration. Ces régions se trouvent au niveau des frontières entre le Sénégal et le Mali (Tambacounda et Kédougou), des frontières entre le Sénégal et la Guinée Conakry (Tambacounda et Kédougou) et des frontières entre le Sénégal et la Guinée Bissau (Kolda).

Tambacounda, Kédougou et Kolda sont également des régions touristiques aussi modeste soit le développement du secteur. Pour ces raisons, la restauration et l'hôtellerie figurent parmi les activités auxquelles les candidats à la migration souhaitent investir.

Sous un autre registre, des populations interrogées, migrantes et non migrantes, mais également leurs parents et des formateurs sont sceptiques par rapport à toute idée de vouloir dissuader les candidats à la migration sans véritablement leur offrir des alternatives pour se réaliser urgemment. C'est l'avis d'une mère de famille en attente de son enfant parti en Libye depuis 2 ans. Rencontrée à Missirah, certes elle accepte difficilement l'absence de son enfant mais partage avec nous son désarroi lorsqu'il est question de dissuader les candidats à la migration :

« Il sera très difficile de dissuader les enfants de ne pas voyager s'il n'y a pas du travail. La seule voie possible pour les enfants, c'est de partir. Pour les jeunes et certains parents qui encouragent leurs enfants à partir « il n'y a que deux possibilités : soit on réussit, soit on meurt en cours de route ». C'est presque impossible d'enlever cette idée de leur tête ! Et surtout qu'au village, les gens n'hésiteront pas à vous répondre « Ici, bien vrai qu'il y a des morts mais aussi beaucoup de belles maisons. Ce sont les migrants qui les ont construites ». Pour eux, ceux qui sont morts sont ceux qui se sont sacrifiés pour que les autres puissent réussir » (Bana, 42 ans. Missirah).

Selon un formateur rencontré à Tambacounda, la dissuasion ne va pas se faire facilement car l'envie de migrer est quelque chose qui est – déjà – inscrite dans le cours normal de la société sénégalaise à cause d'une sorte de rejet de la méritocratie. De ses propos, il ne s'agit pas uniquement de mettre en place une politique d'emploi de façon générale mais de repenser le fonctionnement de la société sénégalaise.

« Il faut une politique d'emploi qui permet aux gens de trouver du travail. Il faut aussi éviter de privilégier certains diplômés au détriment des autres. Je me dis que c'est l'État même qui incite les jeunes à partir en aventure car il ne fait rien pour que ceux qui restent soient bien considérés. Combien y a-t-il d'intellectuels qui sont laissés en rade au profit de ceux qui ont migré ? Combien d'intellectuels chôment ? Quand tu étudies au Sénégal, tu n'es pas considéré contrairement à ceux qui ont obtenu un diplôme à l'étranger. Au Sénégal, on privilégie celui qui a fait ses études à l'étranger. Même dans les partis politiques, quand il s'agira de distribuer les postes, on choisira celui a étudié à Cambridge ou à la Sorbonne au détriment de celui a obtenu ses diplômes au Sénégal. Il n'y a pas une réelle politique qui encourage les jeunes à rester au pays. Les jeunes sont découragés car ce n'est pas le mérite qui est récompensé. C'est peut-être par les raccourcis que les gens arrivent à se réaliser. C'est pourquoi aujourd'hui, ce sont des tricheries à grande échelle. Il faut tricher pour réussir. Tu apprends pour connaître mais tu triches pour réussir. Ce n'est pas la méritocratie qui est encouragée. Ce n'est pas uniquement au niveau de l'État. C'est toute la société sénégalaise qui est affectée par la recherche de raccourci ! Même dans la famille, c'est l'enfant qui contribue le plus qui est considéré au détriment des autres. Et cela fait révolter de nombreux jeunes qui estiment que c'est par la migration qu'ils peuvent arriver à être mieux considérés » (MMF. 42 ans. Formateur. Tambacounda).

En termes d'actions à mettre en place, des collégiennes de Tambacounda rappellent le rôle de l'État qui doit, non seulement combattre le chômage, mais aussi promouvoir l'emploi des jeunes.

Yacine : *L'État doit proposer de bons emplois aux jeunes.*

Aïssatou : *Je pense que si l'État propose du travail aux jeunes, le taux de chômage allait se diminuer de même que l'envie de partir en Europe.*

Marième : *Je pense que Yacine a raison mais il faut que les jeunes se mettent au travail. Il faut des centres de formation pour que les jeunes aient quelque chose dans la tête.*

Khadija : *Effectivement, les jeunes veulent migrer parce qu'ils sont en chômage. Si l'État crée des emplois, les jeunes pourront rester ici, travailler et réussir.*

À la question « quelles actions urgentes engagées ? », des jeunes de Kédougou soutiennent que pour faire perdre l'envie de voyager de manière irrégulière, il faut encourager la création d'entreprise car nombreux sont les jeunes potentiels candidats à la migration qui engagent des initiatives personnelles pour se réaliser.

Mamadou : *Il faut développer la création d'entreprise à Tambacounda. On peut y créer des entreprises pour le recyclage de déchets plastiques, des entreprises pour l'exploitation du fer parce qu'à Kédougou, il y a beaucoup de fer. Ce sont des choses qui peuvent attirer les jeunes. Il y a beaucoup de jeunes qui s'intéressent à l'exploitation du fer. Aujourd'hui, ils sont nombreux à parcourir tous les quartiers de la ville pour ramasser de vieilles canettes de soda. Ils les mettent dans des sacs pour les vendre au kilogramme aux ferrailleurs alors que le kilo ne coûte pratiquement rien du tout. Tu peux parcourir toute la ville pour n'avoir que 2 kilogrammes. Et à la vente on se retrouve avec 600 FCFA. Cela ne pourra pas résoudre les problèmes du jeune. Ce jeune-là, s'il a une petite opportunité pour migrer il ne va pas hésiter.*

Saer : *À Kédougou, il serait bien de créer des entreprises techniques mais également aménager des espaces artistiques. Il y a beaucoup de jeunes qui abandonnent les tables-bancs en espérant être un jour des tailleurs, des menuisiers ou parfois dans des garages mécaniques. Ce sont des jeunes à encourager car ils veulent faire quelque chose dans la vie. Malheureusement, on ne leur prête pas attention.*

Ces initiatives autour de l'exploitation du fer sont certes des activités dégradantes et financièrement peu valorisantes mais elles semblent être les seules issues pour se réaliser à Kédougou. Le ramassage « de vieilles canettes de soda » a attiré de nombreux Sénégalais qui, avec la demande de la Chine et de l'Inde, ont trouvé des débouchés solvables.

Au Sénégal, la collecte de la ferraille, activité à temps plein, est devenue une source de revenus consistante pour nombre de jeunes. Cette situation engendre des nuisances importantes pour les habitants et a des conséquences néfastes sur la santé des populations, sur l'environnement et sur les ressources. Au plan juridique, la loi 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'environnement précise : « les déchets doivent être éliminés ou recyclés de manière écologiquement rationnelle afin de supprimer ou de réduire leurs effets nocifs sur la santé de l'homme, sur les ressources naturelles, la faune et la flore ou la qualité de l'environnement ».

Malgré cette décision, l'activité mobilise de nombreux jeunes qui s'y investissent faute de trouver un meilleur travail. Des recherches précédentes nous renseignent que la collecte de la ferraille a permis à de nombreux jeunes de se constituer un capital économique conséquent pour migrer (Tandian A., 2013).

Différentes initiatives, qu'elles soient individuelles ou de la part d'ONG et de partenaires techniques et financiers, laissent penser qu'il est nécessaire d'améliorer les conditions de vie des populations des régions du Sud et du Sud-Est pour que la migration ne soit pas la seule alternative.

Régions	Approches et projets	Actions
Kolda	Programme d'appui au développement économique de la Casamance (PADEC)	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en valeur le potentiel agricole et agro-alimentaire par les petits producteurs/trices à travers un appui à des filières porteuses.
	Programme d'Appui au Développement Agricole et de l'Entreprenariat Rural (PADAER)	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner en termes d'appui les producteurs dans leurs activités agricoles. Une descente sur le terrain a permis de constater de près, les réalisations obtenues par le paysannat dans différentes filières que sont le riz, le maïs, et autres spéculations maraichères.
	Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes (PAPEJF)	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'autonomisation des jeunes et des femmes à travers notamment le financement de projets porteurs dans les secteurs productifs.
	Alternatives endogènes contre les migrations irrégulières (ALEMI)	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer des activités de production au Fouladou pour empêcher les voyages risqués des jeunes. Permettre aux jeunes de rester au Fouladou et d'y réussir, cet appui a ciblé des groupes de jeunes sélectionnés pour leur volonté de ne pas aller en migration. Ils viennent des communautés rurales environnantes de Kolda où les produits avicoles sont facilement vendables, du fait d'un marché existant.
	ONG La Lumière décroche un projet pour la réinsertion de 270 jeunes migrants de la région de Kolda (octobre 2016)	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter leur réintégration sociale, professionnelle, économique et environnementale par un projet d'insertion professionnelle des migrants retournés et de potentiels jeunes sur le point de faire le voyage. Une initiative qui vise la création de micros entreprises Offrir aux jeunes migrants de ladite région une alternative de création de richesses et d'emplois décents et durables dans leur propre terroir en mettant en place 7 micros entreprises que sont 2 fermes d'élevage, 2 fermes maraichères, connectés à 3 restaurants qui sont des valeurs marchandes au niveau des chefs lieu de département.
Tambacounda	Projet d'urgence de lutte contre la migration irrégulière (février 2017)	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la maîtrise du phénomène de l'émigration clandestine (par voie) terrestre du Sénégal vers les rives de la Méditerranée. Limiter le phénomène de l'émigration clandestine. Créer les conditions pour des possibilités d'emploi, par la formation professionnelle et le développement. Sensibiliser sur les risques liés au départ. Prévoir la formation de 225 jeunes encadrés par un bureau d'emploi pour leur insertion

Régions	Approches et projets	Actions
		<p>professionnelle dans des entreprises ou par l'auto-emploi.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduire de 50% les déclarations d'intention" d'émigrer de manière clandestine à la fin du projet.
	Sensibilisation à travers le cinéma sur les risques de l'immigration irrégulière (octobre 2017)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les potentiels candidats à l'immigration irrégulière. Dans une campagne dénommée CinémArena, le cinéma est utilisé pour aider les jeunes à disposer des informations avant d'arpenter le chemin périlleux de l'immigration clandestine.
	Projet d'appui à la cohésion sociale et la création d'opportunité d'emploi (PROCOSOC)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire en sorte qu'il soit possible d'avoir plus de cohérence, de cohésion sociale mais également d'offrir aux jeunes des opportunités d'emploi car le taux de chômage et de pauvreté est extrêmement élevé à Tambacounda. ▪ Renforcer les capacités des bénéficiaires avec comme le module sur l'agroforesterie, les délégations des jeunes de Koumpentoum et de Tambacounda.
Kédougou	Projet d'Appui au Développement et à l'Intégration de l'Apprentissage (PADIA)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lutter contre la pauvreté, ▪ Apporter une réponse au manque de formation qualifiante des jeunes de la région de Kédougou dans des filières porteuses.
Pour toutes les 3 régions	Développer l'emploi au Sénégal : Renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer au développement d'une formation professionnelle et technique de qualité répondant aux besoins du développement économique et social susceptible de garantir une insertion socio-professionnelle réussie et contribuer ainsi à réduire le nombre de jeunes désireux de quitter leur pays. ▪ Renforcer le tissu d'entreprises locales ; ▪ Elargir l'accès équitable à la formation professionnelle ; ▪ Favoriser l'insertion des jeunes non qualifiés via la formation dans le secteur artisanal et informer sur les opportunités économiques au Sénégal.

Ces projets et programmes ont été initiés dans les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal par des Organisations Non Gouvernementales ou par des Partenaires Techniques et Financiers pour améliorer les conditions de vie des populations locales. Ces différentes interventions de manière directe ou indirecte cherchent à fournir aux populations des régions de Kolda, de Kédougou et de Tambacounda les ressources nécessaires pour se réaliser sur place sans faire de la migration une nécessité.

IX. CONCLUSION

Cette recherche a été réalisée dans les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal et au total 882 personnes ont été interrogées dans les trois régions concernées dont 334 à Tambacounda (Tambacounda, Makacoulibantang, Sinthiou Malem), 313 à Kédougou (Kédougou, Saraya, Salémata) et 235 à Kolda (Kolda, Vélingara, Médina Gounass, Médina-Yoro Foulah).

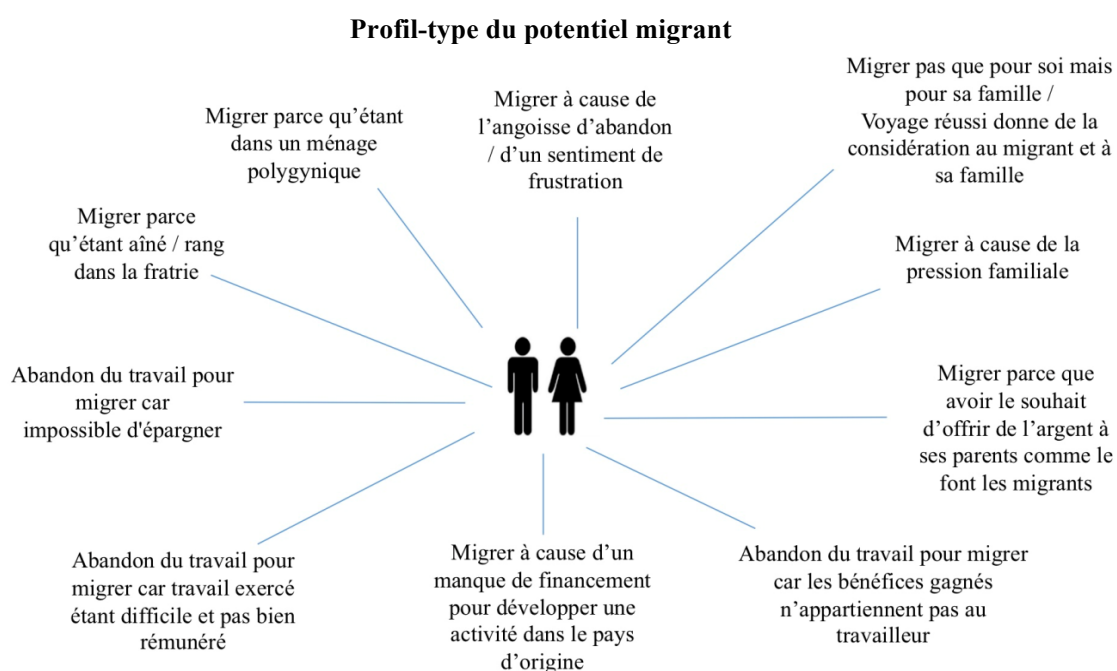
Deux types d'entretiens ont été faits dans le cadre de cette recherche : des entretiens non directifs et des entretiens directifs selon les acteurs. Ces différents entretiens nous ont permis de vérifier l'évolution des migrations et l'attention portée par les populations à certains éléments qui nourrissent les causes sous-jacentes/profondes/structurelles des phénomènes migratoires au sein des régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou).

La collecte des données nous a permis d'approfondir certains points afin de mesurer l'influence des pratiques et facteurs historiques, culturels, économiques, sociaux et politiques sur les migrations dans cette partie du Sénégal.

Les résultats de cette recherche nous apprennent que pour définir le profil-type du migrant potentiel diverses composantes sociales, culturelles, économiques, politiques, etc. sont à prendre en compte.

Des populations interrogées nous signalent que le paramètre de la pression sociale est important et que l'aventure entreprise dépasse une quête d'ordre purement individuel. En outre, elles soutiennent que l'envie de se réaliser, le besoin d'échapper à la précarité, la quête d'un emploi réconfortant et un avenir alléchant sont, entre autres, autant de raisons qui déterminent l'envie de migrer.

Cette recherche nous confirme que la rivalité entre demi-frères peut pousser des coépouses à encourager leurs enfants à migrer. En outre, l'aîné est plus enclin à migrer que les autres membres de la famille car être le premier enfant, c'est occuper une place particulière.



Cette recherche nous apprend également que des jeunes du Sud et du Sud-Est du Sénégal accordent une importance capitale à la migration qu'ils considèrent comme la seule et véritable porte de sortie pour se réaliser car ils estiment être "*abandonnés*" à cause de l'éloignement de leurs régions d'origine.

Le profilage du migrant potentiel nécessite également de prendre en compte d'autres composantes. La pression familiale et la quête de prestige social pour soi et pour sa famille sont évoquées comme des raisons valables pour migrer selon des populations interrogées.

Celles-ci soutiennent que l'impossibilité d'épargner au pays d'origine, le travail difficile et pas assez rémunéré et le manque de financement pour "*développer ses propres affaires*" sont autant de mobiles pour justifier l'envie de migrer.

En plus de définir un profil-type du migrant potentiel, cette recherche a permis de faire l'état des lieux des différentes approches essayées dans la recherche de solution au niveau des régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou). À cet effet, nous avons constaté que de nombreuses initiatives ont été engagées qu'elles soient individuelles ou de la part d'ONG et de partenaires techniques et financiers.

BIBLIOGRAPHIE

- DIENG Seydi Ababacar, 2008, "Déterminants, caractéristiques et enjeux de la migration sénégalaise", *Revue Asylon(s)*, n°3, mars, Migrations et Sénégal.
- IPAR, 2015, *Emploi des jeunes et migration en Afrique de l'Ouest*, Rapport d'étude, Dakar, avril.
- LELU David & DIENG Mamadou, 2017, *Cartographie des zones à risque ou de départ de la migration irrégulière au Sénégal*, ACP-EU Migration Action OIM, avril.
- MINVIELLE Régis, 2015, « L'Amérique latine ou l'expression d'une nouvelle route africaine » *Afrique et Développement*, Vol XV, n°1, pp. 19-40.
- PERROULAZ Gérard, 2004, « Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle », *Annuaire suisse de politique de développement*, 23-2.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Kédougou : Situation Economique et Sociale régionale, 2011.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda : Situation Economique et Sociale régionale, 2013.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Situation Économique et sociale du Sénégal, avril 2013.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Situation économique et sociale de la région de Tambacounda, 2014.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Situation économique et sociale de la région de Kolda, 2014.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Situation économique et sociale de la région de Kédougou, 2014.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Rapport définitif. RGPHE 2013. Septembre 2014.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Pauvreté et condition de vie des ménages, 2015.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Résultats de l'*Enquête Nationale sur l'emploi au Sénégal (T3)*, 2016.
- République du Sénégal. Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (2017-2019), 2016.
- République du Sénégal. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Enquête nationale sur l'Emploi au Sénégal. Troisième trimestre 2017. Note d'informations, décembre 2017.
- TANDIAN Aly, 2003, "Stratégies d'autonomie, investissements développementalistes et besoins collectifs. Nouvelles figures de migrants de la vallée du fleuve Sénégal", in Mohamed CHAREF et Patrick GONIN (dir.), *Emigrés - Immigrés dans le développement local*, ORMES, pp. 233-255.
- TANDIAN Aly, 2007, "Barça ou Barsaax" (Aller à Barcelone ou mourir) : le désenchantement des familles et des candidats à la migration », in *DIASPORAS. Histoire et Sociétés*, n°9, pp. 124-137.
- TANDIAN Aly et TALL S.M., 2010, "Regards sur la migration irrégulière des Sénégalais : Vouloir faire fortune en Europe avec des pirogues de fortune", *Série CARIM AS*, n°2010/50, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole, Institut universitaire européen, 17 p.

TANDIAN Aly, 2013, "Nouvelles figures des migrations au Sénégal. Quand les migrants internes et internationaux se côtoient", *Blocs*, n°1, mai, 20 p.

TANDIAN Aly, 2013, "L'an 2000 un rendez-vous crucial pour la jeunesse sénégalaise ? Entre espoirs et désillusion" in Momar-Coumba Diop (eds), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade*, Paris, Editions Karthala, Collection Hommes et sociétés, pp. 547-567.

TANDIAN Aly et BERGH Sylvia, 2013, "From Temporary Work to Irregular Status: The Transition and Experiences of Senegalese Migrant Women in Spain" in Truong et al. (eds) *Migration, Gender and Social Justice: Perspectives on Human Security* (Heidelberg: Springer), pp. 46-67.

TANDIAN Aly, 2014, "Influences des migrations sur les transformations socio-économiques et politiques au Sénégal", in Elisabeth Boesen & Laurence Marfaing (sld), *Mobilités dans l'espace ouest-africain, Ressources, développement local et intégration régionale*, Paris, Editions Karthala, Collection Hommes et sociétés, pp. 89-114.

TANDIAN Aly & ABRAHAMS Nannette, 2015, "Deconstructing the Myth of African-European 'Partnership' from a Senegalese Viewpoint" in Veit Bachmann & Martin Muller (Ed.), *Perceptions of the EU in Eastern Europe and Sub-Saharan Africa*, Publisher Palgrave Macmillan, Series Europe in a Global Context, pp. 165-186.

TANDIAN Aly, 2015, "Des variations environnementales aux mobilités : entre difficultés et stratégies d'adaptation des populations sénégalaises" in *Alternatives Sud*, pp. 177-185.

TANDIAN Aly, 2015, "De la longue tradition du voyage à la culture migratoire : quand des étudiants sénégalais candidats à la migration redéfinissent leurs destinations" in ESTEBAN DE LA ROSA Gloria et TANDIAN Aly (coords.), *Mejora de las condiciones de la emigración de las personas del África Sudsahariana a la Unión Europea*, Granada, Comares, pp. 3-24.

TANDIAN Aly, 2016, "De la mondialisation des terres à l'individualisation des profits : Quand l'accaparement des terres redéfinit les structures sociales dans la vallée du fleuve Sénégal" in « *Innovation, Transformation, and Sustainable Futures in Africa* ». Edited by American Anthropological Association. African Studies Association, WARA-WARC, pp. 226-240.

TANDIAN Aly et COULIBALY-TANDIAN Oumoul, 2016, "Protection sociale des enfants de migrants originaires de Kébémér et Louga (Sénégal)" in *Boletín de Anthropolgia*. Universidad de Antioquia, Medellín, vol. 30, N° 51, pp. 113-132.

TANDIAN Aly, 2016, "Migrations sénégalaises : entre chimères des candidats aux voyages et difficultés dans des options politiques" in *Revue Perspectives & Sociétés*, Vol. 7, N°1, janvier, pp. 75-93.

TANDIAN Aly, 2017, "Enjeux de la migration circulaire : des limites des accords entre le Sénégal et l'Espagne aux frustrations des candidates à la migration" in *Revue Sénégalaise de Sociologie*, n°12-13, octobre, pp. 65-86.

TANDIAN Aly, 2017, "Migrations africaines et politiques migratoires en cours" in Actes du Colloque international de Dakar, Université Cheikh Anta Diop, Les relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui : le néolibéralisme contre la paix et le développement, juin, pp. 88-97.

TANDIAN Aly, DIME Mamadou, WADE Cheikh Tidiane et EHODE Lancelot Soumelong, 2017, "Etat des lieux des liens entre migration, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal", Rapport de recherche, PRISE, IED Afrique, mai, 40 p.